

Budget supplémentaire des dépenses (B) 2004-2005

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2005

Table des matières

<i>Tableaux sommaires</i>	<i>Page</i>
Introduction au Budget supplémentaire des dépenses	7
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	30
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2004-2005	34
Annexe proposée au projet de loi de crédits	36
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses	49
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés	52
Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense	56
Postes de crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	62
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	63
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	74
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	86
Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses	93
 <i>Ministères et organismes</i>	
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)	
Ministère	100
Agence canadienne de développement international	102
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)	
Ministère	105
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	105
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN	
Ministère	108
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	
Ministère	112
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE	
Ministère	114
AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA	
Ministère	116
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	119
Agence canadienne d'inspection des aliments	120
Commission canadienne des grains	120
ANCIENS COMBATTANTS	
Ministère	122
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA	
Ministère	125
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION	
Ministère	128
CONSEIL DU TRÉSOR	
Secrétariat	130
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)	131
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	132
CONSEIL PRIVÉ	
Ministère	135
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	136
Directeur général des élections	136
Commissaire aux langues officielles	136
DÉFENSE NATIONALE	
Ministère	138
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)	
Ministère	141
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	
Ministère	144
ENVIRONNEMENT	
Ministère	147
Agence Parcs Canada	149
FINANCES	
Ministère	153
INDUSTRIE	
Ministère	158
Agence spatiale canadienne	160
Conseil national de recherches du Canada	161
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	162
Conseil de recherches en sciences humaines	163
Statistique Canada	163
JUSTICE	
Ministère	166
Commissaire à la magistrature fédérale	166
Commission du droit du Canada	167
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	167

Table des matières

Ministères et organismes

PARLEMENT	
Sénat	169
Chambre des communes	169
PATRIMOINE CANADIEN	
Ministère	174
Conseil des Arts du Canada	176
Société Radio-Canada	176
Bibliothèque et Archives du Canada	177
Société du Centre national des Arts	178
Office national du film	178
Commission de la fonction publique	178
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	179
PÊCHES ET OCÉANS	181
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	185
Société canadienne d’hypothèques et de logement	187
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	190
Commission canadienne de sûreté nucléaire	191
SANTÉ	
Ministère	193
Instituts de recherche en santé du Canada	195
SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)	
Ministère	199
Agence des services frontaliers du Canada	200
Service canadien du renseignement de sécurité	200
Service correctionnel	201
Commission nationale des libérations conditionnelles	201
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	202
Gendarmerie royale du Canada	203
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	204
TRANSPORTS	
Ministère	207
Office des transports du Canada	208
Tribunal d’appel des transports du Canada	208
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	
Ministère	210

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses se compose de trois sections distinctes :

1. *Introduction au Budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel du Budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et société d'État. La section d'introduction définit le contexte du Budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble de ses divers éléments.

Plus tôt cette année, d'importantes modifications ont été apportées au Budget supplémentaire des dépenses afin d'en accroître la transparence et la concordance avec les autres documents du budget. Voici les principales caractéristiques de cette nouvelle présentation adoptée pour le Budget supplémentaire des dépenses (A) : tableau sommaire ministériel avant la section concernant chaque ministère, présentation des besoins bruts en financement de chaque organisme et description des fonds disponibles pour compenser les nouvelles dépenses prévues. En outre, l'introduction et les tableaux sommaires de ce Budget supplémentaire des dépenses ont également été améliorés grâce à l'ajout d'un bilan des dépenses prévues établissant un rapprochement avec le total des budgets des dépenses à ce jour; d'un sommaire des principaux postes demandés; des dépenses par article courant; des initiatives horizontales et des postes de 1 \$ inclus au présent Budget supplémentaire des dépenses; ainsi que d'un sommaire des modifications apportées au présent Budget supplémentaire des dépenses depuis le dépôt du Budget principal des dépenses.

Le présent Budget supplémentaire des dépenses poursuit sur cette lancée en améliorant certains des renseignements présentés pour la première fois dans le dernier document et en introduisant quelques éléments nouveaux. Plus particulièrement, il contient des renseignements additionnels sur les initiatives horizontales, un tableau élargi des postes de 1 \$, fournissant plus d'éclaircissements sur ces postes, et un tableau récapitulatif de tous les transferts entre les organismes gouvernementaux.

Les améliorations apportées au Budget supplémentaire des dépenses sont considérées comme un processus itératif s'inscrivant dans l'objectif global du gouvernement d'accroître sa reddition de comptes au Parlement en améliorant les mécanismes de rapport sur le rendement et l'information financière.

Objectif et renseignements généraux

Les Budgets supplémentaires des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant le projet de loi de crédits connexe¹. Ce délai donne aux comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant le dépôt du projet de loi.

Le Budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du Budget principal des dépenses. Il renferme aussi de l'information à jour au sujet des importantes modifications apportées aux prévisions des dépenses liées aux principaux postes législatifs et vise à obtenir l'approbation du Parlement pour certains postes : transferts de

¹ L'approbation accordée par le Parlement à un projet de loi de crédits fournit au gouvernement du Canada l'autorisation nécessaire pour dépenser des fonds du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour assurer la prestation de ses programmes et services.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

fonds entre crédits, radiations de dettes, garanties de prêt, création ou augmentation de subventions et modification du libellé de crédits.

Normalement, deux Budgets supplémentaires des dépenses sont publiés chaque année. Une lettre est attribuée à chacun dans l'ordre (A, B, C, etc.). Le premier Budget supplémentaire des dépenses habituel ou ordinaire est déposé au début de novembre et le document final, au début de mars. Selon le calendrier des priorités du gouvernement au chapitre des dépenses, un autre Budget supplémentaire des dépenses peut être déposé au cours de la période des subsides qui se termine en juin.

Autorisations de dépenser

Le Budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations de dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses **budgétaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et en capital;
- les paiements de transfert à d'autres paliers de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d'État.

Les dépenses **non-budgétaires** (prêts, placements et avances) représentent des changements dans la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses **votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits annuel.

Les dépenses **législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par le biais de lois habilitantes.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent Budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 1 — Total du Budget supplémentaire des dépenses (en millions de dollars)

	Budgétaires	Non budgétaires	Total
Crédits approuvés	1 486,4\$	0 \$	1 486,4 \$
Postes législatifs	(876,8)\$	(16,8) \$	(893,6) \$
Total	609,6\$	(16,8) \$	592,8 \$

Le Budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre de dépenses prévues présenté dans le plus récent budget ou la plus récente mise à jour économique du ministre des Finances. Aux fins du présent Budget supplémentaire des dépenses et de l'actuel exercice, la Mise à jour économique et financière de novembre 2004 constitue le document de référence le plus récent.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2004-2005, l'écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements dus au passage à la comptabilité d'exercice, ainsi que la reconnaissance d'éléments de passif de 2004-2005, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
- des dépenses de programme, prévues dans le Budget ou La mise à jour économique et financière, qui n'ont pas encore été imputées au ministère.

Le tableau 2 permet d'effectuer un rapprochement.

Tableau 2 — Dépenses budgétaires (en millions de dollars)

Mise à jour économique et financière — novembre 2004			185 188\$
<i>Budgets des dépenses à ce jour :</i>			
Budget principal des dépenses, 2004-2005	183 555\$		
Budget supplémentaire des dépenses (A), 2004-2005	2 687\$		
Budget supplémentaire des dépenses (B), 2004-2005	610\$	186 852\$	
<i>Rajustements :</i>			
Dépenses imputées à des exercices antérieurs	(3 114)\$		
Dépenses de programmes non encore imputées et autres rajustements	1 450\$	(1 664)\$	185 188\$
Écart net			0\$

Aperçu des principaux changements apportés aux dépenses budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des **dépenses budgétaires** totales (votées et législatives) qui ont une incidence sur l'augmentation de 609,6 millions de dollars présentée dans le présent *Budget supplémentaire des dépenses de 2004-2005*. Dans l'ensemble, cette augmentation est due à une majoration des dépenses budgétaires votées.

1. Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 1,5 milliard de dollars attribuable en grande partie aux initiatives clés suivantes :

Fonds supplémentaires accordés à l'Agence canadienne de développement international (485 millions de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande 485 millions de dollars dans le présent Budget supplémentaire des dépenses pour mener les activités suivantes :

- Un montant de 185 millions de dollars pour verser des subventions additionnelles à des organisations internationales afin de soutenir leurs activités d'aide humanitaire (ce montant est compensé par une réaffectation interne du crédit des contributions qu'il n'est pas nécessaire de verser en 2004-2005) . Par exemple :

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- environ *100 millions de dollars* seront utilisés pour verser des subventions au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), au Fonds des Nations Unies pour la population, au Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale et au Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF);
- une somme additionnelle de *70 millions de dollars* servira à soutenir les activités des Initiatives d'alimentation scolaire du Programme alimentaire mondial, ainsi que celles du Programme alimentaire mondial, de la Croix-Rouge canadienne, de l'UNICEF et de la Banque de céréales vivrières du Canada;
- les *15 millions de dollars* restants seront affectés au soutien des programmes d'aide humanitaire ou de planification préalable aux catastrophes des organisations suivantes : le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, le Comité international de la Croix-Rouge, le Bureau de prévention et de résolution des conflits (PNUD) et le Bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations Unies;
- Un montant de *160 millions de dollars* pour soutenir le programme mondial de vaccination de l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination (GAVI). La GAVI verse des fonds aux pays en développement pour leur permettre d'acheter des vaccins et d'offrir des programmes de vaccination. Elle fonde ses décisions sur les renseignements que les gouvernements lui fournissent dans leur demande et sur leur capacité à produire des résultats.
- Un montant de *140 millions de dollars* pour soutenir le Fonds mondial de lutte contre le SIDA, la tuberculose et le paludisme. Le Fonds mondial a été annoncé au cours du Sommet du G8 à Gênes en juillet 2001. Le Canada participe activement à sa mise sur pied et sa gestion, puisqu'il a accepté en mars 2004 d'être membre de son conseil d'administration pour une période de deux ans.

Ressources de fonctionnement supplémentaire pour le ministère de la Défense nationale (405 millions de dollars)

Le *ministère de la Défense nationale* demande que le montant de *405 millions de dollars* dans le présent Budget supplémentaire des dépenses serve à mener les initiatives suivantes :

- Un montant de *215 millions de dollars* pour couvrir les augmentations de la solde, des indemnités spéciales et des indemnités d'environnement versées aux membres suivants des Forces canadiennes : les militaires du rang, les officiers (y compris les pilotes) jusqu'au grade de lieutenant-colonel et les médecins et dentistes militaires qui ont le grade de lieutenant ou de sous-lieutenant. Ces augmentations sont entrées en vigueur le 1^{er} avril 2004.
- Un montant de *190 millions de dollars* pour rajuster les ressources afin de faire face aux pressions financières liées à la viabilité du Programme des services de la Défense nationale. Parmi ces pressions figurent la hausse des coûts du carburant et des services publics, des pièces de rechange et de l'entretien de l'équipement, des soins de santé des militaires et de l'assainissement environnemental, et l'ensemble des pressions de fonctionnement que connaissent la Marine, l'Armée et la Force aérienne.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Fonds supplémentaires consacrés aux initiatives humanitaires de réhabilitation et de reconstruction à la suite du Tsunami (256 millions de dollars)

Le gouvernement du Canada s'est engagé à verser jusqu'à 425 millions de dollars afin d'assurer un ensemble complet de mesures de secours d'urgence et de relèvement à la suite du séisme et du tsunami survenus dans l'océan Indien le 26 décembre 2004. L'engagement du Canada prévoit 265 millions de dollars pour l'aide humanitaire et les initiatives de relèvement et 160 millions de dollars pour le maintien d'un programme d'aide à la reconstruction au cours des cinq prochaines années dans le secteur touché. Un total de 256 millions de dollars a été inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses, représentant des ressources additionnelles pour cette initiative:

- L'Agence canadienne de développement international (ACDI) demande 223 millions de dollars pour égaler les dons faits par les Canadiens à des organisations non gouvernementales canadiennes admissibles qui sont déjà présentes dans les régions touchées par le tsunami (150 millions de dollars) au titre de l'aide générale, d'une partie de la requête urgente formulée par les Nations Unies et du coût du moratoire sur la dette offert aux pays touchés afin de leur permettre de consacrer toutes les ressources disponibles à l'intervention à court, moyen et long termes (73 millions).
- Le ministère de la Défense nationale demande environ 20 millions de dollars pour couvrir les coûts supplémentaires liés au déploiement de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART) au Sri Lanka et rembourser les frais d'acheminement de l'aide humanitaire peu après le tsunami.
- Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (*Affaires étrangères*) demande un peu plus de 9 millions de dollars pour assurer des services consulaires additionnels aux Canadiens qui sont à l'étranger et aux familles des Canadiens qui ont été touchés. Cette somme couvrirait également les frais opérationnels supplémentaires engagés dans les missions et à l'Administration centrale, par exemple, pour ouvrir des bureaux satellites dans les régions touchées (et y affecter du personnel) ou pour mettre à contribution le savoir-faire canadien, comme les services de l'équipe d'identification judiciaire de la GRC.
- Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration demande 4 millions de dollars pour couvrir les coûts extraordinaires qu'il a assumés afin d'accélérer le traitement des demandes d'immigration des personnes qui ont été gravement et personnellement touchées par la catastrophe du tsunami. Cela comprend la vérification des listes à jour des demandes d'immigration présentées à l'étranger et au Canada afin d'accélérer le traitement des demandes des personnes appartenant à la catégorie de la famille qui ont été touchées par la catastrophe et qui ont des proches au Canada.

Révision des prévisions des paiements de transfert aux administrations provinciales et territoriales (185 millions de dollars)

Le ministère des Finances demande 185 millions de dollars essentiellement parce que les paiements de transfert aux territoires sont plus élevés que prévu. Cette augmentation est due en partie aux modifications apportées à la formule de financement des territoires convenue avec les trois administrations territoriales dans le but de supprimer le plafond d'indexation des gouvernements provinciaux-locaux qui restreignait la croissance annuelle des paiements versés aux gouvernements des territoires.

Transferts aux ministères et organismes pour les rajustements salariaux (180 millions de dollars)

Le présent Budget supplémentaire des dépenses prévoit le transfert aux ministères et organismes d'une somme de 180 millions de dollars pour couvrir les coûts des ententes négociées et conclues récemment, jusqu'à la fin de décembre 2004, avec des groupes participant à la négociation collective ou exclus (Recherche, Économique et services de sciences sociales, Officiers de navire, Groupe de la direction, Agence du revenu du Canada, Parcs Canada, certaines sociétés d'État et d'autres employeurs et organismes distincts).

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Fonds consacrés au maintien et au renforcement de la place qu'occupe le Canada en tant que principal acteur dans la recherche-développement en génomique et protéomique (60 millions de dollars)

À la suite de l'annonce faite dans le Budget de 2004 de tirer parti des efforts déployés par le Canada dans la recherche en génomique, le *ministère de l'Industrie* demande 60 millions de dollars dans le présent Budget supplémentaire des dépenses, plus précisément afin de renforcer la recherche en génomique au Canada et d'avantager les chercheurs canadiens de façon à ce qu'ils deviennent des chefs de file mondiaux dans ce domaine. Génome Canada, dont le mandat original de cinq ans prendra fin en 2005, est le principal organisme de financement et d'information dans les domaines de la génomique et de la protéomique au Canada. Jusqu'ici, le gouvernement du Canada a investi quelque 375 millions de dollars dans Génome Canada.

Financement à l'appui d'initiatives associées aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 qui auront lieu à Vancouver et à Whistler, en Colombie-Britannique (60 millions de dollars)

En novembre 2002, la ministre du Patrimoine canadien a signé, au nom du Canada, une entente multipartite qui énonce les responsabilités et obligations des bailleurs de fonds des Jeux. Parmi les autres intervenants clés figurent la province de la Colombie-Britannique, la ville de Vancouver, la municipalité de villégiature de Whistler, le Comité olympique canadien, le Comité paralympique du Canada et la Société de candidature de Vancouver. Aux termes de l'entente multipartite, le Canada s'est engagé à financer les projets d'immobilisations et de legs et à assurer tous les services fédéraux essentiels découlant de ses obligations et prérogatives législatives. Le présent Budget supplémentaire des dépenses prévoit un total de quelque 60 millions de dollars à l'appui des Jeux :

- Le *ministère du Patrimoine canadien* demande 59 millions de dollars dont 55 millions serviront à créer un fonds en fiducie pour des legs sportifs. La création d'une fiducie dotée de 110 millions de dollars faisait partie intégrante de la candidature canadienne en vue d'accueillir les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010, et les coûts en seront partagés également avec la province de la Colombie-Britannique. Le reste du financement demandé servira à la tenue d'évaluations environnementales et de consultations sur la conception et à la détermination des coûts de construction liés à différents sites olympiques.
- Le *ministère de l'Environnement du Canada* demande environ 800 000 \$ pour le Service météorologique du Canada afin d'acheter du matériel pour un réseau d'observations météorologiques.

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (59 millions de dollars)

En mars 2004, le Cabinet a établi un nouveau processus de gestion et d'approbation de la publicité gouvernementale. Jusqu'ici, les ministères administraient leurs budgets de publicité respectifs à même leurs niveaux de référence. Ces fonds ont maintenant été centralisés, et les ministères doivent soumettre à l'approbation du Cabinet leurs propositions de campagnes publicitaires et leurs demandes de financement connexes. L'approbation du Conseil du Trésor est nécessaire pour demander les autorisations de dépenser requises au Parlement. Au total, 26 ministères demandent 59 millions de dollars dans le présent Budget supplémentaire des dépenses pour des campagnes de publicité gouvernementale, des avis publics, des campagnes de recrutement et des campagnes génératrices de recettes.

- Le *ministère de la Santé* demande 16 millions de dollars pour les campagnes publicitaires suivantes : vie saine/participation aux sports; campagne menée de concert avec les ministères du Patrimoine et des Affaires indiennes et du Nord canadien afin d'inciter les Canadiens à adopter des modes de vie plus sains et de les mettre au défi de le faire; campagne de sensibilisation aux dangers du tabac axés sur les avantages de cesser de fumer (ou de ne jamais commencer à le faire) et sur les risques de l'exposition à la fumée secondaire; campagne pour informer les Canadiens de la conclusion du plan décennal de soins de santé; travaux préparatoires en vue d'une campagne sur la santé des femmes enceintes; avis publics relatifs aux propositions pour le Fonds des initiatives communautaires de la Stratégie antidrogue.
- Le *ministère des Ressources naturelles* demande 12 millions de dollars principalement pour sensibiliser le public au Défi d'une tonne et aux services et programmes que le gouvernement offre pour soutenir les gestes individuels en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- Le *ministère des Finances* demande 11 millions de dollars en grande partie pour sa campagne annuelle visant à informer les Canadiens des produits, avantages, taux et modes d'achat des Obligations d'épargne du Canada.
- Le *ministère de la Défense nationale* demande 8 millions de dollars pour la campagne de recrutement des Forces canadiennes qui vise à sensibiliser le public aux possibilités d'emploi dans la Force régulière et la Réserve.
- L'*Agence du revenu du Canada* demande 5 millions de dollars pour sa campagne nationale de publicité à la télévision et dans les journaux communautaires visant à sensibiliser les Canadiens à ses services électroniques de déclaration de revenu et à les inciter à les utiliser.
- Les 7 millions de dollars restants sont demandés par quelque 21 ministères (dont la liste apparaît dans le tableau sommaire des postes horizontaux inclus dans le présent Budget supplémentaire des dépenses, à la page 65) pour divers avis publics et activités publicitaires de moindre envergure.

2. Diminution prévue des dépenses budgétaires législatives d'environ 877 millions de dollars attribuable aux rajustements des prévisions suivants

Révision à la baisse des prévisions des frais de service la dette publique (722 millions de dollars)

Le *ministère des Finances* s'attend à réviser à la baisse les prévisions des frais de service de la dette publique de 722 millions de dollars en raison de taux d'intérêts plus bas que prévu.

Révision à la baisse du Programme fédéral de transferts aux provinces (535 millions de dollars)

Le *ministère des Finances* s'attend à une baisse globale de 535 millions de dollars du Programme fédéral de transferts aux provinces, pour les raisons suivantes :

- Les paiements de péréquation sont censés diminuer d'un total de 601 millions de dollars en raison de la révision à la baisse des prévisions des droits pour l'année en cours, contrebalancée par de petites augmentations dues à la révision des estimations des droits pour l'année précédente.
- De plus, le *ministère des Finances* s'attend à recouvrer 3 millions de dollars de moins aux termes du programme de Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes en raison d'une révision à la hausse des points d'impôt sur le revenu des particuliers.
- Cette diminution est contrebalancée par une augmentation totale de 69 millions de dollars des paiements compensatoires pour les programmes permanents, le résultat des points d'impôt sur le revenu des particuliers ayant été inférieur aux données utilisées pour élaborer les prévisions du Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2004-2005.

Révision à la baisse des prévisions relatives aux comptes à fins déterminées consolidés (496 millions de dollars)

Tel que signalé dans les *comptes à fins déterminées consolidés*, cette diminution de 496 millions de dollars est due au rajustement à la baisse des prévisions des prestations nettes de l'assurance-emploi (a.-e.) ainsi qu'à une réduction des frais d'administration de l'a.-e..

Révision à la baisse des prestations de la Sécurité du revenu (138 millions de dollars)

Le *ministère du Développement des ressources humaines (Développement social)* a diminué de 138 millions de dollars ses prévisions des prestations de la Sécurité du revenu afin de tenir compte de deux facteurs importants : le rajustement des taux de prestation et les changements prévus dans la population des prestataires. La diminution des prestations peut être ventilée de la façon suivante :

- Les prestations de la Sécurité de la vieillesse devraient réduire d'un montant net de 168 millions de dollars en raison : d'une baisse du taux mensuel moyen, qui passe de 453,34 \$ à 451,37 \$, ce qui représente une réduction de 143 millions de dollars, une diminution de la population estimative des prestataires qui représente une diminution des coûts de 25 millions de dollars.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- Le Supplément de revenu garanti devrait augmenter d'un montant net de 39 millions de dollars en raison : d'une diminution du taux mensuel moyen, qui passe de 336,32 \$ à 333,33 \$, ce qui représente une réduction globale des coûts de 50 millions de dollars, et d'une augmentation de la population estimative des prestataires qui représente une augmentation des coûts de 89 millions de dollars.
- Les indemnités devraient diminuer d'un montant net de 9 millions de dollars en raison : d'une augmentation du taux mensuel moyen, qui passe de 377,80 \$ à 384,88 \$, ce qui représente une augmentation de 9 millions de dollars, et d'une diminution de la population estimative des prestataires qui représente une diminution de 18 millions de dollars.

Majoration des paiements à l'appui du Programme de gestion des risques de l'entreprise du Cadre stratégique pour l'agriculture — Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (438 millions de dollars)

Le Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire demande un financement additionnel de 438 millions de dollars pour verser des prestations dans le cadre du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole (PCSRA). Le PCSRA fusionne en un seul programme la stabilisation du revenu et la protection contre une baisse appréciable du revenu agricole et est offert à tous les fermiers admissibles, quels que soient leurs produits. Dans le cadre du PCSRA, les participants choisissent un niveau de protection pour leurs opérations, et les paiements du Programme sont versés lorsque la marge du participant pour l'année en cours sont en deçà de la marge de référence.

Majoration des paiements de péréquation compensatoires relativement aux recettes extracôtières de Terre-Neuve-et-du-Labrador (222 millions de dollars)

Le règlement d'application de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada — Terre-Neuve* prévoit que la province de Terre-Neuve-et-Labrador doit être indemnisée des pertes au titre de la péréquation dues aux fluctuations des recettes pétrolières. Les paiements de péréquation compensatoires pour 2004-2005 s'élèveront à 222 millions de dollars. Ces paiements tiennent compte des redressements des droits pour les années antérieures fondés sur le mode de calcul révisé des paiements de péréquation.

Révision à la hausse des prévisions des besoins du Bureau du Directeur général des élections (220 millions de dollars)

La révision à la hausse des prévisions des dépenses du Bureau du Directeur général des élections couvre les coûts de la 38^e élection générale tenue en juin 2004, comme l'exige la *Loi électorale du Canada*, ainsi que de la mise en place des mesures nécessaires à la tenue d'une élection générale à court préavis (étant donné qu'il s'agit d'un gouvernement minoritaire). Le financement du paiement d'une indemnité trimestrielle aux partis politiques inscrits est également prévu, conformément au projet de loi C-24, *Loi modifiant la Loi électorale du Canada et la Loi de l'impôt sur le revenu (financement politique)*.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le Budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2004-2005
3. Annexe proposée au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires² et non budgétaires³ incluses dans le Budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes intitulées « Budget des dépenses précédents » précisent les fonds à ce jour tels que présentés dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2004-2005.

Les cinq colonnes suivantes intitulées « Présent Budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le Budget supplémentaire des dépenses (B). Ces besoins sont répartis en deux catégories : À voter⁴ et Législatifs⁵.

Les deux dernières colonnes intitulées « Total — Budget des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des besoins budgétaires et non budgétaires totaux pour 2004-2005.

Ce tableau présente aussi les prévisions de dépenses liées aux comptes à fins déterminées consolidés. Les transactions associées à ces comptes sont rapportées dans le cadre des dépenses budgétaires des Comptes publics du Canada et les dépenses prévues sont inscrites au Budget du ministre des Finances. Bien qu'il y ait plus d'une trentaine de comptes à fins déterminées consolidés, le compte de l'assurance-emploi représente pratiquement la valeur totale de l'entrée de consolidation. On trouve une liste complète de ces comptes et un résumé des transactions connexes dans les Comptes publics du Canada.

² Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, ainsi que les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.

³ Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

⁴ Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter le tableau de l'annexe proposée du projet de loi de crédits.

⁵ Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par le biais d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le Budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2004-2005

Ce tableau présente le Budget principal des dépenses, le Budget supplémentaire (A) et le Budget supplémentaire (B). Il fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et législatifs demandés.

3. Annexe proposée au projet de loi de crédits

Ce tableau donne un aperçu de l'annexe du projet de loi de crédits. Tel que précisé plus haut, le Budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du Budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : la première énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2005 et la deuxième, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2006.

Seuls les rajustements positifs des crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent Budget supplémentaire, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Ainsi, les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le Budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses de programme* — Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit pour « dépenses en capital » ou le crédit pour « subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent pas 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les « dépenses de programme » sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* — On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit pour « dépenses en capital » ou un crédit pour « subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Lorsqu'elles ne l'atteignent pas, elles sont incluses dans les crédits pour « dépenses de programme ».
- c) *Crédits pour dépenses en capital* — Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital comprennent des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 \$ notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 08) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 09) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 01 à 09). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital au niveau ministériel.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* — Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme totalisent 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au Budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation de payer une partie ou la totalité du montant et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.
- e) *Crédits non budgétaires* — En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, sont inscrits les postes non budgétaires tels que les prêts, les avances et les placements relatifs aux sociétés d'État et les prêts ou les avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* — Le concept d'un crédit par programme ne s'applique pas dans les situations où un crédit distinct est établi afin d'inscrire les sommes nécessaires pour effectuer un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour programmes financés par l'administration centrale* — Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
- (i) *Crédit pour éventualités du gouvernement* — Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement suffisamment de marge de manœuvre pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable en raison du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise est nécessaire pour effectuer un paiement, par exemple pour le paiement de subventions qui ne sont pas inscrites au Budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation. En outre, ce crédit sert à augmenter d'autres crédits pour absorber des coûts salariaux supplémentaires, tels que les indemnités de départ et les prestations de congé parental qui ne sont pas prévues dans le budget des dépenses ministériel.
- (ii) *Crédit pour initiatives pangouvernementales* — Ce crédit augmente d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
- (iii) *Crédit pour rajustements salariaux* — Ce crédit augmente les crédits du financement des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le CT et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts.
- (iv) *Assurances de la fonction publique* — Ce crédit fournit les contributions de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des primes d'assurance-emploi.

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux principaux postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le Budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits, par ministère.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

La première colonne, intitulée « Numéro du crédit », indique quel crédit est accru par le Budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise que le Budget supplémentaire des dépenses (B) a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne intitulée « Montant brut » indique le total des fonds demandés dans le Budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième colonne intitulée « Ensemble des autorisations de dépenser disponibles » correspond aux autorisations de dépenses non utilisées dont se servent maintenant les organisations pour réduire le montant des autorisations de dépenses supplémentaires demandées dans le présent Budget supplémentaire des dépenses. Le Budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères contient de plus amples renseignements sur ces montants.

La dernière colonne, intitulée « Montant net », indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent Budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les rajustements négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

6. Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des revenus et des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats et des ventes de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats comme un débit aux catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les Budgets principal et supplémentaires des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Des renseignements sont également fournis au sujet des revenus portés au crédit. Dans certaines situations données, le Parlement autorise les ministères ou organismes à dépenser les revenus tirés de leurs opérations de la même manière que les fonds affectés au moyen du crédit. Ces sommes compensent les dépenses prévues à l'égard des articles courants 01 à 12, qui sont indiqués en chiffres bruts. L'annexe A donne une brève définition de chaque article courant.

7. Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu des fonds temporaires du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT).

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Il y a deux types de fonds attribués à partir du crédit 5 du CT : permanents et temporaires. Les fonds permanents sont alloués en réponse à des insuffisances liées à la paie, par exemple, au titre des indemnités de fin d'emploi et des prestations de congé parental, qui ne peuvent être déterminées à l'avance et sont donc payés par un organisme central. Des fonds temporaires sont accordés en réponse à des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui n'étaient pas prévues dans le Budget principal des dépenses et doivent être engagées avant le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses et que la gouverneure générale a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les ministères doivent satisfaire à un certain nombre de critères afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT pour éventualités du gouvernement :

- Comme l'autorisation des paiements sur le fonds des éventualités est contenue dans le libellé du crédit 5 du CT, tous ces paiements doivent être pleinement conformes à ce libellé.
- En règle générale, on n'imputera pas de dépenses permanentes au crédit pour les besoins autres que les déficits au chapitre de la rémunération ou les primes accordées en vertu de la *Loi sur les inventions des fonctionnaires*. Toutes les autres avances imputées au crédit pour éventualités doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au Budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée.
- Lorsque ces avances sont demandées pour faire face à un besoin financier, le Conseil du Trésor doit s'assurer que le paiement s'inscrit dans le cadre du mandat du ministère.
- Lorsqu'il effectue un transfert afin de fournir une autorisation de paiement, le Conseil du Trésor doit être convaincu qu'il existe une raison valable et suffisante pour laquelle le paiement doit être fait avant que l'on ait reçu l'approbation normale du Parlement.
- Des fonds suffisants doivent être disponibles dans le crédit 5 du CT.
- L'autorisation appropriée du ministère ne suffit pas pour couvrir les besoins existants et ceux de la nouvelle initiative (à l'exception des postes de subventions) jusqu'à la fin de la période visée par le crédit.
- Il doit exister un bénéficiaire valable et légalement constitué auquel la subvention doit être versée.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels plusieurs ministères demandent des fonds dans le présent Budget supplémentaire des dépenses. Il ne vise pas à présenter une liste exhaustive des initiatives horizontales menées par le gouvernement, mais donne une bonne vue d'ensemble des questions relatives au présent Budget supplémentaire des dépenses auxquelles plus d'un organisme est associé.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses (NOUVEAU)

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

En général, ces postes ont surtout trait à des transferts de responsabilités entre des organisations pour la prestation d'un programme ou à des remaniements découlant de modifications apportées à l'appareil gouvernemental annoncées par le gouvernement (principalement celles qui ont été annoncées le 12 décembre 2003 et le 20 juillet 2004.

Nota : seuls les rajustements autorisés aux termes de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique* sont indiqués dans le présent Budget supplémentaire des dépenses).

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le Budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition actuelle de fonds ou du libellé actuel de crédits déjà approuvés dans le Budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n'est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d'un programme à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section vise deux objectifs. Premièrement, décrire les changements qui ont été apportés à l'organisation et à la structure gouvernementale, aux autorisations (crédits), à la présentation (structure, objectifs et description de secteurs d'activité des programmes) et aux autres présentations depuis le dépôt du Budget principal des dépenses et du Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2004-2005. Deuxièmement, expliquer en détail les crédits touchant des autorisations particulières qui se distinguent de ceux inclus dans le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (A) de l'exercice en cours, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses mentionnées pour la première fois.

À la lumière de la décision rendue en 1981 par le président de la Chambre des communes, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que seules les précédentes lois de crédits soient modifiées par les budgets des dépenses, à l'exception des cas explicitement autorisés par une loi.

Le tableau se compose de deux sections :

1. les modifications concernant l'organisation et la structure du gouvernement;
2. les modifications dans les crédits et le libellé des crédits.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères et organismes qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille. La présentation de chaque portefeuille débute par une liste des organisations qui demandent des fonds dans le cadre du présent Budget supplémentaire des dépenses.

Il y a cinq sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du ministère (y compris le libellé des crédits);
2. explication des besoins;
3. explication des fonds disponibles;
4. paiements de transfert (s'il y a lieu);
5. nouveaux grands projets d'immobilisations (s'il y a lieu).

1. Sommaire du ministère

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et législatifs par ministère, y compris :

- le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- le total des précédents budgets des dépenses — Budget principal des dépenses, plus tout financement antérieur prévu dans des Budgets supplémentaires des dépenses;
- les transferts entre crédits et entre organisations;
- les nouvelles demandes nettes de financement dans le présent Budget supplémentaire des dépenses;
- le total des Budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le Budget supplémentaire des dépenses. Aux termes de l'article 31 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, lorsque le Parlement accorde une autorisation de dépenses, le Secrétariat du Conseil du Trésor (SCT) gère et contrôle, avec son Système de contrôle des affectations, les niveaux de financement des organisations visées. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés uniquement à titre d'information.

2. Explication des besoins

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée poste horizontal et sera saisie dans le tableau sommaire des postes horizontaux présenté au début du présent Budget supplémentaire des dépenses.

3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le Budget supplémentaire des dépenses.

Des autorisations de dépenses excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans des affectations bloquées ou pour des affectations à des fins particulières pourraient être utilisées pour réduire les dépenses supplémentaires, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

La pratique de recourir aux sommes compensatoires n'est pas nouvelle. Leur inscription accompagnée d'une explication dans le Budget supplémentaire des dépenses vise cependant à accroître la transparence et à fournir davantage de renseignements. Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : transfert de fonds d'un poste à un autre ou report de fonds d'un exercice à un autre dans une organisation, transfert de fonds d'une organisation à une autre et réaffectation de fonds à d'autres initiatives gouvernementales.

Fait à noter, un transfert de fonds entraînant un déplacement des responsabilités ou des crédits d'un ministre à un autre (p. ex., décrets en conseil pour la réorganisation gouvernementale) n'est pas comptabilisé de la même façon que les autres compensations, parce qu'il n'a pas d'incidence sur les nouveaux crédits demandés par les organisations. En fait, un tel transfert diminue le financement du budget des dépenses de l'organisation d'où est fait le transfert et augmente les autorisations du budget des dépenses de l'organisation qui reçoit le transfert. Les montants sont inscrits dans la colonne « Transfert » du Sommaire du ministère, avec une note en bas de page expliquant la nature du transfert. Ils seront aussi inclus dans le nouveau tableau sommaire des transferts entre organisations, présenté (au début du présent Budget supplémentaire des dépenses.)

4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert, par secteur d'activité.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'une organisation en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) une contribution est un paiement conditionnel et peut faire l'objet d'une vérification, contrairement aux subventions;
- ii) les contributions exigent la conclusion d'une entente entre le bénéficiaire et le donateur précisant les modalités et conditions régissant leur versement, à la différence des subventions;
- iii) les autres paiements de transfert sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui inclut normalement une formule ou un calendrier de paiements servant à déterminer le montant annuel à verser;
- iv) le libellé utilisé dans le Budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif, alors que dans le cas des contributions et des autres paiements de transfert, il sert à informer.

5. Nouveaux grands projets d'immobilisations

Cette section énumère les grands projets d'immobilisations qui ne figuraient pas dans les budgets des dépenses précédents et dont le coût total estimatif s'élève à au moins un million de dollars. L'information est présentée par secteur d'activité et par province (d'est en ouest) et montre les coûts estimatifs totaux et le montant prévu qui sera dépensé durant l'exercice.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Annexe A

Explication des articles courants de dépenses

1. *Personnel*

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d'emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l'exclusion des employés des sociétés d'État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la GRC.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d'indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l'étranger, indemnités d'isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l'État à divers régimes d'avantages sociaux des employés (compte de pension de retraite de la fonction publique, compte de prestations de retraite supplémentaires, compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, compte de prestations de décès de la fonction publique et compte d'assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, compte de pension de retraite des Forces canadiennes et compte d'allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l'État aux régimes d'assurance-maladie et d'assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. *Transports et communications*

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces canadiennes et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s'occupent d'arpentages, d'inspections et d'études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l'État, comme les frais de transport d'anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l'égard d'un achat, autres que le coût initial de livraison à l'égard d'un achat (compris dans l'article courant applicable au coût de l'achat même), y compris les frais de services de courrier offerts par l'entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télétype, radio et T.S.F. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de courrier assurés à forfait par des entreprises de l'extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

3. *Information*

- **Services de promotion** — Comprend tous les services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d'antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que les arts graphiques.
- **Services d'édition, d'imprimerie et d'exposition** — Comprend les services d'édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditées par le ministère, et pour l'achat de publications connexes de l'État. Sont aussi compris les services d'impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d'exposition tels que les services d'exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.

- **Services des relations publiques et des affaires publiques** — Services de sondages sur les comportements, de promotion des ventes, de commercialisation, de mise en valeur des exportations, de relations publiques et de publicité. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d'information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux. Les services des affaires publiques comprenant les sondages sur les comportements, les sondages d'opinion, les enquêtes sur l'évaluation des services, les marchés concernant l'organisation et l'exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles sont également inclus ici.

4. *Services professionnels et spéciaux*

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d'honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d'avocats, d'architectes, d'ingénieurs, d'analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d'enseignement; paiements pour les services de médecins, d'infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de services d'informatique et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l'extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d'assistance sociale; paiement de services d'informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d'enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à la Commission de la fonction publique pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d'entretien tels que le service d'autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d'aide temporaire, les services d'accueil, de stockage, d'entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits à TPSGC pour l'administration de marchés.

5. *Location*

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement — avec ou sans équipage — de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d'appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu'elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d'entreposage figure à l'article courant 4.

6. *Achat de services de réparation et d'entretien*

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8 ci-dessous, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux et des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. *Services publics, fournitures et approvisionnements*

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport, chauffage;
 - provendes;
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
 - graines de semence;
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;
 - uniformes et fourniment;
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
 - produits chimiques,
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
 - fournitures du service de nettoyage;
 - bois et charbon;
 - fournitures électriques;
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

8. *Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages*

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

9. *Acquisition de machines et de matériel*

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, tout le matériel, les fournitures et le mobilier de bureau, le matériel informatique et électronique ou tout autre accessoire de bureau.
- Le matériel et les accessoires à microfilmer, le matériel de communication entre bureaux, les machines à affranchir avec compteur, les cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Les véhicules automobiles, les avions, les tracteurs, le matériel de voirie, le matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; le matériel scientifique et de laboratoire, les navires, les brise-glaces et le matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; les munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. Paiements de transfert

- les subventions et les contributions, les subsides et tous les paiements faits par l'État;
- les paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les pensions de vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations familiales, les allocations et les pensions des anciens combattants;
- les subventions et les paiements aux provinces et aux territoires en vertu des lois constitutionnelles, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles;
- les paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones;
- les paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires;
- les subventions et les capitaux consentis à l'industrie; les subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; les bourses d'études;
- les subventions de soutien consenties à de nombreux organismes nationaux et internationaux sans but lucratif;
- les contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le Budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par le biais de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions énumérées dans le Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne sont donc pas aussi limitées.

11. Service de la dette publique

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

12. Autres subventions et paiements

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert faits aux sociétés d'État
- Paiements à d'autres sociétés ou organismes administrés par l'État, ce qui comprend les versements à des organismes tels que le Centre national des arts.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels, et les dépenses relatives à des petits articles et des services divers. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

Introduction au Budget supplémentaire des dépenses

Revenus à valoir sur le crédit

Les revenus à valoir sur le crédit conformément à l'autorisation parlementaire comprennent toute une gamme de revenus provenant de sources externes et de sources internes.

- Les revenus provenant de sources externes comprennent :
 - les loyers perçus à l'égard d'immeubles et de pièces d'équipement appartenant au gouvernement;
 - les sommes reçues au titre de la prestation des services de police à d'autres paliers de gouvernement;
 - les rentrées de fonds provenant de fonds renouvelables à la suite de transactions effectuées avec des intervenants de l'extérieur du gouvernement;
 - les coûts recouverts des administrations provinciales et d'autres gouvernements nationaux.

- Les revenus provenant de sources internes comprennent :
 - les recouvrements des coûts des biens et services fournis par un organisme à un autre;
 - le produit des ventes effectuées au moyen de fonds renouvelables à des intervenants de l'administration fédérale.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2004-2005
Annexe proposée au projet de loi de crédits
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Budgétaire	Non- budgétaire
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)		
Ministère	1 899 812 736	.....
Agence canadienne de développement international.....	2 673 490 108	6 930 885
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)		
Ministère	233 925 424	.....
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	2 972 000	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministère	5 880 566 314	73 603 000
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC	317 127 972	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère	476 551 970	.....
AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA		
Ministère	3 187 395 858	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
Ministère	3 488 125 952	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	603 805 963	.....
Commission canadienne des grains	22 184 700	.....
ANCIENS COMBATTANTS	2 802 975 755	.....
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA	378 118 308	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Ministère	1 063 956 774	.....
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat	2 667 953 020	.....
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion).....	53 447 463	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	62 229 737	.....
CONSEIL PRIVÉ		
Ministère	142 395 578	.....
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion).....	8 559 250	.....
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	31 170 200	.....
Directeur général des élections	55 774 554	.....
Commissaire aux langues officielles	19 253 380	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	99 817 000	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	26 975 500	.....
DÉFENSE NATIONALE		
Ministère	13 928 085 437	.....
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)	28 597 478 771	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN	395 133 328	.....
ENVIRONNEMENT		
Ministère	868 167 026	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	2 222 209 000	(190 200 000)
Bureau de l'infrastructure du Canada	107 110 000	.....
Agence Parcs Canada.....	504 379 916	.....
FINANCES		
Ministère	67 482 451 070	132 275 001
INDUSTRIE		
Ministère	1 564 652 935	800 000
Agence spatiale canadienne	327 318 002	.....
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	111 033 000	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	715 761 547	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	810 597 001	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	525 261 760	.....
Statistique Canada.....	457 121 988	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transfert	Budgétaire		Non-budgétaire		Total	Budgétaire	Non- budgétaire
		À voter	Législatifs	À voter	Législatifs			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
.....	12 011 401	.....	.....	.....	12 011 401	1 911 824 137	.....
.....	516 738 158	44 545 000	1	775 000	562 058 159	3 234 773 266	7 705 886	
357 100	2 852 909	.....	.....	.....	3 210 009	237 135 433	.....
.....	105 450	.....	.....	.....	105 450	3 077 450	.....
3 886 000	3	.....	.....	.....	3 886 003	5 884 452 317	73 603 000
111 033 000	3 739 243	.....	.....	.....	114 772 243	431 900 215	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	476 551 970	.....
.....	1	.....	.....	.....	1	3 187 395 859	.....
.....	26 798 862	438 217 000	.....	.....	465 015 862	3 953 141 814	.....
(8 713 000)	3 877 198	.....	.....	.....	(4 835 802)	598 970 161	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	22 184 700	.....
.....	2	.....	.....	.....	2	2 802 975 757	.....
111 704 203	43 366 118	.....	.....	.....	155 070 321	533 188 629	.....
(148 937 600)	11 981 059	.....	.....	.....	(136 956 541)	927 000 233	.....
(225 000)	186 340 752	.....	.....	.....	186 115 752	2 854 068 772	.....
8 559 250	2 657 000	14 485 500	.....	.....	25 701 750	79 149 213	.....
26 975 500	4 465 790	.....	.....	.....	31 441 290	93 671 027	.....
(4 480 203)	40 752 742	.....	.....	.....	36 272 539	178 668 117	.....
(8 559 250)	.....	.....	.....	.....	(8 559 250)	.....	.....
.....	782 000	.....	.....	.....	782 000	31 952 200	.....
.....	.....	220 000 000	.....	.....	220 000 000	275 774 554	.....
.....	50 000	.....	.....	.....	50 000	19 303 380	.....
(99 817 000)	.....	.....	.....	.....	(99 817 000)	.....	.....
(26 975 500)	.....	.....	.....	.....	(26 975 500)	.....	.....
.....	188 533 282	.....	.....	.....	188 533 282	14 116 618 719	.....
.....	38 508 146	(119 400 000)	.....	.....	(80 891 854)	28 516 586 917	.....
.....	1	.....	.....	.....	1	395 133 329	.....
(4 000 000)	1	.....	.....	.....	(3 999 999)	864 167 027	.....
(2 032 009 000)	.....	.....	.....	.....	(2 032 009 000)	.....	.....
(107 110 000)	.....	.....	.....	.....	(107 110 000)	.....	.....
3 631 142	8 190 467	.....	.....	.....	11 821 609	516 201 525	.....
.....	218 386 555	(1 257 335 378)	1	.....	(1 038 948 822)	66 443 502 247	132 275 002
(357 100)	2	(8 973 287)	.....	.....	(9 330 385)	1 555 322 550	800 000
.....	1	.....	.....	.....	1	327 318 003	.....
(111 033 000)	.....	.....	.....	.....	(111 033 000)	.....	.....
.....	2	.....	.....	.....	2	715 761 549	.....
.....	1	.....	.....	.....	1	810 597 002	.....
.....	501 940	.....	.....	.....	501 940	525 763 700	.....
.....	2 825 748	.....	.....	.....	2 825 748	459 947 736	.....

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Budgets des dépenses précédents	
	Budgétaire	Non-budgétaire
JUSTICE		
Ministère	1 010 255 194	.....
Commissaire à la magistrature fédérale.....	338 251 263	.....
Commission du droit du Canada.....	3 150 000	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	16 308 190	.....
PARLEMENT		
Sénat.....	73 552 500	.....
Chambre des communes	366 792 688	.....
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministère	1 226 920 287	10 000
Conseil des Arts du Canada	151 031 250	.....
Société Radio-Canada.....	1 034 311 000	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	70 951 867	.....
Archives nationales du Canada.....	19 096 750	.....
Société du Centre national des Arts.....	32 297 000	.....
Office national du film.....	66 571 031	.....
Bibliothèque nationale	14 113 000	.....
Commission de la fonction publique	102 043 563	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	23 868 565	.....
PÊCHES ET OCÉANS.....	1 555 050 092	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
Ministère	2 095 479 018	1 254 700 000
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	.....	.....
RESSOURCES NATURELLES		
Ministère	1 134 533 263	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	74 604 200	.....
SANTÉ		
Ministère	3 336 052 986	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	757 190 073	.....
SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)		
Ministère	416 051 536	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	938 859 725	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	281 428 676	.....
Service correctionnel	1 613 867 142	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	40 195 890	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones .....	.....	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	1 956 232 884	.....
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	4 943 050	.....
TRANSPORTS		
Ministère	1 690 717 360	.....
Office des transports du Canada	28 047 600	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	1 313 000	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
Ministère	2 626 548 394	.....
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent Budget des dépenses	1 879 118 519	1 487 000 000
Comptes à fins déterminées consolidés	16 447 392 000	.....
Total des Budgets des dépenses.....	186 242 485 853	2 765 118 886

Nota :

Le budget des dépenses précédent comprend les crédits et les postes législatifs.

Le budget des dépenses précédent comprend les fonds pour l'Agence des douanes et du revenu du Canada qui ont été votés en 2003-2004 et qui seront dépensés en 2004-2005.

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour		
	Transfert	Budgétaire		Non-budgétaire		Total	Budgétaire	Non- budgétaire
		À voter	Législatifs	À voter	Législatifs			
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	
.....	7 596 745	.....	.....	.....	7 596 745	1 017 851 939	.....
.....	470 000	.....	.....	.....	470 000	338 721 263	.....
.....	147 150	.....	.....	.....	147 150	3 297 150	.....
.....	410 575	.....	.....	.....	410 575	16 718 765	.....
.....	1 740 000	.....	.....	.....	1 740 000	75 292 500	.....
.....	14 179 135	2 307 300	.....	.....	16 486 435	383 279 123	.....
(3 631 142)	48 086 132	.....	.....	.....	44 454 990	1 271 375 277	10 000
.....	3 353 540	.....	.....	.....	3 353 540	154 384 790	.....
.....	1	.....	.....	.....	1	1 034 311 001	.....
33 209 750	9 640 000	.....	.....	.....	42 849 750	113 801 617	.....
(19 096 750)	.....	.....	.....	.....	(19 096 750)	.....	.....
.....	77 300	.....	.....	.....	77 300	32 374 300	.....
.....	215 000	.....	.....	.....	215 000	66 786 031	.....
(14 113 000)	.....	.....	.....	.....	(14 113 000)	.....	.....
.....	1	.....	.....	.....	1	102 043 563	.....
.....	2	.....	.....	.....	2	23 868 566	.....
(20 275 000)	.....	.....	.....	.....	(20 274 998)	1 534 775 094	.....
.....	.....	39 900 000	.....	(17 600 000)	22 300 000	2 135 379 018	1 237 100 000
2 032 009 000	1	.....	.....	.....	2 032 009 001	2 222 209 001	(190 200 000)
.....	.....	221 600 000	.....	.....	221 600 000	1 356 133 263	.....
.....	359 000	.....	.....	.....	359 000	74 963 200	.....
.....	38 036 310	.....	.....	.....	38 036 310	3 374 089 296	.....
.....	913 790	.....	.....	.....	913 790	758 103 863	.....
.....	5 333 747	.....	.....	.....	5 333 747	421 385 283	.....
157 650 600	6 905 789	.....	.....	.....	164 556 389	1 103 416 114	.....
.....	901 999	.....	.....	.....	901 999	282 330 675	.....
.....	1	.....	.....	.....	1	1 613 867 143	.....
.....	1 279 000	.....	.....	.....	1 279 000	41 474 890	.....
99 817 000	1	.....	.....	.....	99 817 001	99 817 001	.....
.....	29 869 180	.....	.....	.....	29 869 180	1 986 102 064	.....
.....	292 304	.....	.....	.....	292 304	5 235 354	.....
20 275 000	3	18 500 000	.....	.....	38 775 003	1 729 492 363	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	28 047 600	.....
.....	58 100	.....	.....	.....	58 100	1 371 100	.....
225 000	3 029 370	5 704 220	.....	.....	8 958 590	2 635 506 984	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 879 118 519	1 487 000 000
.....	.....	(496 359 000)	.....	.....	(496 359 000)	15 951 033 000	.....
.....	1 486 359 010	(876 808 645)	2	(16 825 000)	592 725 367	186 852 036 218	2 748 293 888	

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Les chiffres entre parenthèses, dans le présent Budget supplémentaire des dépenses, indiquent une diminution.

NUMÉROS DES CRÉDITS

Les crédits supplémentaires figurant au présent budget supplémentaire des dépenses portent les mêmes numéros que ceux indiqués dans les budgets des dépenses antérieurs pour le présent exercice. Les numéros des crédits figurant pour la première fois cette année sont soulignés. La lettre « b » qui suit les numéros des crédits indique que ceux-ci font partie du présent budget supplémentaire des dépenses (B).

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2004 - 2005

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses

Budget supplémentaire des dépenses (A).....

Présent budget supplémentaire des dépenses

Total des budgets des dépenses à ce jour

Budgétaire			Non-budgétaire			Total
<i>À voter</i>	<i>Législatifs</i>	<i>Total</i>	<i>À voter</i>	<i>Législatifs</i>	<i>Total</i>	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
65 252 204 482	118 302 991 481	183 555 195 963	78 278 002	2 686 840 883	2 765 118 885	186 320 314 848
2 919 864 583	(232 574 693)	2 687 289 890	1	.....	1	2 687 289 891
68 172 069 065	118 070 416 788	186 242 485 853	78 278 003	2 686 840 883	2 765 118 886	189 007 604 739
1 486 359 010	(876 808 645)	609 550 365	2	(16 825 000)	(16 824 998)	592 725 367
69 658 428 075	117 193 608 143	186 852 036 218	78 278 005	2 670 015 883	2 748 293 888	189 600 330 106

Nota :

Le budget des dépenses précédent comprend les fonds pour l'Agence des douanes et du revenu du Canada qui ont été votés en 2003-2004 et qui seront dépensés en 2004-2005.

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)		
	MINISTÈRE		
1b	Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes.....	12 011 400	
10b	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre, dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2003 à	1	
			12 011 401
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
15b	Agence canadienne de développement international – Dépenses de fonctionnement .	1 341 758	
20b	Agence canadienne de développement international – Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses.....	515 396 400	
L25b	Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 232 110 059 \$ (180 459 059 \$+51 651 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	1	
			516 738 159

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)		
	MINISTÈRE		
1b	Commerce international – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international [Commerce international]) et de 357 100 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 852 909
	SECRETARIAT DE L'ALÉNA, SECTION CANADIENNE		
15b	Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne – Dépenses du Programme		105 450
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
6b	Conformément à l'article 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier une dette de 18 000 000 \$ représentant le solde impayé d'un billet à conditions flexibles détenu par la Société d'énergie du Yukon en faveur de Sa Majesté, le billet ayant été remboursé à Sa Majesté à sa juste valeur marchande – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 999 999 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
10b	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses	1	
27b	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 886 000 \$ du crédit 5 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
			3
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
2b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 249 418 \$ du crédit 55 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> ...	1	
6b	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 296 582 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 95 140 000 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 739 242	
			3 739 243

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE			
MINISTÈRE			
1b	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus provenant des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Compte de stabilisation du revenu net pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 309 508 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		26 798 862
AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS			
30b	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement		3 877 198
ANCIENS COMBATTANTS			
PROGRAMME DES ANCIENS COMBATTANTS			
1b	Anciens combattants – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 716 001 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
10b	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 099 999 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
			2
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA			
2b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 925 500 \$ du crédit 35 (Environnement) et de 594 203 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 871 000	
7b	Bureau de l'infrastructure du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 101 739 500 \$ du crédit 40 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	41 495 117	
14b	Paiements à la Queens Quay West Land Corporation – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 15 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
			43 366 118

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1b	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 728 798 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	11 060 848	
2b	Citoyenneté et Immigration – Aux termes du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour radier des comptes du Canada 2 561 dettes payables à Sa Majesté le chef du Canada se chiffrant à 920 210 \$ et relatives à des prêts aux immigrants consentis aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i>	920 210	
5b	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1	
			11 981 059
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRETARIAT		
1b	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du programme.....	5 976 752	
15b	Rajustements de la rémunération.....	180 364 000	
			186 340 752
	ÉCOLE DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA (CENTRE CANADIEN DE GESTION)		
26b	École de la fonction publique du Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 927 250 \$ du crédit 10 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		2 657 000
	AGENCE DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA		
32b	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 301 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	4 465 789	
34b	Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 200 000 \$ du crédit 50 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
			4 465 790

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
CONSEIL PRIVÉ			
MINISTÈRE			
1b	Conseil privé – Dépenses de fonctionnement.....	38 778 342	
5b	Conseil privé – Contributions.....	1 974 400	
			40 752 742
BUREAU CANADIEN D'ENQUÊTE SUR LES ACCIDENTS DE TRANSPORT ET DE LA SÉCURITÉ DES TRANSPORTS			
20b	Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports – Dépenses du Programme		782 000
COMMISSAIRE AUX LANGUES OFFICIELLES			
30b	Commissaire aux langues officielles – Dépenses du Programme		50 000
DÉFENSE NATIONALE			
MINISTÈRE			
1b	Défense nationale – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 190 290 021 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 39 760 001 \$ du crédit 10 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	188 533 281	
10b	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses	1	
			188 533 282
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)			
1b	Développement des ressources humaines (Développement social) – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 225 000 \$ du crédit 5 (Développement des ressources humaines [Développement social]) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		38 508 146
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN			
1b	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 895 640 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ENVIRONNEMENT		
	MINISTÈRE		
10b	Environnement – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 492 171 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 1 387 285 \$ du crédit 5 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>		1
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
	PROGRAMME DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET FINANCIÈRES		
5b	Programme des politiques économiques, sociales et financières – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 170 435 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	34 229 565	
L11b	Programme des politiques économiques, sociales et financières – Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 23 982 872 \$US en faveur de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 28 787 507 \$ le 13 janvier 2005 peut varier à la hausse, afin de maintenir la valeur en dollars américains des souscriptions au capital initiales de la BIRD	1	
	PROGRAMME FÉDÉRAL DE TRANSFERTS AUX PROVINCES		
15b	Programme fédérale de transferts aux provinces – Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux.....	184 156 990	
			218 386 556
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1b	Industrie – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 013 500 \$ du crédit 5 (Industrie) et de 8 290 796 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
10b	Industrie – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	1	
			2
	AGENCE SPATIALE CANADIENNE		
35b	Agence spatiale canadienne – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 499 999 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA		
65b	Conseil national de recherches du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 624 783 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
75b	Conseil national de recherches du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 249 999 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
			2
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
85b	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses		1
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
95b	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 466 060 \$ du crédit 90 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		501 940
	STATISTIQUE CANADA		
105b	Statistique Canada – Dépenses du Programme		2 825 748
	JUSTICE		
	MINISTÈRE		
1b	Justice – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 034 969 \$ du crédit 5 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		7 596 745
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20b	Commissaire à la magistrature fédérale – Dépenses de fonctionnement	50 000	
25b	Commissaire à la magistrature fédérale – Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	420 000	
			470 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE <i>(suite et fin)</i>		
	COMMISSION DU DROIT DU CANADA		
35b	Commission du droit du Canada – Dépenses du Programme		147 150
	COMMISSARIATS À L'INFORMATION ET À LA PROTECTION DE LA VIE PRIVÉE DU CANADA		
	PROGRAMME DU COMMISSARIAT À L'INFORMATION DU CANADA		
40b	Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme		410 575
	PARLEMENT		
	SÉNAT		
1b	Sénat – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les revenus perçus, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice		1 740 000
	CHAMBRE DES COMMUNES		
5b	Chambre des communes – Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes		14 179 135
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
1b	Patrimoine canadien – Dépenses de fonctionnement	6 032 717	
5b	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions ..	42 053 415	
			48 086 132

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN <i>(suite et fin)</i>		
	CONSEIL DES ARTS DU CANADA		
15b	Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi.....		3 353 540
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
20b	Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 112 000 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>		1
	BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA		
46b	Bibliothèque et Archives du Canada – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 265 750 \$ du crédit 50 (Patrimoine canadien) et de 8 818 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		9 640 000
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
55b	Paiements à la Société du Centre national des Arts.....		77 300
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
75b	Fonds renouvelable de l'Office national du film – Déficit de fonctionnement.....		215 000
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
115b	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 109 999 \$ du crédit 110 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>		1
	PÊCHES ET OCÉANS		
1b	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 513 055 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
10b	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	1	
			2

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES		
	SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT		
13b	Société canadienne d'hypothèques et de logement – Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 222 209 000 \$ du crédit 25 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>		1
	RESSOURCES NATURELLES		
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
20b	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme		359 000
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1b	Santé – Dépenses de fonctionnement	4 361 994	
5b	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	33 674 316	
			38 036 310
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
15b	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 140 499 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		913 790
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)		
	MINISTÈRE		
1b	Solliciteur général – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 400 000 \$ du crédit 5 (Solliciteur général [Sécurité publique et Protection civile]) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 333 747

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE) (suite)		
	AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA		
10b	Agence des services frontaliers du Canada – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 948 000 \$ du crédit 15 (Solliciteur général [Sécurité publique et Protection civile]) et de 148 937 600 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 8 713 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....		6 905 789
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
30b	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses du Programme		901 999
	SERVICE CORRECTIONNEL		
35b	Service correctionnel – Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 946 459 \$ du crédit 40 (Solliciteur général [Sécurité publique et Protection civile]) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>		1
	COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES		
45b	Commission nationale des libérations conditionnelles – Dépenses du Programme et contributions		1 279 000
	BUREAU DU CANADA SUR LE RÈGLEMENT DES QUESTIONS DES PENSIONNATS AUTOCHTONES		
53b	Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones – Dépenses du Programme et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 93 575 000 \$ du crédit 40 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>		1
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
55b	Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	25 719 120	
60b	Application de la loi – Dépenses en capital.....	371 060	
65b	Application de la loi – Subventions inscrites au Budget des dépenses	3 779 000	
			29 869 180

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE) <i>(fin)</i>		
	COMMISSION DES PLAINTES DU PUBLIC CONTRE LA GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
75b	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada – Dépenses du Programme		292 304
	TRANSPORTS		
	MINISTÈRE		
1b	Transports – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 708 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
5b	Transports – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 375 000 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
10b	Transports – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 192 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
			3
	TRIBUNAL D'APPEL DES TRANSPORTS DU CANADA		
40b	Tribunal d'appel des transports du Canada – Dépenses du Programme		58 100
	TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX		
	MINISTÈRE		
1b	Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 225 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1	
5b	Services gouvernementaux – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 22 700 553 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 5 498 303 \$ du crédit 10 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	3 029 369	
			3 029 370
			1 478 168 544

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2005, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA		
	MINISTÈRE		
5b	Agence des douanes et du revenu du Canada – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 164 844 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>		1
	ENVIRONNEMENT		
	AGENCE PARCS CANADA		
45b	Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 50 (Environnement), de 3 068 942 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 562 200 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		8 190 467
			8 190 468

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme (dollars)	Présent Budget supplémentaire des dépenses
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)	
Agence canadienne de développement international	
Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	44 545 000
Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital (non-budgétaire)	775 000
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture	438 217 000
CONSEIL DU TRÉSOR	
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)	
Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>	14 485 500
CONSEIL PRIVÉ	
Directeur général des élections	
Dépenses d'élections	220 000 000
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)	
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)	(168 000 000)
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)	39 000 000
Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	(9 000 000)
Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	18 600 000
FINANCES	
Ministère	
<i>Programme du service de la dette publique</i>	
Frais d'intérêt et autres coûts	(722 335 378)
<i>Programme fédéral de transferts aux provinces</i>	
Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(601 000 000)
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(3 000 000)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	69 000 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme (dollars)	Présent Budget supplémentaire des dépenses
INDUSTRIE	
Ministère	
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	(1 630 000)
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du</i> <i>Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	(9 340 000)
Garanties d'emprunt en vertu de l'alinéa 14(1)b) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	1 996 713
PARLEMENT	
Chambre des communes	
Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires	2 307 300
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur</i> <i>l'aide financière aux étudiants</i>	12 500 000
Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux</i> <i>étudiants</i>	(300 000)
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi</i> <i>fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	2 100 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale</i> <i>sur l'aide financière aux étudiants</i>	18 200 000
Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(5 100 000)
Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources</i> <i>humaines</i>	25 000 000
Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la</i> <i>gestion des finances publiques</i>	(12 500 000)
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non-budgétaire) (non-budgétaire)	(17 600 000)
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	
Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	221 600 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme
(dollars)

Présent Budget
supplémentaire
des dépenses

TRANSPORTS

Ministère

Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues
dans le cadre de la *Loi maritime du Canada* (L.C., 1998, ch. 10)

18 500 000

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Ministère

Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique

5 704 220

Total

(397 274 645)

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)				
Ministère.....	1b	14 924	2 913	12 011
	5b	2 122	2 122	.....
	10b	26 914	26 914	.....
Agence canadienne de développement international.....	15b	1 406	64	1 342
	20b	753 320	237 924	515 396
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)				
Ministère.....	1b	8 417	5 564	2 853
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne.....	15b	105	.....	105
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère.....	1b	2 278	2 278	.....
	6b	18 000	18 000	.....
	10b	74 395	74 395	.....
	27b	3 886	3 886	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....				
	2b	10 546	10 546	.....
	6b	122 883	119 144	3 739
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère.....	1b	396	396	.....
	5b	24 700	24 700	.....
AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA				
Ministère.....	1b	25 981	25 981	.....
	5b	165	165	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère.....	1b	35 354	8 555	26 799
	10b	12 000	12 000	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30b	4 533	656	3 877
Commission canadienne des grains.....	40b	58	58	.....
ANCIENS COMBATTANTS.....				
	1b	14 779	14 779	.....
	10b	3 266	3 266	.....
BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA.....				
	2b	6 520	4 649	1 871
	7b	147 435	105 940	41 495
	14b	4 000	4 000	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère.....	1b	26 052	14 991	11 061
	2b	920	.....	920
	5b	1 271	1 271	.....
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat.....	1b	7 272	1 295	5 977
	15b	180 364	.....	180 364
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion).....	26b	9 584	6 927	2 657
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	32b	11 644	7 178	4 466
	34b	16 200	16 200	.....
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère.....	1b	38 779	.....	38 779
	5b	1 974	.....	1 974
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports.....	20b	782	.....	782
Commissaire aux langues officielles.....	30b	50	.....	50

* Voir la note au bas de la page 54.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère.....	1b	434 082	245 549	188 533
	5b	5 289	5 289	.....
	10b	240	240	.....
DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL).....				
	1b	40 787	2 279	38 508
	5b	275	275	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....				
	1b	1 280	1 280	.....
	5b	117	117	.....
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1b	559	559	.....
	5b	390	390	.....
	10b	11 084	11 084	.....
Agence Parcs Canada.....	45b	16 870	8 680	8 190
FINANCES				
Ministère.....	5b	34 400	170	34 230
	15b	184 500	343	184 157
INDUSTRIE				
Ministère.....	1b	12 608	12 608	.....
	10b	85 396	85 396	.....
Agence spatiale canadienne.....	25b	25	25	.....
	30b	1 642	1 642	.....
	35b	2 500	2 500	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	65b	1 841	1 841	.....
	75b	4 250	4 250	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	80b	2	2	.....
	85b	100	100	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	95b	968	466	502
Statistique Canada.....	105b	2 960	134	2 826
JUSTICE				
Ministère.....	1b	17 618	10 021	7 597
Commissaire à la magistrature fédérale.....	20b	50	.....	50
	25b	420	.....	420
Commission du droit du Canada.....	35b	147	.....	147
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada.....	40b	411	.....	411
PARLEMENT				
Sénat.....	1b	1 740	.....	1 740
Chambre des communes.....	5b	14 179	.....	14 179
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1b	11 726	5 693	6 033
	5b	62 270	20 217	42 053
Conseil des Arts du Canada.....	15b	3 474	120	3 354
Société Radio-Canada.....	20b	1 112	1 112	.....
Bibliothèque et Archives du Canada.....	46b	30 724	21 084	9 640
Société du Centre national des Arts.....	55b	77	.....	77
Office national du film.....	75b	215	.....	215
Commission de la fonction publique.....	100b	79	79	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	115b	110	110	.....
PÊCHES ET OCÉANS.....				
	1b	2 693	2 693	.....
	10b	1 853	1 853	.....

* Voir la note au bas de la page 54.

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Autorisations de dépenser disponibles	Montant net*
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère.....	1b	5 758	5 758	.....
	5b	535	535	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	13b	2 222 209	2 222 209	.....
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère.....	1b	12 355	12 355	.....
	5b	731	731	.....
	10b	7 226	7 226	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	20b	359	.....	359
SANTÉ				
Ministère.....	1b	34 104	29 742	4 362
	5b	50 298	16 624	33 674
Instituts de recherche en santé du Canada.....	10b	42	42	.....
	15b	1 054	140	914
SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)				
Ministère.....	1b	16 988	11 654	5 334
	5b	416	416	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	10b	173 505	166 599	6 906
Service canadien du renseignement de sécurité.....	30b	4 187	3 285	902
Service correctionnel.....	35b	5 981	5 981	.....
	40b	136	136	.....
Commission nationale des libérations conditionnelles.....	45b	1 279	.....	1 279
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	53b	93 575	93 575	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	55b	29 739	4 020	25 719
	60b	4 371	4 000	371
	65b	3 779	.....	3 779
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada.....	75b	292	.....	292
TRANSPORTS				
Ministère.....	1b	17 708	17 708	.....
	5b	2 375	2 375	.....
	10b	192	192	.....
Office des transports du Canada.....	35b	42	42	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada.....	40b	58	.....	58
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX				
Ministère.....	1b	66 812	66 812	.....
	5b	49 728	46 699	3 029
Total	.....	5 410 172	3 923 814	1 486 359

* Ce chiffre ne correspond pas aux figures du tableau Sommaire de présent budget supplémentaire des dépenses parce qu'il a été arrondi.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)					
Ministère	3 743	1 936	240	5 348	2 037
Agence canadienne de développement international	359	101	100	482	123
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)					
Ministère	2 987	1 635	309	1 773	783
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	.....	.....	.....	105	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	685	173	33	1 248	38
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	6 218	1 000	.....	1 221	970
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	5	100	50	241	.....
Agence des douanes et du revenu du Canada					
Ministère	11 627	4 164	131	3 987	236
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	4 038	5 683	1 143	12 583	631
Agence canadienne d'inspection des aliments	1 670	.....	.....	2 863	.....
Commission canadienne des grains	.....	.....	58	.....	.....
Anciens combattants	2 710	1 400	2 500	6 071	500
Bureau de l'infrastructure du Canada	2 027	516	314	2 973	142
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	1 783	747	.....	22 000	.....
Conseil du Trésor					
Secrétariat	180 780	570	372	4 745	161
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)	5 656	1 969	402	13 427	449
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	6 150	454	644	3 704	118
Conseil privé					
Ministère	5 044	1 147	1 461	26 235	2 097
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	317	177	1	217	33
Directeur général des élections	71 730	20 982	23 751	20 607	18 105
Commissaire aux langues officielles	.....	.....	.....	50	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total net des dépenses*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
423	738	.....	2 122	26 914	.....	459	31 949	12 011
.....	54	.....	187	797 865	.....	.....	237 988	561 283
400	346	.....	.....	.....	.....	184	5 564	2 853
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	105
51	50	.....	.....	78 281	.....	18 000	98 559	.....
210	927	.....	.....	122 883	.....	.....	129 690	3 739
.....	.....	.....	.....	24 700	.....	.....	25 096	.....
2 294	1 037	.....	2 312	165	.....	193	26 146	.....
3 428	6 826	.....	.....	450 217	.....	1 022	20 555	465 016
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	656	3 877
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	58	.....
.....	898	.....	.....	3 266	.....	700	18 045	.....
90	224	.....	234	147 435	.....	4 000	114 589	43 366
.....	758	.....	764	1 271	.....	920	16 262	11 981
264	744	.....	.....	.....	.....	.....	1 295	186 341
115	925	.....	1 083	44	.....	.....	6 927	17 143
88	350	.....	119	16 200	.....	17	23 378	4 466
167	853	.....	1 775	1 974	.....	.....	.....	40 753
.....	37	.....	.....	.....	.....	.....	.....	782
436	3 658	77	1 538	59 101	.....	15	.....	220 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	50

Voir la note au bas de la page 61.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Défense nationale					
Ministère	216 572	33 838	8 189	.....	14 372
Développement des ressources humaines (Développement social)	5 733	3 372	533	31 718	1 275
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	244	483	.....	502	.....
Environnement					
Ministère	208	72	12	180	28
Agence Parcs Canada	1 328	1 287	905	1 681	5 600
Finances					
Ministère	.....	.....	.....	.....	.....
Industrie					
Ministère	3 118	1 841	674	6 586	3
Agence spatiale canadienne	.....	.....	.....	25	.....
Conseil national de recherches du Canada	292	455	58	411	10
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	.....	2	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	.....	.....	.....	.....	.....
Statistique Canada	981	79	46	1 627	.....
Justice					
Ministère	3 516	2 341	790	8 235	649
Commissaire à la magistrature fédérale	.....	16	6	446	2
Commission du droit du Canada	.....	.....	.....	147	.....
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	146	4	.....	101	.....
Parlement					
Sénat	1 020	120	.....	300	.....
Chambre des communes	9 657	1 956	142	1 816	643
Patrimoine canadien					
Ministère	.....	2 207	890	6 688	301
Conseil des Arts du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Société Radio-Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Bibliothèque et Archives du Canada	14 105	756	131	5 030	131
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Office national du film	.....	35	.....	180	.....
Commission de la fonction publique	.....	.....	.....	79	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	.....	.....	.....	.....	.....
Pêches et Océans	758	227	.....	8	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total net des dépenses*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
32 253	107 029	5 289	21 829	240	.....	.....	251 078	188 533
1 848	1 426	.....	865	(137 725)	.....	12 617	2 554	(80 892)
.....	51	.....	.....	117	.....	.....	1 397	.....
14	45	.....	390	11 084	.....	.....	12 033	.....
.....	.....	3 000	.....	3 069	.....	.....	8 680	8 190
.....	.....	.....	.....	(316 100)	(722 335)	.....	513	(1 038 948)
.....	329	25	10	76 423	.....	22	98 004	(8 973)
.....	.....	.....	1 642	2 500	.....	.....	4 167	.....
424	187	.....	.....	4 250	.....	4	6 091	.....
.....	.....	.....	.....	100	.....	.....	102	.....
.....	.....	.....	.....	968	.....	.....	466	502
.....	64	.....	163	.....	.....	.....	134	2 826
268	635	85	930	.....	.....	169	10 021	7 597
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	470
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	147
25	1	.....	134	.....	.....	.....	.....	411
.....	.....	.....	300	.....	.....	.....	.....	1 740
649	905	.....	718	.....	.....	.....	.....	16 486
191	677	.....	526	62 270	.....	246	25 910	48 086
.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 474	120	3 354
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 112	1 112	.....
483	4 638	.....	4 888	562	.....	.....	21 084	9 640
.....	.....	.....	.....	.....	.....	77	.....	77
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	215
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	79	.....
.....	.....	.....	.....	110	.....	.....	110	.....
1 496	46	.....	.....	1 853	.....	158	4 546	.....

Voir la note au bas de la page 61.

Budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	712	293	1 406	(34 250)	138
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
Ressources naturelles					
Ministère	.....	.....	11 554	801	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	.....	112	12	192	8
Santé					
Ministère	3 435	1 082	16 118	2 584	128
Instituts de recherche en santé du Canada	30	.....	7	5	.....
Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)					
Ministère	88	.....	.....	16 899	.....
Agence des services frontaliers du Canada	86 786	18 798	1 611	46 544	1 672
Service canadien du renseignement de sécurité	400	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	2 988	121	.....	1 345	20
Commission nationale des libérations conditionnelles	25	35	15	920	.....
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones	29 034	4 943	1 662	32 829	319
Gendarmerie royale du Canada	23 425	1 617	15	1 714	555
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	289	.....	.....	3	.....
Transports					
Ministère	9 332	1 693	224	4 578	144
Office des transports du Canada	.....	.....	42	.....	.....
Tribunal d'appel des transports du Canada	.....	19	.....	31	3
Travaux publics et Services gouvernementaux					
Ministère	3 718	256	332	21 521	3 135
Total pour tous les ministères et organismes	725 469	120 814	76 883	291 356	55 559
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2004-2005	725 469	120 814	76 883	291 356	55 559

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total net des dépenses*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
65	287	.....	214	76 735	.....	593	6 293	39 900
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 222 209	2 222 209	.....
.....	.....	731	.....	228 826	.....	.....	20 312	221 600
20	15	.....	.....	.....	.....	.....	.....	359
256	9 995	.....	471	50 298	.....	35	46 366	38 036
.....	.....	.....	.....	1 054	.....	.....	182	914
.....	.....	.....	.....	417	.....	.....	12 070	5 334
6 860	6 715	.....	4 519	.....	.....	.....	166 599	6 906
.....	.....	.....	.....	.....	.....	3 787	3 285	902
64	1 443	.....	136	.....	.....	.....	6 117	.....
200	.....	.....	84	.....	.....	.....	.....	1 279
319	831	.....	638	3 000	.....	20 000	93 575	.....
561	870	2 232	2 814	3 779	.....	307	8 020	29 869
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	292
955	640	292	2 083	192	.....	18 642	20 275	18 500
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	42	.....
.....	5	.....	.....	.....	.....	.....	.....	58
34 203	237	49 728	78	.....	.....	9 036	113 511	8 733
89 120	155 496	61 459	53 566	1 804 338	(722 335)	2 317 998	3 923 814	1 105 909
.....	.....	.....	.....	(496 359)	.....	.....	.....	(496 359)
89 120	155 496	61 459	53 566	1 307 979	(722 335)	2 317 998	3 923 814	609 550

* Les paiements de transfert et les revenus à valoir sur le crédit ont été rajustés afin de tenir compte des coûts administratifs consolidés du programme de l'assurance-emploi. La consolidation des coûts résulte du redressement de montants recouvrés plutôt que d'une augmentation des paiements de transfert.

Postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Niveau initial	750 000 000 \$
Moins :	
Postes inclus au Budget supplémentaire des dépenses (B), 2004-2005	120 587 633
Affectations permanentes	63 987
Solde courant (au 24 février 2005)	629 348 380 \$

Postes qui ont reçu un financement provisoire à partir du crédit 5 du Conseil du Trésor (Éventualités du gouvernement) :

Ministère ou organisme	(dollars)
------------------------	-----------

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Agence canadienne de développement international

Fonds supplémentaires consacrés aux initiatives humanitaires, de réhabilitation et de reconstruction à la suite du tsunami	65 000 000
--	------------

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar	1 200 000
Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery)	774 400

FINANCES

Ministère

Programme fédéral de transferts aux provinces

Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux	53 613 233
---	------------

Total	120 587 633
--------------	--------------------

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada (Initiative fédérale Prêcher par l'exemple)

(Ces crédits appuient le plan adopté par le gouvernement du Canada pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) attribuables à ses propres activités. Les initiatives prévoient notamment la réduction des émissions de GES dans les immeubles fédéraux au moyen de rénovations et en ajustant et améliorant le fonctionnement des systèmes des immeubles; des projets de démonstration axés sur le changement climatique dans les immeubles de la Défense nationale comme les projets d'éolienne et de refroidissement par eau de mer de Halifax et le projet d'amélioration énergétique des maisons de l'Agence de logement des Forces canadiennes; ainsi que des investissements des ministères des Transports et de l'Environnement dans des véhicules électriques hybrides ou utilisant des carburants de remplacement.)

Défense nationale	1 800
Environnement	20
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 073
Total	3 893

Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (poste horizontal)

(Les activités financées dans le cadre de cette initiative visent notamment à accroître la capacité d'abattage intérieure; à renforcer les restrictions sur les moulées animales imposées par le Canada; à améliorer l'évaluation des risques posés par les produits dérivés du bœuf pour la santé humaine; et à accroître la recherche scientifique ciblée sur l'ESB et l'encéphalopathie spongiforme transmissible (EST).)

Agence canadienne d'inspection des aliments	3 603
Santé	5 402
Total	9 005

Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery)

(Comprend des fonds pour la mise sur pied et le fonctionnement de la Commission Gomery et des ressources pour aider les ministères à appuyer les travaux de cette dernière et du conseiller juridique spécial pour le recouvrement des fonds.)

Conseil privé	26 566
Justice	2 220
Travaux publics et Services gouvernementaux	11 226
Total	40 012

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar

(Comprend des fonds pour la mise sur pied et le fonctionnement de la Commission, ainsi que des ressources pour permettre aux ministères d'appuyer les travaux de la Commission.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	2 194
Agence des services frontaliers du Canada	198
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	110
Conseil privé	9 424
Gendarmerie royale du Canada	2 076
Justice	6 052
Total	20 054

Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique

(Cette mesure reflète la contribution du gouvernement à un fonds de dotation pour des programmes de sport et aux coûts d'évaluations environnementales, de consultations de design et de construction des différents lieux de compétition, de même qu'au coût d'acquisition de matériel pour un réseau de surveillance de la météo qui facilitera l'établissement de prévisions météorologiques pour les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.)

Environnement	789
Patrimoine canadien	58 700
Total	59 489

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale

(Ces ressources sont destinées aux campagnes et aux initiatives publicitaires du gouvernement comme les campagnes de vie saine et de lutte contre le tabagisme; le Défi d'une tonne sur la réduction des émissions de gaz à effet de serre; les Obligations d'épargne du Canada; les campagnes de recrutement des Forces canadiennes; les services fiscaux électroniques; les avis publics relatifs à l'agriculture, le recrutement de personnel (scientifique, technique et opérationnel) hautement qualifié; et la promotion des parcs nationaux et des sites historiques; de même que les campagnes de sensibilisation au nouveau Bon d'études canadien, à la Subvention canadienne pour l'épargne études (SCEE) bonifiée et au Programme canadien de prêts aux étudiants (PCPE) amélioré.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	63
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	141
Affaires indiennes et du Nord canadien	555
Agence canadienne d'inspection des aliments	874
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	112
Agence des douanes et du revenu du Canada	5 140
Agence Parcs Canada	905
Agriculture et Agroalimentaire	1 362
Anciens combattants	240
Commission canadienne des grains	58
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	2
Conseil national de recherches du Canada	1 000
Défense nationale	7 950
Développement des ressources humaines (Développement social)	130
Environnement	65
Finances	10 665
Industrie	340
Instituts de recherche en santé du Canada	7
Office des transports du Canada	42
Patrimoine canadien	38
Pêches et Océans	194
Ressources humaines et Développement des compétences	1 100
Ressources naturelles	11 554
Santé	15 912
Statistique Canada	45
Travaux publics et Services gouvernementaux	420
Total	58 914

Fonds destinés à la mise en œuvre du programme Bon d'études canadien de même qu'aux améliorations apportées au programme Subvention canadienne pour l'épargne-études

(Le budget de 2004 prévoyait l'amélioration de la Subvention canadienne pour l'épargne-études (SCEE) et la création d'un nouveau Bon d'études canadien pour donner suite à l'engagement du gouvernement d'aider les familles à revenu moyen et faible à épargner en prévision des études postsecondaires de leurs enfants.)

Agence des douanes et du revenu du Canada	1 669
Développement des ressources humaines (Développement social)	1 467
Ressources humaines et Développement des compétences	3 287
Total	6 423

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds destinés aux célébrations du centenaire de l'Alberta et de la Saskatchewan en 2005

(Ces ressources aideront à financer le coût de la visite de Sa Majesté la Reine et de Son Altesse Royale le Duc d'Édimbourg dans ces deux provinces, de célébrations d'envergure dans les deux capitales provinciales lors de la Fête du Canada, d'activités liées au centenaire devant coïncider avec les cérémonies d'ouverture et de clôture des Jeux d'été du Canada de 2005 à Regina et de sélection de projets d'immobilisations commémoratifs qui généreront des retombées socio-économiques durables pour le développement communautaire en Alberta et en Saskatchewan.)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	217
Patrimoine canadien	1 400
Total	1 617

Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle)

(Comprend un soutien financier pour des initiatives comme l'Assemblée parlementaire de la Francophonie qui se réunira à l'Île-du-Prince-Édouard, le Forum pancanadien de la Fédération de la jeunesse canadienne-française qui se tiendra en Alberta; une initiative d'alphabétisation qui sera menée dans l'Ouest canadien, le Nord et à Terre-Neuve-et-Labrador; le soutien d'un réseau de communication et d'un réseau intranet pour l'administration d'installations portuaires dans des régions majoritairement anglophones du Québec; le soutien du site Web sur l'entrepreneuriat francophone en Colombie Britannique, un soutien pour aider la Coalition des femmes de l'Alberta à tenir des consultations provinciales et à miser sur le réseautage stratégique; le soutien d'un projet au Manitoba sur la perception de la santé parrainé par la Société franco-manitobaine; le développement des théâtres anglophones au Québec; l'aide à l'établissement et à l'intégration de nouveaux arrivants dans des collectivités de minorité francophone hors Québec; un service multimédia pour stimuler le développement économique et communautaire des francophones du Yukon; et le soutien de travaux de recherche menés par la Fédération canadienne des francophones et acadiens sur l'utilisation stratégique des technologies de l'information.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	349
Affaires indiennes et du Nord canadien	65
Citoyenneté et Immigration	65
Condition féminine - Bureau de la coordonnatrice	110
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	117
Industrie	25
Pêches et Océans	163
Ressources humaines et Développement des compétences	195
Santé	101
Société du Centre national des Arts	77
Total	1 267

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour accroître la capacité afin d'administrer les services de prise de décisions en matière de libérations conditionnelles

(Ces fonds reflètent les coûts additionnels et transitoires que devront assumer la Commission nationale des libérations conditionnelles et Service correctionnel Canada pour faire face aux défis que pose l'augmentation de la charge de travail liée aux responsabilités inhérentes à la prise de décisions en matière de libération conditionnelle, à la préparation des cas et aux activités de surveillance des délinquants.)

Commission nationale des libérations conditionnelles	379
Service correctionnel	60
Total	439

Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida

(Ces fonds permettront d'accroître les contributions aux collectivités des Premières nations et des Inuits, aux organisations internationales et aux partenaires intérieurs admissibles dans le cadre de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida; de verser des nouveaux crédits à Service correctionnel Canada pour améliorer la recherche et les programmes (surveillance et soins) pour prévenir et traiter les cas de VIH/sida parmi les détenus des pénitenciers fédéraux; et verser des subventions aux chercheurs et au personnel des hôpitaux universitaires et de recherche du pays pour ajouter aux connaissances sur le VIH/sida.)

Instituts de recherche en santé du Canada	990
Santé	3 474
Service correctionnel	500
Total	4 964

Fonds pour mener des activités qui créeront des débouchés pour les jeunes (Stratégie emploi jeunesse)

(Ressources pour le programme Objectif carrière, qui vise à fournir aux récents diplômés des occasions d'acquérir des compétences poussées et de devenir des chefs de file dans leur sphère d'activité. Le programme est conçu pour faciliter l'intégration de jeunes compétents à un marché du travail en rapide évolution et accroître l'offre de personnel qualifié en milieu de travail.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	745
Environnement	90
Patrimoine canadien	142
Ressources naturelles	27
Total	1 004

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (*Loi sur la modernisation de la fonction publique*)

(Il s'agit d'initiatives liées à la mise en œuvre de la Loi sur la modernisation de la fonction publique et aux préparatifs de la transition au régime de la nouvelle Loi sur l'emploi dans la fonction publique et de la nouvelle Loi sur les relations de travail dans la fonction publique.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	50
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	5 230
Anciens combattants	80
Développement des ressources humaines (Développement social)	150
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	382
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)	2 642
Santé	130
Secrétariat du Conseil du Trésor	1 172
Total	9 836

Fonds pour soutenir et encourager les Canadiens à participer à des programmes de gouvernance à l'étranger (Corps canadien) (*poste horizontal*)

(Ces ressources seront consacrées aux coûts de fonctionnement liés à la mise sur pied du programme Corps canadien et à un certain nombre de subventions et de contributions en découlant, comme le Fonds de dotation bénévole pour le développement de la paix, des Nations Unies (aide les spécialistes bénévoles du Corps canadien à bâtir des programmes de gouvernance et de développement de la paix), l'initiative de mobilisation des étudiants universitaires canadiens à titre de citoyens du monde (appuie la tenue de stages pilotes pour les étudiants et les enseignants axés sur des initiatives de gouvernance à l'étranger) et Les Canadiens et la gouvernance des activités électroniques (permet à de jeunes Canadiens de participer à des stages de six mois sur la gouvernance des activités électroniques et les technologies de communication de l'information dans des pays en développement). À cela s'ajoutent des ressources pour donner suite à d'autres initiatives proposées par des organisations qui répondent aux critères stratégiques, de réglementation, de gestion et de programme du Corps canadien.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	407
Agence canadienne de développement international	4 406
Total	4 813

Fonds supplémentaires à l'appui de la gestion des contributions versées aux municipalités en vertu du Programme fédéral d'infrastructure

(Les ministères responsables fournissent des ressources additionnelles pour l'exécution et la gestion de plusieurs ententes de contribution dans le cadre du Fonds canadien sur l'infrastructure découlant des projets suivants : Vancouver Convention and Exhibition Centre (annoncé en décembre 2002); amélioration du lac Wascana à Regina (annoncé en octobre 2003); les installations de traitement des eaux usées, à Thunder Bay (annoncé en juillet 2003); et le traitement des eaux usées et la distribution d'eau à Stratford (Île-du-Prince-Édouard) (annoncé en février 2003).)

Agence de promotion économique du Canada atlantique	6
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	403
Industrie	67
Total	476

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds supplémentaires consacrés aux initiatives humanitaires, de réhabilitation et de reconstruction à la suite du tsunami

(Le 10 janvier 2005, le Premier ministre a annoncé l'engagement d'une somme pouvant atteindre 425 millions de dollars pour un ensemble complet de mesures d'aide aux sinistrés et à la reconstruction à la suite du séisme et du tsunami dans l'océan Indien. À titre d'exemple, citons le versement de 150 millions en équivalent des contributions versées par la population canadienne à des organisations non gouvernementales déjà à l'œuvre dans les régions touchées par le tsunami; 73 millions sous forme d'aide générale, dont une part servira à répondre à l'appel de fonds lancé par les Nations Unies, aux coûts supplémentaires, de même que pour le coût d'un moratoire sur le remboursement de la dette des pays touchés pour leur permettre de consacrer toutes les ressources disponibles à l'aide aux sinistrés à court, moyen et long termes. Le Canada a déployé son Équipe d'intervention en cas de catastrophe (DART) au Sri Lanka, acheminé de l'aide humanitaire dans les premiers jours suivant la catastrophe, accru l'aide de son personnel consulaire auprès des Canadiens à l'étranger et accéléré l'examen des demandes d'immigration des personnes durement et personnellement touchées par le désastre.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	9 409
Agence canadienne de développement international	223 000
Citoyenneté et Immigration	4 052
Défense nationale	19 693
Total	256 154

Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale)

(Reflète le soutien financier visant l'automatisation et la modernisation du système actuel de dactyloscopie utilisé par la Gendarmerie royale du Canada (GRC); les efforts destinés à améliorer la qualité et la sécurité des passeports délivrés aux citoyens canadiens qui résident et travaillent à l'étranger; et la coordination, par le gouvernement, des initiatives de sécurité publique. En outre, une partie de ces fonds serviront à aider des pays en développement à se doter d'une capacité de lutte contre le terrorisme, comme le prévoit la Politique sur la sécurité nationale.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	2 322
Conseil privé	1 863
Gendarmerie royale du Canada	5 681
Total	9 866

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct)

(Cela comprend des fonds pour l'acheminement de renseignements sur des événements névralgiques entre les provinces, les territoires et le gouvernement du Canada (Système national d'acheminement); la réalisation de projets du gouvernement du Canada pour permettre aux Canadiens d'utiliser un guichet unique pour obtenir des services en ligne sécuritaires comme Mon dossier, Mon compte d'entreprise et la gestion de l'accès par des tiers; la mise en œuvre de la Politique sur la gestion de l'information gouvernementale pour assurer la gestion efficace et efficiente de l'information sous le contrôle du gouvernement du Canada; PerLE, un projet pilote de mise en commun des services en ligne pour les permis et les licences d'entreprise; le projet d'authentification des processus administratifs communs, qui vise à établir des normes en la matière pour l'ensemble des ministères; et la passerelle E-consultation, conçue pour sensibiliser davantage le public aux activités de consultation du gouvernement du Canada.)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	2 333
Agence canadienne d'inspection des aliments	56
Agence des douanes et du revenu du Canada	5 063
Agriculture et Agroalimentaire	75
Anciens combattants	603
Bibliothèque et Archives du Canada	250
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	140
Commissaire à la magistrature fédérale	50
Commissaire aux langues officielles	50
Développement des ressources humaines (Développement social)	682
Industrie	1 662
Justice	60
Patrimoine canadien	416
Pêches et Océans	84
Ressources humaines et Développement des compétences	408
Ressources naturelles	801
Service correctionnel	94
Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)	300
Statistique Canada	1 733
Travaux publics et Services gouvernementaux	2 426
Total	17 286

Rajustements de la rémunération – Transferts aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux

(Ces crédits reflètent les ententes négociées et conclues récemment, en date du 31 décembre 2004, avec des groupes participant à la négociation collective ou exclus [Recherche, Économique et services de sciences sociales, Officiers de navire, Groupe de la direction, Agence du revenu du Canada, Parcs Canada, certaines sociétés d'État et d'autres employeurs et organismes distincts]).

Secrétariat du Conseil du Trésor	180 364
Total	180 364

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle

(Depuis 1993, les ministères et organismes peuvent recevoir par l'intermédiaire du Budget supplémentaire des dépenses des crédits annuels d'un montant égal à l'ensemble des recettes tirées de la concession de licences sur la propriété intellectuelle appartenant à l'État et versées au Trésor par ces ministères et organismes au cours de l'exercice précédent. Par exemple, le ministère de la Justice a tiré des revenus sous forme de redevances sur la vente des lois consolidées du Canada sur CD-ROM, tandis que Santé Canada a tiré des redevances de l'octroi sous licence d'une bibliothèque d'empreintes digitales spectroscopiques et de technologie liée aux empreintes génétiques d'agents infectieux (p. ex., le bacille E. coli).)

Justice	67
Santé	28
Total	95

Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers

(Le Conseil du Trésor autorise le partage, avec les ministères ayant la garde de biens immobiliers, de la totalité du produit net de la vente ou de la cession de biens immobiliers, pourvu que les ministères aient un plan d'investissement stratégique (par exemple, un plan d'investissement à long terme) approuvé par le Conseil du Trésor; que le produit soit réinvesti dans des biens immobiliers conformément au cadre d'investissement stratégique; et que les ministères répondent aux exigences en matière de rapport.)

Défense nationale	3 489
Gendarmerie royale du Canada	2 232
Pêches et Océans	1 491
Travaux publics et Services gouvernementaux	6 200
Total	13 412

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Report du budget de fonctionnement

(Cette pratique de gestion budgétaire permet aux ministères de reporter à l'exercice suivant jusqu'à 5 % de leur budget de fonctionnement prévu au Budget principal des dépenses, ce qui leur confère une certaine marge de manœuvre dans la gestion ou l'exécution d'initiatives sur plusieurs années.)

Commission du droit du Canada	147
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne	105
Tribunal d'appel des transports du Canada	58
Total	310

Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu

(Comprend des fonds pour : le maintien de l'Équipe nationale de soutien à l'application de la Loi sur les armes à feu; la mise sur pied d'un programme de collecte de renseignements sur les armes à feu; l'accroissement de la capacité de collecte et d'analyse de renseignements du Service canadien des renseignements criminels; l'accroissement des capacités du Système intégré d'identification balistique; l'affectation d'agents régionaux du renseignement auprès des Divisions du renseignement et de la contrebande de partout au pays; le développement des capacités d'élaboration de la politique à l'égard des armes à feu et de la criminalité.)

Agence des services frontaliers du Canada	1 204
Gendarmerie royale du Canada	4 898
Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile)	271
Total	6 373

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles)

(Ces ressources financeront des initiatives conçues pour revitaliser le Programme d'innovation pour les langues officielles au sein de la fonction publique : aider l'Agence de promotion économique du Canada atlantique à développer ses capacités et à répondre aux besoins de prestation de services; se pencher sur l'apprentissage et les acquis linguistiques; développer des structures de soutien pour favoriser le changement culturel dans les provinces de l'Atlantique, mettre sur pied en Nouvelle-Écosse un forum sur les besoins et les pratiques de prestation des services en langues officielles, aider le Conseil fédéral de la région du Pacifique à tenir des ateliers sur le bilinguisme et à développer des sites bilingues interactifs, et le Bureau de la traduction à mettre sur pied une passerelle regroupant tous les outils linguistiques sur les sites Internet du gouvernement du Canada; aider Diversification de l'économie de l'Ouest Canada à créer des réseaux sur la dualité linguistique dans les provinces de l'Ouest pour relever les défis liés à une gamme d'initiatives et d'objectifs gouvernementaux en matière de langues officielles, faciliter le maintien des acquis en langue seconde, préparer la mise sur pied d'un nouveau Centre Canada Saskatchewan de services bilingues, appuyer un forum visant à promouvoir l'échange, l'étude et l'application de pratiques novatrices aux préoccupations linguistiques et au bilinguisme, et mettre en place un système de recherche permettant de consulter des documents scientifiques dans l'une ou l'autre langue officielle.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	83
Agence de promotion économique du Canada atlantique	390
Agence des douanes et du revenu du Canada	23
Agence spatiale canadienne	25
Commission de la fonction publique	79
Conseil national de recherches du Canada	149
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	278
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)	15
Environnement	55
Patrimoine canadien	140
Ressources humaines et Développement des compétences	175
Travaux publics et Services gouvernementaux	330
Total	1 742
GRAND TOTAL	707 808

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent de transférer des fonds entre des organismes à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces opérations. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organismes, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organismes qui transfèrent des fonds.

De façon générale, ces postes ont principalement trait au transfert d'obligations entre des organismes pour l'exécution d'un programme ou à des rajustements découlant de modifications apportées aux rouages de l'État et annoncées par le gouvernement (principalement le 12 décembre 2003 et le 20 juillet 2004. Note — seuls les rajustements autorisés aux termes de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique* sont indiqués dans le présent Budget supplémentaire des dépenses).

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le Budget supplémentaire des dépenses à moins d'indication contraire.

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Activités à l'appui de la réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada (Initiative fédérale Prêcher par l'exemple)		
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	1 800 069 \$
Environnement	Crédit 5 (Dépenses en capital)	20 000 \$
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 5 (Dépenses en capital)	2 072 700 \$
Ressources naturelles*	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(3 892 769 \$)
Contribution au Centre d'avancement et de leadership en développement économique communautaire de la Huronie (CALDECH), un organisme sans but lucratif, pour qu'il comble les besoins à court terme des francophones du comté de Simcoe, en Ontario		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	100 000 \$
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(100 000 \$)
Contribution pour aider les industries canadiennes du textile et du vêtement (initiative d'accès aux marchés pour les pays les moins avancés)		
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 6 (Subventions et contributions)	750 000 \$
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(750 000 \$)
Contribution à l'Institut de l'amiante afin de promouvoir à l'échelle internationale l'utilisation judicieuse et sécuritaire du chrysotile		
Ressources naturelles*	Crédit 10 (Subventions et contributions)	150 000 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 6 (Subventions et contributions)	(150 000 \$)
Financement des activités qui permettront de créer des débouchés d'emploi pour les jeunes (Stratégie emploi jeunesse)		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	142 000 \$
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	90 000 \$

* Ce transfert peut ne pas être reflété en entier ou en partie dans le Budget supplémentaire des dépenses de cette organisation.

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	105 595 \$
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	639 000 \$
Ressources naturelles	Crédit 10 (Subventions et contributions)	27 513 \$
Agriculture et agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(78 000 \$)
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(209 508 \$)
Pêches et Océans	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(70 400 \$)
Ressources humaines et Développement des compétences*	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(600 000 \$)
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(46 200 \$)
Fonds additionnels versés au titre des services nécessaires pour gérer, exploiter et maintenir la flotte d'hélicoptères de la Garde côtière canadienne		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	757 500 \$
Transports*	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(757 500 \$)
Fonds à l'appui de la conception d'un modèle pour offrir des services de bibliothéconomie pour les Canadiens et Canadiennes ayant une déficience visuelle		
Bibliothèque et Archives Canada	Crédit 46 (Dépenses du Programme)	40 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(40 000 \$)
Fonds pour appuyer l'élaboration d'un profil linguistique des enfants qui entrent en première année dans les collectivités francophones minoritaires		
Développement des ressources humaines (Développement social)	Crédit 5 (Subventions et contributions)	75 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(75 000 \$)
Fonds pour appuyer la cession de programme et de services au gouvernement du Yukon		
Affaires indiennes et du Nord	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	343 010 \$
Finances	Crédit 15 (Paiements de transfert aux administrations territoriales)	(343 010 \$)
Fonds pour appuyer la création d'un bassin de spécialistes autochtones de la faune pour qu'ils dressent des inventaires de la faune des terres fédérales		
Affaires indiennes et du Nord	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	19 000 \$
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(19 000 \$)
Fonds pour appuyer l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants		
Développement des ressources humaines (Développement social)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	4 773 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences*	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(4 773 000 \$)

* Ce transfert peut ne pas être reflété en entier ou en partie dans le Budget supplémentaire des dépenses de cette organisation.

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Fonds pour appuyer des projets culturels numériques dans le Portail des Autochtones du site du Canada		
Affaires indiennes et du Nord	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	175 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(175 000 \$)
Fonds pour appuyer le Conseil national Traverser les frontières		
Secrétariat du Conseil du Trésor*	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	25 000 \$
Agence des douanes et du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000 \$)
Fonds pour appuyer le multiculturalisme au Canada, sous forme de travaux de recherche pertinents dans des domaines comme la compréhension transculturelle et le racisme (questions de multiculturalisme dans le cadre de l'Initiative conjointe sur la société canadienne)		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 95 (Subventions)	400 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(400 000 \$)
Fonds pour appuyer les principales activités de la Fondation nationale des réalisations autochtones		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	340 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(340 000 \$)
Fonds pour couvrir les coûts des locaux non assumés par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	2 900 000 \$
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement, affectation à but spécial « Services immobiliers »)	(2 900 000 \$)
Fonds pour élargir le Réseau de recherche sur la gestion des océans afin de renforcer les liens entre les chercheurs des domaines des sciences sociales et humaines, des sciences naturelles et du génie qui ont trait à la gestion des océans et entre les universités et d'autres secteurs et institutions		
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 95 (Subventions)	219 250 \$
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(219 250 \$)
Fonds pour financer des initiatives dans le Nord-Est de l'Ontario et dans le Nord-Ouest du Québec à l'appui de l'industrie minière		
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	85 695 \$
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 6 (Subventions et contributions)	(85 695 \$)
Fonds pour financer l'Accord de contribution avec les Salish du littoral en vertu du plan d'action du bassin de Georgia		
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	45 600 \$
Agence Parcs Canada	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	(45 600 \$)

* Ce transfert peut ne pas être reflété en entier ou en partie dans le Budget supplémentaire des dépenses de cette organisation.

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Fonds pour financer le bulletin électronique Arts Research Monitor et les rapports statistiques		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Subventions et contributions)	23 540 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(23 540 \$)
Fonds pour fournir des occasions aux étudiants d'été de travailler aux côtés des membres de la GRC		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	500 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences*	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(500 000 \$)
Fonds pour la Canadian Aboriginal Science and Technology Society		
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	15 000 \$
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(15 000 \$)
Fonds pour la conception et l'administration d'un Concours d'animation sur le Web pour Expo 2005, à Aichi, au Japon		
Office national du film	Crédit 75 (Fonds renouvelable de l'ONF – Perte d'exploitation)	125 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(125 000 \$)
Fonds pour la mise en œuvre d'un cadre financier révisé pour la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne		
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 708 000 \$
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 203 000 \$)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	(125 000 \$)
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(91 000 \$)
Développement des ressources humaines (Développement social)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(54 000 \$)
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(45 000 \$)
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(36 000 \$)
Service correctionnel	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(35 000 \$)
Transports*	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(30 000 \$)
Agriculture et agroalimentaire Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000 \$)
Anciens Combattants Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(22 000 \$)
Affaires indiennes et du Nord Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(21 000 \$)
Ressources naturelles*	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(21 000 \$)

* Ce transfert peut ne pas être reflété en entier ou en partie dans le Budget supplémentaire des dépenses de cette organisation.

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Fonds pour la mise en valeur des collectivités minoritaires de langues officielles (partenariat interministériel avec les collectivités de langues officielles)		
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	212 000 \$
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	136 500 \$
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	194 640 \$
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	8 250 \$
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	155 000 \$
Diversification de l'économie de l'Ouest	Crédit 5 (Subventions et contributions)	117 000 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 5 (Subventions et contributions)	65 201 \$
Santé Canada	Crédit 5 (Subventions et contributions)	101 100 \$
Condition féminine Canada	Crédit 10 (Condition féminine Canada – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement)	110 000 \$
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	25 000 \$
Centre national des Arts	Crédit 55 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	77 300 \$
Affaires indiennes et du Nord	Crédit 10 (Subventions et contributions)	65 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(1 266 991 \$)
Fonds pour la promotion de deux productions de l'Office national du film mises en candidature pour un Oscar® : « Ryan » (meilleur court métrage d'animation) et « Hardwood » (meilleur documentaire de courte durée)		
Office national du film	Crédit 75 (Fonds renouvelable de l'ONF – Perte d'exploitation)	75 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(75 000 \$)
Fonds pour mener des initiatives de recherche axées sur la prévention du suicide chez les Autochtones		
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 15 (Subventions)	99 289 \$
Santé Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(99 289 \$)
Fonds pour organiser les activités destinées aux jeunes des régions éloignées et isolées au Canada par l'intermédiaire du Programme des Rangers juniors canadiens		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	300 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences*	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(300 000 \$)

* Ce transfert peut ne pas être reflété en entier ou en partie dans le Budget supplémentaire des dépenses de cette organisation.

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Fonds pour participer à une étude sur la production de documentaires avec le Fonds canadien de télévision, Téléfilm Canada et d'autres partenaires		
Office national du film	Crédit 75 (Fonds renouvelable de l'ONF – Perte d'exploitation)	15 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(15 000 \$)
Fonds pour verser la contribution du Canada au Programme de piégeage du carbone avec Canards Illimité Canada		
Environnement	Crédit 10 (Subventions et contributions)	300 000 \$
Ressources naturelles*	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(300 000 \$)
Fonds pour verser une contribution au Programme des pesticides de l'Organisation de coopération et de développement économiques		
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	20 000 \$
Santé Canada	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(20 000 \$)
Fonds versés à l'initiative sur les arts et l'apprentissage		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Subventions et contributions)	25 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000 \$)
Fonds versés à Terminus 1525, un forum gratuit sur Internet, pour aider les jeunes artistes à se faire valoir		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Subventions et contributions)	600 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(600 000 \$)
Fonds versés au Programme de diversité de la musique canadienne pour promouvoir l'enregistrement sonore		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Subventions et contributions)	300 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(300 000 \$)
Fonds versés aux organisations autochtones nationales pour qu'elles mènent des travaux stratégiques en prévision des séances de suivi de la Table ronde Canada – Autochtones d'avril 2004		
Affaires indiennes et du Nord	Crédit 10 (Subventions et contributions)	300 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences*	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(100 000 \$)
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(175 000 \$)
Statistique Canada	Crédit 105 (Dépenses du Programme)	(25 000 \$)
Fonds versés pour la Commission canadienne pour l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture organise une conférence sur la société civile		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Subventions et contributions)	25 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000 \$)

* Ce transfert peut ne pas être reflété en entier ou en partie dans le Budget supplémentaire des dépenses de cette organisation.

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Fonds versés pour la mise en œuvre de la stratégie visant à promouvoir le développement de la petite enfance dans les Premières nations et au sein des autres peuples autochtones		
Développement des ressources humaines (Développement social)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	3 093 000 \$
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	200 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences*	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(3 093 000 \$)
	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(200 000 \$)
Fonds visant à mettre en valeur le potentiel des organismes artistiques autochtones et différents au plan culturel		
Conseil des Arts du Canada	Crédit 15 (Subventions et contributions)	2 500 000 \$
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(2 500 000 \$)
Fonds visant à promouvoir une participation active des jeunes leaders canadiens partout au Canada (Action Canada)		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	200 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences*	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(200 000 \$)
Fusion de la Bibliothèque nationale du Canada et des Archives nationales du Canada pour créer Bibliothèque et Archives Canada		
Bibliothèque et Archives Canada	Crédit 46 (Dépenses du Programme)	21 083 750 \$
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	12 126 000 \$
Bibliothèque nationale	Crédit 90 (Dépenses du Programme)	(8 818 000 \$)
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(5 295 000 \$)
Archives nationales du Canada	Crédit 50 (Dépenses du Programme)	(12 265 750 \$)
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(6 831 000 \$)
Initiative nationale pour renforcer le réseau des institutions financières autochtones et pour favoriser la disponibilité et l'abordabilité des capitaux pour l'octroi de prêts de développement		
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	238 000 \$
Diversification de l'économie de l'Ouest*	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(238 000 \$)
Initiatives relatives à la sécurité publique (politique de sécurité nationale)		
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	422 600 \$
Agence canadienne de développement international	Crédit 20 (Subventions et contributions)	(422 600 \$)

* Ce transfert peut ne pas être reflété en entier ou en partie dans le Budget supplémentaire des dépenses de cette organisation.

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Rajustement des ressources à la suite de la mise en œuvre de mesures liées aux initiatives de réaffectation pangouvernementales		
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	400 000 \$
Solliciteur général (Sécurité publique et protection civile)	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(400 000 \$)
Rajustements en remplacement des taxes découlant du transfert de la garde de biens à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	158 100 \$
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(158 100 \$)
Ressources additionnelles liées au rajustement des niveaux de référence des conseils fédéraux régionaux		
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	100 000 \$
Agence de promotion économique du Canada atlantique*	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(24 000 \$)
Ressources humaines et Développement des compétences*	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(21 000 \$)
Affaires indiennes et du Nord*	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(6 000 \$)
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement, affectation à but spécial « Services immobiliers »)	(6 000 \$)
	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(25 000 \$)
Diversification de l'économie de l'Ouest*	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(18 000 \$)
Subvention à l'Université de Waterloo pour le financement de la recherche sur le chiffrement des télécommunications sans fil		
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 85 (Subventions)	100 000 \$
Solliciteur général (Sécurité publique et protection civile)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(100 000 \$)
Subvention au Conseil de l'unité canadienne pour appuyer le projet « Canadiens en Europe »		
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	328 303 \$
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(328 303 \$)
Soutien des activités du Secrétariat permanent des Nations Unies sur la diversité biologique à Montréal		
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères)	Crédit 10 (Subventions et contributions)	530 000 \$
Agence canadienne de développement international	Crédit 20 (Subventions et contributions)	(530 000 \$)

* Ce transfert peut ne pas être reflété en entier ou en partie dans le Budget supplémentaire des dépenses de cette organisation.

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Transfert au Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits à l'égard de la restructuration du gouvernement du 20 juillet 2004		
Affaires indiennes et du Nord	Crédit 27 (Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions)	3 886 000 \$
Bureau du Conseil privé	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(3 886 000 \$)
Transfert de fonds concernant la responsabilité de la Société canadienne d'hypothèques et de logement		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	103 000 \$
Bureau de l'infrastructure du Canada	Crédit 2 (Dépenses de fonctionnement)	(103 000 \$)
Transfert des fonds de Ressources humaines et Développement des compétences pour appuyer la relation de partage de services entre les deux ministères		
Développement des ressources humaines (Développement social)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	22 407 000 \$
Ressources humaines et Développement des compétences*	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(22 407 000 \$)
Transfert des fonds liés au solde des frais généraux associés au transfert des activités de Gouvernement en direct du Secrétariat du Conseil du Trésor à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada		
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	225 000 \$
Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(225 000 \$)
Transfert de la responsabilité comme ministre aux fins de la Loi sur l'école de la fonction publique du Canada du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor		
Conseil du Trésor (École de la fonction publique du Canada)	Crédit 26 (Dépenses du Programme) Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	6 927 250 \$ 1 632 000 \$
Conseil Privé (École de la fonction publique du Canada (anciennement Centre canadien de gestion))	Crédit 10 (Dépenses du Programme) Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(6 927 250 \$) (1 632 000 \$)
Transfert des responsabilités de l'Initiative de conservation des lieux historiques de Patrimoine canadien à Parcs Canada		
Parcs Canada	Crédit 45 (Dépenses du Programme)	3 631 142 \$
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 5 (Subventions et contributions)	(562 200 \$) (3 068 942 \$)

* Ce transfert peut ne pas être reflété en entier ou en partie dans le Budget supplémentaire des dépenses de cette organisation.

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Transfert des responsabilités concernant Infrastructure Canada du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)		
Bureau de l'infrastructure	Crédit 2 (Dépenses de fonctionnement)	3 925 500 \$
	Crédit 7 (Subventions et contributions)	101 739 500 \$
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	1 445 000 \$
Environnement (Bureau de l'infrastructure)	Crédit 35 (Dépenses de fonctionnement)	(3 925 500 \$)
	Crédit 40 (Subventions et contributions)	(101 739 500 \$)
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(1 445 000 \$)
Transfert des responsabilités d'Infrastructure Canada liées à la Société immobilière du Canada et à la Queen's Quay West Land Corporation, du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)		
Bureau de l'infrastructure	Crédit 14 (Paiements à la Queens Quay West Land Corporation)	4 000 000 \$
Environnement	Crédit 15 (Paiements à la Queens Quay West Land Corporation)	(4 000 000 \$)
Transfert du contrôle et de la supervision de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec		
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Crédit 2 (Dépenses de fonctionnement)	10 546 000 \$
	Crédit 6 (Subventions et contributions)	95 140 000 \$
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	5 347 000 \$
Industrie (Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec)	Crédit 55 (Dépenses de fonctionnement)	(10 546 000 \$)
	Crédit 60 (Subventions et contributions)	(95 140 000 \$)
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(5 347 000 \$)
Transfert du contrôle et de la supervision de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor		
Conseil du Trésor (Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada)	Crédit 32 (Dépenses de fonctionnement)	6 301 500 \$
	Crédit 34 (Contributions)	16 200 000 \$
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	4 474 000 \$
Conseil privé (Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada)	Crédit 45 (Dépenses de fonctionnement)	(6 301 500 \$)
	Crédit 50 (Contributions)	(16 200 000 \$)
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(4 474 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Transfert du contrôle et de la supervision des centres régionaux de Commerce international et de la Direction d'intégration du commerce du ministère de l'Industrie aux Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)		
Affaires étrangères et Commerce international (Commerce international)	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	357 100 \$
Industrie	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(357 100 \$)
Transfert du contrôle et de la supervision des fonctions du renseignement et d'exécution de la loi, y compris aux points d'entrée, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada		
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	148 937 600 \$
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(148 937 600 \$)
Transfert du contrôle et de la supervision des programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement du ministre de l'Environnement au ministre du Travail		
Ressources humaines et Développement des compétences (Société canadienne d'hypothèques et de logement)	Crédit 13 (Dépenses de fonctionnement) Législatif (Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>)	2 222 209 000 \$ (190 200 000 \$)
Environnement (Société canadienne d'hypothèques et de logement)	Crédit 25 (Dépenses de fonctionnement) Législatif (Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i>)	(2 222 209 000 \$) 190 200 000 \$
Transfert du contrôle et de la supervision des programmes des passagers et des inspections initiales des importations dans les aéroports et d'autres postes frontaliers canadiens, autres que les centres de service d'importation, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à l'Agence des services frontaliers du Canada		
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement)	8 713 000 \$
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(8 713 000 \$)
Transfert du contrôle et de la supervision des programmes maritimes du ministère des Pêches et Océans au ministère des Transports		
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	17 708 000 \$
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	2 375 000 \$
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	192 000 \$
Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(17 708 000 \$)
	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(2 375 000 \$)
	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(192 000 \$)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Montant
Transfert du contrôle et de la supervision du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones, du président du Bureau du Conseil privé du Canada au Solliciteur général du Canada portant le titre de vice-premier ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile		
Solliciteur général (Sécurité publique et protection civile) (Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones)	Crédit 53 (Dépenses du Programme)	93 575 000 \$
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	6 242 000 \$
Conseil privé (Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones)	Crédit 40 (Dépenses du Programme)	(93 575 000 \$)
	Législatif (Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés)	(6 242 000 \$)
Transfert des responsabilités du Secrétariat des villes du Bureau du Conseil privé au Bureau de l'infrastructure du Canada		
Bureau de l'infrastructure	Crédit 2 (Dépenses de fonctionnement)	594 203 \$
Bureau du Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(594 203 \$)
Virement du Comité des griefs des Forces canadiennes des fonds excédentaires versés par la Défense nationale pour éliminer l'arriéré de cas		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 100 000 \$
Comité des griefs des Forces canadiennes*	Crédit 15 (Dépenses du Programme)	(1 100 000 \$)
TOTAL		0 \$

* Ce transfert peut ne pas être reflété en entier ou en partie dans le Budget supplémentaire des dépenses de cette organisation.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le Budget supplémentaire des dépenses inclut des « postes de 1 \$ » visant une demande de modification à la répartition des fonds déjà approuvés par le Budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, lorsqu'aucun nouveau financement n'est demandé par une organisation, les postes de 1 \$ inscrits dans la colonne « Nouveau crédit » du Budget supplémentaire des dépenses sont des montants nominaux de référence indiquant que l'organisation demande une autorisation parlementaire par l'entremise des lois de crédits.

Par conséquent, ce tableau ne comprend que les crédits pour lesquels un poste de 1 \$ sont inscrit dans la colonne « Nouveau crédit » dans le Sommaire du portefeuille.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à l'approbation de subventions, aux virements entre crédits, au sein des organisations et entre elles, ou à la modification d'une autorisation intégrée au libellé du crédit. Voici la description de chacun de ces éléments :

Approbation de subventions – Le libellé utilisé dans le Budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute modification aux subventions inscrites doit être approuvée par le Parlement. Cette exigence admet une exception : l'Agence canadienne de développement international doit inscrire à la fois ses subventions et ses contributions à faire approuver par le Parlement.

Virements de crédits au sein d'une organisation – Les virements entre crédits au sein d'une organisation servent à réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires d'un crédit à un autre afin de réduire le total des autorisations de dépenses nécessaires dans le Budget supplémentaire des dépenses ou de réaligner le financement approuvé par suite des modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités ministérielles.

Virements entre organisations – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter le financement d'une organisation à une autre afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités de l'organisation.

Modification de l'autorisation intégrée au libellé du crédit – Le Budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé du crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Pour le présent Budget supplémentaire des dépenses :

Organisation	Numéro du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères).....	10b	Pour inscrire une nouvelle subvention de 20 000 000 \$ au Forum des fédérations afin de promouvoir l'apprentissage et les échanges sur les valeurs et les possibilités du fédéralisme au Canada et à l'étranger et de majorer les subventions existantes à l'appui des relations avec les universités (de 14 350 000 \$ à 14 486 500 \$) ainsi que les subventions tenant lieu d'impôt pour les biens des missions diplomatiques, des consulats et des organisations internationales au Canada (de 8 952 779 \$ à 9 935 849 \$).
Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Agence canadienne de développement international...	L25b	Pour modifier le libellé du crédit de manière à accroître le plafond des émissions et paiements de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, aux comptes du fonds des institutions financières internationales (de 180 459 059 \$ à 232 110 059 \$).
Affaires indiennes et du Nord canadien.....	6b 10b 27b	Pour autoriser le virement de 17 999 999 \$ du crédit 1(Affaires indiennes et du Nord canadien), dépenses de fonctionnement, afin de radier une dette de 18 000 000 \$ représentant le solde en souffrance d'un billet à terme flexible détenu par la Société d'énergie du Yukon. Pour majorer les subventions visant à mettre en œuvre les dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois (de 140 954 000 \$ à 141 636 000 \$) et à appuyer la participation de la Bande indienne de Bear River à l'autorité scolaire mi'kmaq (de 27 554 000 \$ à 28 075 794 \$). Pour autoriser le virement de 3 886 000 \$ afin de tenir compte du transfert du Secrétariat des affaires autochtones (Division de l'interlocuteur fédéral) du Bureau du Conseil privé par suite de la restructuration gouvernementale.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec.....	2b	Pour autoriser le virement de 10 249 418 \$ afin de tenir compte du transfert de l'Agence du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie en raison de la restructuration gouvernementale.
Agence des douanes et du revenu du Canada..	5b	Pour autoriser le virement de 164 844 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada), dépenses de fonctionnement, pour le versement d'une contribution à l'Association canadienne des constructeurs d'habitations.
Anciens combattants.....	1b	Pour autoriser le virement de 14 716 001 \$ du crédit 5 (Anciens combattants), dépenses en capital, afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ce crédit et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires.
	10b	Pour autoriser le virement de 2 099 999 \$ du crédit 5 (Anciens combattants), dépenses en capital, afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ce crédit, de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles requises et de majorer les subventions destinées à la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth (de 8 648 000 \$ à 9 114 000 \$), l'aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés (de 206 000 \$ à 656 000 \$), ainsi que les allocations de traitement et prestations connexes (de 1 415 000 \$ à 1 665 000 \$).
Bureau de l'infrastructure du Canada.....	14b	Pour autoriser le virement de 4 000 000 \$ afin de tenir compte du transfert des responsabilités liées à la Queens Quay West Land Corporation du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et Collectivités) en raison de la restructuration gouvernementale.
Citoyenneté et Immigration.....	5b	Pour majorer la subvention à l'Accord Canada-Québec sur l'immigration de 159 580 000 \$ à 160 786 000 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Conseil du Trésor – Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada.....	34b	Pour autoriser le virement de 16 200 000 \$, afin de tenir compte du transfert de l'Agence du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor par suite de la restructuration gouvernementale.
Défense nationale.....	10b	Pour majorer chacune des subventions à l'appui de la Ligue des cadets de l'Air du Canada, de la Ligue des cadets de l'Armée du Canada et de la Ligue navale du Canada de 250 000 \$ à 330 000 \$.
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien.....	1b	Pour autoriser le virement de 895 640 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien), contributions, afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ce crédit et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires.
Environnement.....	10b	Pour autoriser le virement de 8 492 171 \$ du crédit 1 (Environnement), dépenses de fonctionnement, et de 1 387 285 \$ du crédit 5 (Environnement), dépenses en capital, afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ces crédits et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires.
Finances.....	L11b	Pour créer un nouveau crédit autorisant l'émission et le paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), afin de maintenir la valeur en dollars américains des souscriptions initiales au capital de la BIRD.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Industrie.....	1b	Pour autoriser le virement de 3 013 500 \$ du crédit 5(Industrie), dépenses en capital, et de 8 290 796 \$ du crédit 10 (Industrie), subventions et contributions, afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ces crédits et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires.
	10b	Pour inscrire une nouvelle subvention de 60 000 000 \$ à Génome Canada afin de maintenir et de renforcer la position du Canada à titre d'intervenant clé de la recherche et du développement en génomique et en protéomique.
Industrie – Agence spatiale canadienne.....	35b	Pour autoriser le virement de 2 499 999 \$ du crédit 30(Industrie), dépenses en capital, afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ce crédit et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires.
Industrie – Conseil national de recherches du Canada.....	65b	Pour autoriser le virement de 624 783 \$ du crédit 70 (Industrie), dépenses en capital, afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ce crédit et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires.
	75b	Pour autoriser le virement de 4 249 999 \$ du crédit 70(Industrie), dépenses en capital, afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ce crédit et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires.
Industrie – Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie.....	85b	Pour majorer la subvention inscrite dans le Budget principal des dépenses – Subventions et bourses – (de 792 041 000 \$ à 792 141 000 \$), afin de verser une subvention à l'Université de Waterloo pour le financement de la recherche sur le chiffrement des télécommunications sans fil.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Patrimoine canadien – Société Radio-Canada.....	20b	Pour autoriser le virement de 1 112 000 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien), dépenses en capital, afin de faire face aux pressions opérationnelles en cours d'exercice liées aux services de radio et de télévision en anglais et en français.
Patrimoine canadien – Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice.....	115b	Pour autoriser le virement de 109 999 \$ du crédit 110 (Patrimoine canadien), dépenses de fonctionnement, pour majorer les subventions versées à des groupes de femmes et à d'autres organismes bénévoles afin d'accroître la participation des femmes à la société canadienne.
Pêches et Océans.....	1b	Pour autoriser le virement de 513 055 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans), dépenses en capital, afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ce crédit et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires.
	10b	Pour majorer les subventions à l'appui d'organisations associées à la recherche, au développement, à la gestion et à la promotion des enjeux liés aux pêches et aux océans de 366 100 \$ à 391 100 \$.
Ressources humaines et développement des compétences – Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	13b	Pour autoriser le virement de 2 222 209 000 \$ afin de tenir compte du transfert des ressources destinées à la Société canadienne d'hypothèques et de logement d'Environnement à Ressources humaines et Développement des compétences par suite de la restructuration gouvernementale.
Solliciteur général (Sécurité publique et protection civile – Service correctionnel.....	35b	Pour autoriser le virement de 5 946 459 \$ du crédit 40(Solliciteur général [Sécurité publique et Protection civile]), dépenses en capital, afin de réaffecter les autorisations de dépenses excédentaires de ce crédit et de réduire ainsi le montant net des autorisations de dépenses additionnelles nécessaires.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.....	53b	Pour autoriser le virement de 93 575 000 \$ afin de tenir compte du transfert du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada à la solliciteure générale du Canada portant le titre de vice-première ministre et de ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile par suite de la restructuration gouvernementale.
Transports.....	1b	Pour autoriser le virement de 17 708 000 \$, afin de tenir compte du transfert des responsabilités en matière de sécurité maritime de Pêches et Océans par suite de la restructuration gouvernementale.
	5b	Pour autoriser le virement de 2 375 000 \$, afin de tenir compte du transfert des responsabilités en matière de sécurité maritime de Pêches et Océans par suite de la restructuration gouvernementale.
	10b	Pour autoriser le virement de 192 000 \$, afin de tenir compte du transfert des responsabilités en matière de sécurité maritime de Pêches et Océans par suite de la restructuration gouvernementale.
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.....	1b	Pour autoriser le virement de 225 000 \$, afin de tenir compte du transfert de certaines parties de la Direction du dirigeant principal de l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux par suite de la restructuration gouvernementale.

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les changements apportés à l'organisation et à la structure gouvernementales et les changements apportés aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget principal des dépenses de 2004-2005.

Modifications concernant les organisations gouvernementales et la structure

Généralités – Au cours des exercices 2003-2004 et 2004-2005, aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé que des réorganisations seraient apportées aux structures de certains ministères. Ces réorganisations ont entraîné les changements suivants au Budget supplémentaire des dépenses.

Le Premier ministre a annoncé la restructuration du gouvernement du Canada, entrant en vigueur à compter du 12 décembre 2003, ce qui a entraîné les changements suivants :

En vertu du décret C.P. 2003-2050, transfert de la responsabilité des *Centres du commerce international* et de la *Direction générale du commerce* du ministère de l'Industrie au ministère du Commerce international.

En vertu des décrets C.P. 2003-2059, 2003-2063 et 2004-1155, transfert de la responsabilité des *opérations policières et des opérations liées au renseignement*, y compris celles en vigueur aux points d'entrée, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada.

En vertu du décret C.P. 2003-2065, transfert de la responsabilité des *services d'inspection de première ligne des voyageurs et des produits importés dans les aéroports et aux autres postes frontaliers canadiens, à l'exclusion des centres de service à l'importation*, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à l'Agence des services frontaliers du Canada.

En vertu du décret C.P. 2003-2089, transfert de la responsabilité de *certains secteurs de la Direction principale de l'information* du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

En vertu du décret C.P. 2003-2090, transfert de la responsabilité à l'égard de *certains secteurs de la Direction générale des programmes maritimes* du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Transports.

À compter du 29 mars 2004, en vertu du décret C.P. 2004-0323, transfert de la responsabilité à l'égard de la *Société immobilière du Canada limitée* et de la *Queens Quay West Land Corporation* du ministère de l'Environnement au Bureau de l'infrastructure du Canada.

Le décret C.P. 2004-0731 fixe au 21 mai 2004 la date d'entrée en vigueur de divers articles de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, y compris la création de *Bibliothèque et Archives Canada* à la suite de la fusion des Archives nationales du Canada et de la Bibliothèque nationale du Canada.

Le Premier ministre a annoncé la restructuration du gouvernement du Canada, entrant en vigueur à compter du 20 juillet 2004, ce qui a entraîné les changements suivants :

En vertu des décrets C.P. 2004-0849 et C.P. 2004-0850, transfert de la responsabilité du *Secrétariat des affaires autochtones (Division de l'interlocuteur fédéral)* du Bureau du Conseil privé au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien.

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

En vertu du décret C.P. 2004-0851, transfert de la responsabilité du *Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones* du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada à la solliciteuse générale du Canada portant les titres de vice-première ministre et ministre responsable de la Sécurité publique et Protection civile.

En vertu du décret C.P. 2004-0853, le président du Conseil du Trésor est chargé de l'application de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*.

En vertu du décret C.P. 2004-0854, transfert de la responsabilité de l'*Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada* du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor.

En vertu du décret C.P. 2004-0863, transfert de la responsabilité de la *Société canadienne d'hypothèques et de logement* du ministre de l'Environnement au ministre du Travail et le ministre du Travail est chargé de l'application de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* (2 032 009 000 \$ y compris les avances en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*).

En vertu du décret C.P. 2004-0866, transfert de la responsabilité de l'*Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec* du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie.

En vertu du décret C.P. 2004-0868, transfert de la responsabilité à l'égard du *Bureau de l'infrastructure du Canada* du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et Collectivités).

En vertu du décret C.P. 2004-0870, transfert de la responsabilité à l'égard du *Secrétariat des villes* du Bureau du Conseil privé au Bureau de l'Infrastructure du Canada.

En vertu du décret C.P. 2004-0880, transfert de la responsabilité du *Groupe de la politique sur les endroits historiques* du ministère du Patrimoine canadien à l'Agence Parcs Canada.

Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications concernant les autorisations comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles qui sont incluses dans le Budget principal des dépenses de 2004-2005 ou le Budget supplémentaire des dépenses (A) de 2004-2005, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses inscrites pour la première fois. Compte tenu des décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront modifiées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront les lois de crédits précédentes.

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le Budget principal des dépenses et le Budget supplémentaire des dépenses (A) :

Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère

Crédit 6b – Conformément à l'article 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier une dette de 18 000 000 \$ représentant le solde impayé d'un billet à conditions flexibles détenu par la Société d'énergie du Yukon en faveur de Sa Majesté, le billet ayant été remboursé à Sa Majesté à sa juste valeur marchande – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 999 999 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005*

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Bureau de l'Infrastructure du Canada

Crédit 14b – Paiements à la Queens Quay West Land Corporation -- Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 15 (Environnement) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005*

Citoyenneté et Immigration – Ministère

Crédit 2b – Aux termes du paragraphe 25(2) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, radier des comptes du Canada 2 561 dettes payables à Sa Majesté le chef du Canada se chiffrant à 920 210 \$ et relatives à des prêts aux immigrants consentis aux termes de l'article 88 de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*

Conseil du Trésor – Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Crédit 34b – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 200 000 \$ du crédit 50 (Conseil privé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005*

Finances – Ministère – Programme des politiques économiques, sociales et financières

Crédit L11b – Conformément à la *Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes*, émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 23 982 872 \$US en faveur de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 28 787 507 \$ le 13 janvier 2005 peut varier à la hausse, afin de maintenir la valeur en dollars américains des souscriptions au capital initiales de la BIRD

Ressources humaines et Développement des compétences – Société canadienne d'hypothèques et de logement

Crédit 13b – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 222 209 000 \$ du crédit 25 (Environnement) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005*

Solliciteur Général (Sécurité publique et Protection civile) – Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Crédit 53b – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 93 575 000 \$ du crédit 40 (Conseil privé) de la *Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005*

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié :

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) – Agence canadienne de développement international

Crédit L25b – Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 232 110 059 \$ (180 459 059 \$ + 51 651 000 \$) conformément à la *Loi d'aide au développement international (institutions financières)*, à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales.

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés :

Nous avons apporté des modifications importantes à la présentation du Budget supplémentaire des dépenses afin d'obtenir une plus grande transparence et assurer une plus grande uniformité avec les autres documents du Budget des dépenses. Par conséquent, les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés, qui sont touchées par la fusion ou le transfert de l'ensemble d'un organisme, seront indiquées comme de nouveaux postes législatifs dans le présent Budget supplémentaire des dépenses

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

Législatifs – Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

Bureau de l'Infrastructure of Canada

Législatifs – Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

Conseil du Trésor – École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)

Législatifs – Dépenses des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada*

Législatifs – Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

Conseil du Trésor – Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Législatifs – Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

Développement des ressources humaines (Développement social)

Législatifs – Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Industrie – Ministère

Législatifs – Prêts garantis conformément à l'alinéa 14(1)b) de la *Loi sur le ministère de l'Industrie*

Patrimoine canadien – Bibliothèque et Archives du Canada

Législatifs – Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

Ressources humaines et Développement des compétences – Société canadienne d'hypothèque et de logement

Législatifs – Avances en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*

Principaux changements apportés au présent budget supplémentaire des dépenses

Ressources naturelles - Ministère

Législatifs – Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve

Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) – Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Législatifs – Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés

Travaux publics et Services gouvernementaux – Ministère

Législatifs – Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et d'appointer des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus perçus au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : la prestation de services aux Centres canadiens d'éducation; des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes	1 040 365 080	.....	12 011 400	1 052 376 480
5b	Dépenses en capital.....	131 783 722	.....	.....	131 783 722
10b	Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre, dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou de biens, d'équipement et de services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique, et autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2003 à.....	620 971 964	.....	1	620 971 965

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Ministère				
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i>	250 000	.....	.....	250 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	106 372 000	.....	.....	106 372 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports.....	.....	.....	.....	.....
Total du Ministère.....	1 899 812 736	.....	12 011 401	1 911 824 137
Agence canadienne de développement international				
15b Dépenses de fonctionnement	207 290 503	.....	1 341 758	208 632 261
20b Subventions et contributions inscrites au Budget des dépenses	2 222 385 635	.....	515 396 400	2 737 782 035
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	221 285 000	.....	44 545 000	265 830 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	22 459 000	.....	.....	22 459 000
Total budgétaire	2 673 490 108	.....	561 283 158	3 234 773 266
L25b Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser <u>232 110 059 \$ (180 459 059 \$ + 51 651 000 \$)</u> , conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	2	.....	1	3
L30 Paiement de billets aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital.....	3 865 000	.....	.....	3 865 000
(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital.....	3 065 883	.....	775 000	3 840 883
Total non-budgétaire.....	6 930 885	.....	775 001	7 705 886
Total de l'organisme	2 680 420 993	.....	562 058 159	3 242 479 152
Centre de recherches pour le développement international				
35 Versements au Centre de recherches pour le développement international.....	119 086 000	.....	.....	119 086 000
Total de l'organisme	119 086 000	.....	.....	119 086 000
Commission mixte internationale				
40a Dépenses du Programme.....	7 466 604	.....	.....	7 466 604
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	644 000	.....	.....	644 000
Total de l'organisme	8 110 604	.....	.....	8 110 604
Total du portefeuille.....	4 707 430 333	.....	574 069 560	5 281 499 893

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour une subvention au Forum des fédérations pour l'amélioration de l'apprentissage et des échanges sur les valeurs et les possibilités du fédéralisme au Canada et à l'étranger.....	.....	.....	20 000	20 000
Fonds supplémentaires consacrés aux initiatives humanitaires, de réhabilitation et de reconstruction à la suite du tsunami (<i>poste horizontale</i>).....	9 409	.....	.....	9 409
Contributions additionnelles pour les coûts supplémentaires des opérations de maintien de la paix des Nations Unies en Côte d'Ivoire, au Liberia et au Soudan.....	.....	.....	4 000	4 000
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontale</i>)	2 333	.....	.....	2 333
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontale</i>).....	422	1 900	.....	2 322
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontale</i>).....	1 972	222	.....	2 194
Augmentation des paiements en remplacement de taxes sur certaines propriétés diplomatiques étrangères au Canada.....	.....	.....	983	983
Fonds pour mener des activités qui créeront des débouchés pour les jeunes (Stratégie emploi jeunesse) (<i>poste horizontale</i>)	106	.....	639	745
Soutien pour les activités du Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique à Montréal .....	.....	.....	530	530
Fonds pour soutenir et encourager les Canadiens à participer à des programmes de gouvernance à l'étranger (Corps canadien) (<i>poste horizontale</i>).....	407	.....	.....	407
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontale</i>).....	212	.....	137	349
Contributions à l'appui du Réseau des centres d'éducation canadiens afin de promouvoir le Canada à titre de destination auprès des étudiants étrangers .....	.....	.....	325	325
Contributions supplémentaires dans le cadre du Fonds canadien sur les mines antipersonnel pour des opérations de déminage au Nicaragua .....	.....	.....	300	300
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>).....	63	.....	.....	63
Montant brut	14 924	2 122	26 914	43 960
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 913	2 122	26 914	31 949
Montant net	12 011	.....	.....	12 011

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 912 901 \$ sont disponibles à même le crédit du aux : gains en terme de devises sur les dépenses à l'étranger (1 867 585 \$); d'une réduction des besoins de fonctionnement liée à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (414 476 \$); d'un virement au crédit 10 afin de verser des contributions supplémentaires au Réseau des centres d'éducation canadiens (325 500 \$); et d'un virement au crédit 10 afin de verser des contributions supplémentaires au Fonds canadien sur les mines antipersonnel (300 000 \$); et des fonds mis de côté pour le coût des régimes d'avantages sociaux des employés (5 340 \$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés de 2 122 038 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des délais associés à la réouverture de l'ambassade du Canada à Baghdad à cause de la situation très instable sur le plan de la sécurité.

Crédit 10 : Des fonds autorisés de 26 914 069 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des délais nécessaires pour négocier et élaborer des projets liés au Programme de partenariat mondial du Canada.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Diplomatie ouverte</i>		
Subvention au Forum des fédérations pour l'amélioration de l'apprentissage et des échanges sur les valeurs et les possibilités du fédéralisme au Canada et à l'étranger.....	20 000 000	.....
Subventions dans le domaine des relations avec les universités	136 500	.....
	20 136 500	.....
<i>Coopération et sécurité internationales</i>		
Subventions en remplacement de taxes sur les propriétés diplomatiques, consulaires et celles des organisations internationales au Canada conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil	983 070	.....
Total des subventions brutes	21 119 570	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Coopération et sécurité internationales</i>		
Opérations de maintien de la paix des Nations Unies	4 000 000	.....
Programme de stages internationaux pour les jeunes	639 000	.....
Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique	530 000	.....
Fonds canadien sur les mines antipersonnel	300 000	.....
Centres d'éducation canadiens	325 500	.....
Total des contributions brutes	5 794 500	.....
Total des paiements de transfert bruts	26 914 070	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	<i>26 914 069</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	1	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15	Crédit 20	Crédit L25	Total
Fonds supplémentaires consacrés aux initiatives humanitaires, de réhabilitation et de reconstruction à la suite du tsunami (<i>poste horizontal</i>)*.....	.....	223 000	.....	223 000
Subventions additionnelles aux organisations internationales et à la Banque de céréales vivrières du Canada pour des activités humanitaires.....	.....	185 320	.....	185 320
Soutien à l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination.....	.....	160 000	.....	160 000
Soutien au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et la paludisme.....	.....	140 000	.....	140 000
Soutien à l'Initiative mondiale pour l'éradication de la poliomyélite visant à assurer qu'aucun enfant n'ait à souffrir des effets invalidants de la polio.....	.....	42 000	.....	42 000
Fonds pour soutenir et encourager les Canadiens à participer à des programmes de gouvernance à l'étranger (Corps canadien) (<i>poste horizontal</i>).....	1 406	3 000	.....	4 406
Hausse du plafond de l'émission et des paiements aux comptes du fonds d'institutions financières internationales.....	.....	.....	.....	.....
Montant brut	1 406	753 320	.....	754 726
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	64	237 924	.....	237 988
Montant net	1 342	515 396	.....	516 738

Légitif

Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales en raison de l'émission et de l'encaissement à la Banque asiatique de développement.....	44 545
Paiements aux institutions financières internationales en raison de l'augmentation des versements à la Banque asiatique de développement et aux variations du taux de change (non budgétaire).....	775
	562 058

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 64 724 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale.

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 237 923 600 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : d'une diminution des besoins en contributions (236 971 000 \$) et des virements aux Affaires étrangères et Commerce international (Affaires étrangères) à l'appui des initiatives de sécurité publique (422 600 \$) et des activités du Secrétariat permanent de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique à Montréal (530 000 \$) .

* L'avance de fonds d'un montant de 65 000 000 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce programme. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (AFFAIRES ÉTRANGÈRES)

Agence canadienne de développement international

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
<u>Subventions</u>		
<i>Programmes multilatéraux</i>		
Assistance humanitaire ou planification préalable aux catastrophes en faveur de pays, d'institutions, d'organisations, d'organismes et de personnes de ces pays, d'institutions internationales ainsi que d'organisations non gouvernementales canadiennes et internationales, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels (<i>Les fonds d'un montant de 65 000 000 \$ affectés à une partie de ce poste proviennent du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor</i>).....	225 700 000	.....
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales.....	301 620 000	.....
Mise en œuvre de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie par l'entremise des institutions internationales œuvrant dans les domaines du développement, de la recherche et de la nutrition, des organisations non gouvernementales canadiennes, internationales et locales, du Centre de recherches pour le développement international, des pays en développement, ainsi que d'institutions, d'organisations et d'organismes de ces pays au profit de bénéficiaires dans des pays en développement.....	223 000 000	.....
	750 320 000	.....
<i>Partenariat canadien</i>		
Aide au développement à l'appui des activités, des programmes et des projets d'institutions et d'organisations de développement international, et aide au développement à des institutions financières internationales.....	1 000 000	.....
Total des subventions brutes	751 320 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Partenariat canadien</i>		
Contributions à des institutions, organisations et organismes canadiens, internationaux, régionaux et de pays en développement, à des gouvernements de pays en développement et à leurs institutions, organisations et organismes, à des gouvernements provinciaux et municipaux et à leurs institutions, organisations et organismes, à l'appui de programmes de coopération et de sensibilisation au développement, ainsi qu'à des organisations non gouvernementales internationales, à l'appui de programmes d'aide au développement, de projets et d'activités.....	2 000 000	.....
Total des contributions brutes	2 000 000	.....
<u>Autres paiements de transfert</u>		
<i>Programmes multilatéraux</i>		
(L) Encaissement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>.....	.....	44 545 000
Total des autres paiements de transfert bruts	.....	44 545 000
Total des paiements de transfert bruts	753 320 000	44 545 000
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	237 923 600	.....
Paiements de transfert nets	515 396 400	44 545 000

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international [Commerce international]) et de 357 100 \$ du crédit 1 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	149 095 711	5 357 100	2 852 909	157 305 720
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	66 710 743	(5 000 000)	.....	61 710 743
(L) Ministre du Commerce international – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	18 049 000	.....	.....	18 049 000
Total du Ministère.....	233 925 424	357 100	2 852 909	237 135 433
Corporation commerciale canadienne				
10 Dépenses du Programme.....	16 399 000	.....	.....	16 399 000
Total de l'organisme	16 399 000	.....	.....	16 399 000
Exportation et développement Canada				
(L) Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i>	50 000 000	.....	.....	50 000 000
Total budgétaire	50 000 000	.....	.....	50 000 000
(L) Versements à Exportation et développement Canada afin de faciliter et d'accroître le commerce d'exportation du Canada en vertu de la <i>Loi sur l'expansion des exportations</i>	1 487 000 000	.....	.....	1 487 000 000
Total non-budgétaire.....	1 487 000 000	.....	.....	1 487 000 000
Total de l'organisme	1 537 000 000	.....	.....	1 537 000 000
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
15b Dépenses du Programme.....	2 751 000	.....	105 450	2 856 450
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	221 000	.....	.....	221 000
Total de l'organisme	2 972 000	.....	105 450	3 077 450
Total du portefeuille.....	1 790 296 424	357 100	2 958 359	1 793 611 883

* En vertu du décret C.P. 2003-2050, la responsabilité des Centres de commerce international et de la Direction de l'intégration du commerce a été transférée du ministère de l'Industrie au ministère du Commerce international (357 100 \$).

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (COMMERCE INTERNATIONAL)

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1
Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :	
Réalignement des fonds liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	5 000
Coûts de fonctionnement relatifs à la gestion du différend sur la question du bois d'œuvre qui oppose le Canada et les États-Unis.....	2 919
Fonds consacrés aux besoins de fonctionnement des Centres de commerce international et de la Direction de l'intégration du commerce qui ont été transférés du ministère de l'Industrie à la suite de la restructuration du gouvernement.....	357
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	141
Montant brut	8 417
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	207
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	5 357
Montant net	2 853

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés de 5 564 337 \$ sont disponibles : 207 237 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liée au soutien d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale et 5 000 000 \$ du crédit 5 en raison d'une diminution des besoins en subventions et en contributions et 357 100 \$ du crédit 1 (Industrie) en raison du transfert de la responsabilité des Centres de commerce international et de la Direction de l'intégration du commerce à la suite de la restructuration du gouvernement annoncée le 12 décembre 2003.

Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 15
Le Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne demande des fonds pour les postes suivants :	
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>).....	105

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement	608 978 844	(17 999 999)	.....	590 978 845
5a Dépenses en capital.....	17 302 000	.....	.....	17 302 000
6b Conformément à l'article 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , radier une dette de 18 000 000 \$ représentant le solde impayé d'un billet à conditions flexibles détenu par la Société d'énergie du Yukon en faveur de Sa Majesté, le billet ayant été remboursé à Sa Majesté à sa juste valeur marchande – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 999 999 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> .....	.....	17 999 999	1	18 000 000
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses	4 981 212 622	.....	1	4 981 212 623
15a Paiements à la Société canadienne des postes	37 000 000	.....	.....	37 000 000
26a Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	5 817 408	.....	.....	5 817 408
27b Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 886 000 \$ du crédit 5 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	17 061 533	3 886 000	1	20 947 534
28a Commission des revendications des Indiens – Dépenses du Programme.....	5 143 937	.....	.....	5 143 937
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington.....	15 000	.....	.....	15 000
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique.....	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités.....	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	148 558 000	.....	.....	148 558 000
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources.....	1 472 000	.....	.....	1 472 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 535 000	.....	.....	54 535 000
Total budgétaire	5 880 566 314	3 886 000	3	5 884 452 317
L20 Prêts à des revendicateurs autochtones.....	38 103 000	.....	.....	38 103 000
L25 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer aux processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	35 500 000	.....	.....	35 500 000
Total non-budgétaire.....	73 603 000	.....	.....	73 603 000
Total du Ministère.....	5 954 169 314	3 886 000	3	5 958 055 317

*Voir la note au bas de la page 107.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Commission canadienne des affaires polaires				
30a Dépenses du Programme.....	922 869	.....	.....	922 869
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 000	.....	.....	74 000
Total de l'organisme	996 869	.....	.....	996 869
Total du portefeuille.....	5 955 166 183	3 886 000	3	5 959 052 186

* En vertu des décrets C.P. 2004-0849 et C.P. 2004-0850, transfert, du Bureau du Conseil privé au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, de la responsabilité à l'égard du Secrétariat des affaires autochtones (Division de l'interlocuteur fédéral) (3 886 000 \$) .

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 6	Crédit 10	Crédit 27	Total
Ressources supplémentaires pour répondre aux besoins urgents en matière d'éducation et développement sociale.....	.....	.....	30 000	.....	30 000
Évaluation, gestion et assainissement des sites fédéraux contaminés.....	.....	.....	23 500	.....	23 500
Entente et radiation de la dette associée à un billet à conditions flexibles de la Société d'énergie du Yukon.....	.....	18 000	.....	.....	18 000
Fonds au gouvernement du Yukon pour le partage des coûts de la lutte contre les incendies de forêt.....	.....	.....	10 850	.....	10 850
Fonds pour la mise en œuvre des dispositions de l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut.....	270	.....	4 776	.....	5 046
Fonds pour la mise en œuvre des dispositions de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.....	.....	.....	3 982	.....	3 982
Transfert du Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits du Bureau du Conseil privé.....	.....	.....	.....	3 886	3 886
Fonds à l'appui de la mise en place et du fonctionnement initial du Centre de règlement des revendications.....	783	.....	200	.....	983
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	555	.....	.....	.....	555
Fonds à l'appui de la participation de la bande Bear River à la Mi'kmaq education authority.....	.....	.....	522	.....	522
Fonds à l'appui du transfert des responsabilités de programmes et services au gouvernement du Yukon.....	343	.....	.....	.....	343
Fonds à des organismes autochtones nationaux pour mener des travaux relatifs aux politiques en préparation des séances de suivi de la Table ronde Canada-Autochtones d'avril 2004.....	.....	.....	300	.....	300
Fonds à l'appui des négociations des Dénésulinés du Manitoba et des Dénésulinés Athabasca de la Saskatchewan.....	.....	.....	200	.....	200
Fonds à l'appui de l'élaboration de projets de contenu culturel numérisé sur le Portail des Autochtones au Canada.....	175	.....	.....	.....	175
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	83	.....	.....	.....	83
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	65	.....	65
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	50	.....	.....	.....	50

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Fonds à l'appui de l'élaboration d'un bassin de spécialistes autochtones de la faune pour dresser des répertoires de la faune sur les terres fédérales	19	.....	.....	.....	19
Montant brut	2 278	18 000	74 395	3 886	98 559
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 278	.....	74 395	.....	76 673
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	18 000	.....	3 886	21 886
Montant net	.....	.....	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 277 739 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un virement des besoins de fonctionnement à des contributions à l'appui de l'évaluation et de l'assainissement des sites contaminés.

Crédit 6 : Des fonds autorisés totalisant 17 999 999 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison d'un virement des besoins de fonctionnement à des contributions à l'appui de l'évaluation et de l'assainissement des sites contaminés.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 74 395 188 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des besoins en contributions moins élevés que prévus pour les règlements de revendications particulières.

Crédit 27 : Des fonds autorisés totalisant 3 886 000 \$ sont disponibles du crédit 1 (Conseil privé) en raison du transfert du Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits du Bureau du Conseil privé.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Affaires indiennes et inuites</i>		
Subventions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour les besoins de mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales	682 000	.....
Subvention pour l'éducation des Mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse	521 794	.....
Total des subventions brutes	1 203 794	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Affaires indiennes et inuites</i>		
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour les besoins de mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales.....	7 776 395	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines du développement économique, de l'éducation, du développement social, des immobilisations et de l'entretien, et du soutien aux administrations indiennes :		
Développement économique.....	300 000	.....
Éducation	12 400 000	.....
Développement social.....	17 600 000	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	700 000	.....
	38 776 395	.....
<i>Affaires du Nord</i>		
Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre de la promotion du développement, de l'utilisation, de la conservation et de la protection sécuritaires des ressources naturelles du Nord.....	23 500 000	.....
Contributions aux particuliers, aux organisations et autres ordres de gouvernement au titre des initiatives de consultation, de recherche, d'innovation, de mise en valeur du potentiel et des activités de base liées à la promotion du développement politique, économique, social et scientifique du Nord	65 000	.....
Contributions au gouvernement du Yukon pour payer la part du gouvernement du Canada des coûts extraordinaires de suppression des incendies de forêt au Yukon.....	10 850 000	.....
	34 415 000	.....
<i>Interlocuteur fédéral</i>		
Stratégie pour les Autochtones en milieu urbain	3 886 001	.....
Total des contributions brutes	77 077 396	.....
Total des paiements de transfert bruts	78 281 190	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	<i>78 281 188</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	2	.....

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
2b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 249 418 \$ du crédit 55 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	31 984 270	10 249 418	1	42 233 689
6b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 296 582 \$ du crédit 55 (Industrie) et de 95 140 000 \$ du crédit 60 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	285 073 732	95 436 582	3 739 242	384 249 556
(L) Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	.....	5 347 000	.....	5 347 000
Total du portefeuille.....	317 127 972	111 033 000	3 739 243	431 900 215

* En vertu du décret C.P. 2004-0866, transfert de la responsabilité de l'Agence du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie (111 033 000 \$ y compris les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés) .

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 2	Crédit 6	Total
Transfert de la responsabilité de l'Agence du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie	10 546	95 140	105 686
Contribution à la province de Québec en vertu du Programme Infrastructures Canada pour satisfaire aux besoins de l'entente entre le Canada et le Québec .....	.....	26 993	26 993
Fonds pour aider les industries canadiennes du textile et du vêtement (Initiative d'accès aux marchés pour les pays les moins avancés) .....	.....	750	750
Montant brut	10 546	122 883	133 429
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	297	23 707	24 004
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	10 249	95 437	105 686
Montant net	.....	3 739	3 739

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 2 : Des fonds autorisés totalisant 10 546 000 \$ sont disponibles : 296 582 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale et 10 249 418 \$ du crédit 55 (Industrie) en raison du transfert de la responsabilité de l'Agence du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie.

Crédit 6 : Des fonds autorisés totalisant 119 143 758 \$ sont disponibles : 23 707 176 \$ à même le crédit en raison du report des fonds à des exercices subséquents pour le centre francophone d'excellence sur les pâtes et papiers (17 000 000 \$), l'initiative visant l'efficacité de la production du textile (2 635 000 \$), le projet Aquamer associé au programme de soutien canadien pour l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine (1 938 000 \$) et le programme de développement économique des communautés minoritaires de langue officielle (261 000 \$); des fonds mis de côté pour l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement de 1 milliard de dollars (1 637 481 \$); d'un virement à Ressources naturelles pour une contribution à l'Institut de l'amiante pour favoriser la mise en application internationale de l'utilisation sécuritaire et responsable de l'amiante chrysotile (150 000 \$); d'un virement à Industrie pour financer des initiatives dans le Nord-Est de l'Ontario et dans le Nord-Ouest du Québec à l'appui de l'industrie minière (85 695 \$); 95 436 582 \$ du crédit 60 (Industrie) en raison du transfert de la responsabilité de l'Agence du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Promotion du développement économique des régions du Québec</i>		
Subventions au Programme Innovation Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises	75 000	.....
Total des subventions brutes	75 000	.....
Contributions		
<i>Promotion du développement économique des régions du Québec</i>		
Contributions au Programme Innovation Développement de l'Entrepreneurship et Exportations (IDÉE) destiné aux petites et moyennes entreprises	20 575 250	.....
Contributions au Programme de développement des collectivités	6 000 000	.....
Contributions au Programme Initiatives régionales stratégiques	27 375 000	.....
Contributions au Programme canadien d'appui à l'économie de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	2 875 000	.....
Contributions à la province de Québec en vertu du Programme Infrastructures Canada	63 989 750	.....
Contributions à la province de Québec aux termes de l'entente Travaux d'infrastructure Canada	1 993 000	.....
Total des contributions brutes	122 808 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	122 883 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	<i>119 143 758</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	3 739 242	.....

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement	81 924 000	.....	.....	81 924 000
5b Contributions	385 737 000	.....	.....	385 737 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 821 000	.....	.....	8 821 000
(L) Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
Total du Ministère.....	476 551 970	.....	.....	476 551 970
Société d'expansion du Cap-Breton				
10 Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton	12 645 000	.....	.....	12 645 000
Total de l'organisme	12 645 000	.....	.....	12 645 000
Total du portefeuille.....	489 196 970	.....	.....	489 196 970

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Total</u>
Fonds consacrés au développement du potentiel des communautés et à la mise en place d'occasions réelles de développement économique (Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités).....	.....	24 700	24 700
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	390	.....	390
Fonds supplémentaires à l'appui de la gestion des contributions versées aux municipalités en vertu du Programme fédéral d'infrastructure (<i>poste horizontal</i>)....	6	.....	6
Montant brut	396	24 700	25 096
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	396	24 700	25 096
Montant net	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 396 230 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 24 700 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de : fonds mis de côté pour l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement de 1 milliard de dollars (9 000 000 \$); et du report de fonds pour l'Initiative de mesure d'adaptation du chantier naval de Saint John à des exercices subséquents (15 700 000 \$).

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Développement</i>		
Contribution pour le Fonds d'investissement stratégique dans les collectivités	24 700 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	24 700 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	24 700 000	.....
Paiements de transfert nets	.....	.....

AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	2 399 136 000	(164 844)	.....	2 398 971 156
5b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 164 844 \$ du crédit 1 (Agence des douanes et du revenu du Canada) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	161 068 888	164 844	1	161 233 733
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Dépense des revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence des douanes et du revenu du Canada</i>	19 089 000	.....	.....	19 089 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	449 032 000	.....	.....	449 032 000
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	159 000 000	.....	.....	159 000 000
Total du Ministère.....	3 187 395 858	.....	1	3 187 395 859
Société canadienne des postes				
10 Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	197 210 000	.....	.....	197 210 000
Total de l'organisme	197 210 000	.....	.....	197 210 000
Total du portefeuille.....	3 384 605 858	.....	1	3 384 605 859

AGENCE DES DOUANES ET DU REVENU DU CANADA

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
L'Agence des douanes et du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour des initiatives liées aux investissements des non-résidents par le biais de fonds communs de placement, d'abris fiscaux, de réforme du cadre réglementaire des organismes de bienfaisance et du contingent des versements des organismes de bienfaisance.....	14 086	.....	14 086
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	5 140	.....	5 140
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	5 063	.....	5 063
Fonds destinés à la mise en œuvre du programme Bon d'études canadien de même qu'aux améliorations apportées au programme Subvention canadienne pour l'épargne-études (<i>poste horizontal</i>).....	1 669	.....	1 669
Fonds pour une contribution à l'Association canadienne des constructeurs d'habitations.....	.....	165	165
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	23	.....	23
Montant brut	25 981	165	26 146
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	25 981	.....	25 981
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	165	165
Montant net	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 25 980 744 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : du financement non requis pour l'initiative de fiducies à l'étranger à cause d'un délai associé à l'adoption de la loi (15 332 444 \$); de fonds mis de côté pour l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement de 1 milliard de dollars (7 079 000 \$); d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (3 544 330 \$); et d'un virement au Secrétariat du Conseil du Trésor à l'appui du Conseil national Traverser les frontières (25 000 \$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés de 164 844 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison d'une diminution des autres dépenses de fonctionnement afin de réaffecter les fonds pour une contribution à l'Association canadienne des constructeurs d'habitations.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Services fiscaux</i>		
Contribution versée à l'Association canadienne des constructeurs d'habitations visant à appuyer la campagne d'information Par écrit SVP! auprès des consommateurs.....	164 845	.....
Total des paiements de transferts bruts	164 845	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	164 844	.....
Paiements de transfert nets	1	.....

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit		
Ministère					
1b	Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus provenant des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Compte de stabilisation du revenu net pour compenser les dépenses engagées durant l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 309 508 \$ du crédit 10 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	624 647 153	7 309 508	26 798 862	658 755 523
5a	Dépenses en capital.....	36 861 475	.....	.....	36 861 475
10b	Contributions	404 490 685	(7 309 508)	.....	397 181 177
15	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 700 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières	1	.....	.....	1
20	Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par la Société du crédit agricole pour les besoins du Programme national renouvelé (2001) sur l'éthanol de la biomasse	1	.....	.....	1
(L)	Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i>	200 000	.....	.....	200 000
(L)	Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture.....	378 916 000	.....	438 217 000	817 133 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i>	65 500 000	.....	.....	65 500 000
(L)	Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i>	4 000 000	.....	.....	4 000 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programme d'assurance-récolte	227 300 000	.....	.....	227 300 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Compte de stabilisation du revenu net.....	212 600 000	.....	.....	212 600 000
(L)	Paiements relatifs à la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Programmes provinciaux	147 465 667	.....	.....	147 465 667
(L)	Contributions au Programme de redressement de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB).....	69 400 000	.....	.....	69 400 000

*Voir la note au bas de la page 118.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
(L) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	70 595 000	.....	.....	70 595 000
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiements de subventions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	842 810 000	.....	.....	842 810 000
(L) Paiements de contributions par catégorie pour le repositionnement de l'industrie canadienne du bovin de boucherie	245 280 000	.....	.....	245 280 000
(L) Paiements de contributions par catégorie pour le Programme d'aide transitoire à l'industrie	85 190 000	.....	.....	85 190 000
(L) Contributions à la gestion des risques agricoles – Programme canadien du revenu agricole.....	65 000 000	.....	.....	65 000 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la protection du revenu agricole</i> – Décret de remise conditionnelle visant le Régime d'assurance-revenu brut du Québec..	7 800 000	.....	.....	7 800 000
Total du Ministère.....	3 488 125 952	.....	465 015 862	3 953 141 814
Commission canadienne du lait				
25 Dépenses du Programme.....	3 211 000	.....	.....	3 211 000
Total de l'organisme	3 211 000	.....	.....	3 211 000
Agence canadienne d'inspection des aliments				
30b Dépenses de fonctionnement	438 081 653	(8 713 000)	3 877 198	433 245 851
35a Dépenses en capital.....	28 319 310	.....	.....	28 319 310
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C., 1997, ch. 6).....	67 500 000	.....	.....	67 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 905 000	.....	.....	69 905 000
Total de l'organisme	603 805 963	(8 713 000)	3 877 198	598 970 161
Commission canadienne des grains				
40b Dépenses du Programme.....	20 136 700	.....	.....	20 136 700
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(127 000)	.....	.....	(127 000)
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 175 000	.....	.....	2 175 000
Total de l'organisme	22 184 700	.....	.....	22 184 700
Total du portefeuille.....	4 117 327 615	(8 713 000)	468 893 060	4 577 507 675

* En vertu du décret C.P. 2003-2065, transfert de la responsabilité des services d'inspection de première ligne des voyageurs et des produits importés dans les aéroports et aux autres postes frontaliers canadiens, à l'exclusion des centres de service à l'importation, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à l'Agence des services frontaliers du Canada (8 713 000 \$).

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 10	Total
Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds à l'appui des améliorations apportées aux systèmes de prestation des programmes de gestion des risques de l'entreprise du Cadre stratégique de l'agriculture.....	25 322	.....	25 322
Fonds pour les paiements de redressement dans le cadre du Programme canadien du revenu agricole avant la fin du programme	2 095	12 000	14 095
Fonds à l'appui de la mise en œuvre du Cadre stratégique de l'agriculture.....	6 500	.....	6 500
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 362	.....	1 362
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	75	.....	75
Montant brut	35 354	12 000	47 354
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 245	12 000	13 245
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	7 310	.....	7 310
Montant net	26 799	.....	26 799

Législatif

Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise du Cadre stratégique de l'agriculture – Programme canadien de stabilisation des revenus agricoles.....			438 217
			465 016

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 245 009 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (1 142 009 \$); d'une réduction des besoins de fonctionnement relatives à la réaffectation en cours d'exercice des fonds attribués à la Stratégie emploi jeunesse (78 000 \$); et à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la mise en œuvre du cadre financier révisé utilisé pour la gestion de la distribution des biens de la Couronne (25 000 \$). Des fonds autorisés totalisant 7 309 508 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison de la diminution des besoins en contributions pour le Programme des routes du grain des Prairies.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 12 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions pour les activités liées au Programme des routes du grain des Prairies (7 190 492 \$); au Programme d'éradication de la sharka du prunier (2 900 000\$), et aux programmes de gestion des risques non liés à l'entreprise du Cadre stratégique de l'agriculture – Initiative de suivi et de retraçage (1 700 000 \$); et d'une réduction des contributions relatives à la réaffectation en cours d'exercice des fonds attribués à la Stratégie emploi jeunesse (209 508 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Sécurité du système alimentaire</i>		
Paiements de redressement dans le cadre du Programme canadien du revenu agricole avant la fin du programme	12 000 000	.....
(L) Contributions à l'appui des programmes de gestion des risques de l'entreprise en vertu du Cadre stratégique pour l'agriculture.....	.....	438 217 000
Total des paiements de transferts bruts	12 000 000	438 217 000
Moins : Fonds disponibles	12 000 000	.....
Paiement de transfert nets	.....	438 217 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>)...	3 603
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	874
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	56
Montant brut	4 533
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	656
Montant net	3 877

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 655 802 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : d'une réduction de besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (609 602 \$); et d'une diminution des besoins de fonctionnement relatifs à la réaffectation en cours d'exercice pour la Stratégie emploi jeunesse (46 200 \$).

Commission canadienne des grains

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne des grains demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 40
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	58
Montant brut	58
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	58
Montant net	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 57 760 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement liés à la mise sur pied d'une réserve pour la publicité gérée par l'administration centrale.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Programme des anciens combattants				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 14 716 001 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	783 411 663	14 716 001	1	798 127 665
5b Dépenses en capital.....	35 210 678	(16 816 000)	.....	18 394 678
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 099 999 \$ du crédit 5 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1 936 281 000	2 099 999	1	1 938 381 000
(L) Ministre des Anciens combattants – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Crédits de réadaptation, en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i>	2 000	.....	.....	2 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i>	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays.....	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants.....	175 000	.....	.....	175 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	36 800 000	.....	.....	36 800 000
Total du Programme	2 791 970 311	.....	2	2 791 970 313
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)				
15a Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses du Programme.....	9 236 444	.....	.....	9 236 444
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 769 000	.....	.....	1 769 000
Total du Programme	11 005 444	.....	.....	11 005 444
Total du portefeuille.....	2 802 975 755	.....	2	2 802 975 757

ANCIENS COMBATTANTS

Programme des anciens combattants

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens combattants – <i>Programme des anciens combattants</i> – demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Total</u>
Fonds supplémentaires pour célébrer le 60 ^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et l'Année de l'ancien combattant, et pour renforcer le programme de commémoration	6 930	400	7 330
Fonds pour couvrir les frais juridiques liés au recours collectif concernant l'administration des comptes sous tutelle des anciens combattants (litige Authorson)	5 249	.....	5 249
Fonds visant à prolonger à vie, aux principaux dispensateurs de soins admissibles, les services d'entretien ménager et d'entretien de terrain dans le cadre de Programme pour l'autonomie des anciens combattants fournis à l'ancien combattant au moment de son décès ou lors de son admission dans un établissement de soins de santé, du 7 avril 1981 et après cette date	551	1 700	2 251
Fonds pour des subventions de voyage aux anciens combattants canadiens ayant participé aux campagnes de Normandie et d'Italie.....	1 126	.....	1 126
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation multimodale des services (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	603	.....	603
Fonds supplémentaires destinés à la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth.....	.....	466	466
Fonds supplémentaires pour de l'aide en matière d'enseignement supérieur aux enfants de membres décédés des forces armées .....	.....	450	450
Fonds supplémentaires pour des traitements et indemnités connexes pour les anciens combattants hospitalisés à l'égard des affections ouvrant droit à pension .....	.....	250	250
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	240	.....	240
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	80	.....	80
Montant brut	14 779	3 266	18 045
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	63	1 166	1 229
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	14 716	2 100	16 816
Montant net	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 14 778 654 \$ sont disponibles soit : 62 653 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (40 563 \$); d'un transfert de fonds à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour le mise en œuvre du cadre financier révisé utilisé pour la gestion de la distribution des biens de la Couronne (22 000 \$); et des autorisations de 14 716 001 \$ sont disponibles du crédit 5 en raison de besoins en capital réduits.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 3 265 999 \$ sont disponibles soit : 1 166 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en subventions du Fonds de secours (700 000 \$) et du Fonds du souvenir (466 000 \$); et des autorisations de 2 099 999 \$ sont disponibles du crédit 5 en raison de besoins en capital réduits.

ANCIENS COMBATTANTS
Programme des anciens combattants

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Prestations et services</i>		
Autres prestations :		
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	466 000	.....
Aide en matière d'éducation aux enfants des anciens combattants décédés	450 000	.....
Traitement et indemnités connexes.....	250 000	.....
Total des subventions brutes	1 166 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Prestations et services</i>		
Contributions accordées aux anciens combattants, en vertu du Programme pour l'autonomie des anciens combattants, afin de les aider à payer les coûts des services complémentaires de santé non couverts par les programmes de soins médicaux provinciaux	1 700 000	.....
Contributions, en vertu du Programme des contributions aux partenaires, aux organisations, institutions et autres ordres de gouvernement, à l'appui des projets afférents à la santé et au mieux-être des anciens combattants, et des activités et événements commémoratifs.....	400 000	.....
Total des contributions brutes	2 100 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	3 266 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	<i>3 265 999</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	1	.....

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
2b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 925 500 \$ du crédit 35 (Environnement) et de 594 203 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	24 458 900	4 519 703	1 871 000	30 849 603
7b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 101 739 500 \$ du crédit 40 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	337 559 408	101 739 500	41 495 117	480 794 025
12a Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Inc.	16 100 000	.....	.....	16 100 000
14b Paiements à la Queens Quay West Land Corporation – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 15 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> .....	.....	4 000 000	1	4 000 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	.....	1 445 000	.....	1 445 000
Total du portefeuille.....	378 118 308	111 704 203	43 366 118	533 188 629

* En vertu du décret C.P. 2004-0323, transfert de la responsabilité à l'égard de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, de la Société immobilière du Canada limitée et de la Queens Quay West Land Corporation, du ministère de l'Environnement au Bureau de l'infrastructure du Canada (4 000 000 \$).

En vertu du décret C.P. 2004-0868, transfert de la responsabilité à l'égard du Bureau de l'infrastructure du Canada du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités) (107 110 000 \$ incluant les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés).

En vertu du décret C.P. 2004-0870, transfert de la responsabilité à l'égard du Secrétariat des villes du Bureau du Conseil privé au Bureau de l'infrastructure du Canada (594 203 \$).

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau de l'infrastructure du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 2	Crédit 7	Crédit 14	Total
Transfert de la responsabilité d'Infrastructure Canada du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités).....	3 926	101 740	.....	105 666
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.....	.....	10 730	.....	10 730
Offre d'unités de logement social pour les familles à faible revenu dans le territoire du Nunavut.....	.....	8 425	.....	8 425
Fonds pour la prestation de services à large bande dans les régions rurales du Nouveau-Brunswick.....	.....	6 450	.....	6 450
Reconstruction de tronçons de la route dans les Territoires du Nord-Ouest.....	.....	6 400	.....	6 400
Construction d'une installation multifonctionnelle au Parc d'exposition de Regina.....	.....	5 000	.....	5 000
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	.....	4 270	.....	4 270
Transfert des responsabilités à l'égard de la Société immobilière du Canada limitée et de la Queens Quay West Land Corporation du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités).....	.....	.....	4 000	4 000
Contribution à la fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables.....	.....	2 246	.....	2 246
Réalignement des ressources pour pallier des besoins supplémentaires en matière de salaires.....	2 000	.....	.....	2 000
Construction d'usines de traitement des eaux usées à Dartmouth et Herring Cove.....	.....	1 750	.....	1 750
Transfert du Secrétariat des villes du Bureau du Conseil privé au Bureau de l'infrastructure du Canada.....	594	.....	.....	594
Construction du passage routier de Kenaston à Winnipeg.....	.....	350	.....	350
Contributions dans le cadre du programme de recherches, connaissances et rayonnement.....	.....	74	.....	74
Montant brut	6 520	147 435	4 000	157 955
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	129	4 200	.....	4 329
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	4 520	101 740	4 000	110 260
Montant net	1 871	41 495	.....	43 366

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 2 : Des fonds autorisés totalisant 4 648 703 \$ sont disponibles : 129 000 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (26 000 \$) et du virement de fonds liés à la responsabilité à l'égard de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (103 000 \$). 3 925 500 \$ provenant du crédit 35 (Environnement) en raison du transfert de la responsabilité à l'égard du Bureau de l'infrastructure du Canada du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités) et 594 203 \$ provenant du crédit 1 (Bureau du Conseil privé) par suite du transfert du Secrétariat des villes du Bureau du Conseil privé au Bureau de l'infrastructure.

Crédit 7 : Des fonds autorisés de 105 939 500 \$ au total sont disponibles : 4 200 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contribution liés au Programme de financement pour la recherche, les connaissances et la sensibilisation (2 200 000 \$) et du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique (2 000 000 \$). 101 739 500 \$ provenant du crédit 40 (Environnement) en raison du transfert de la responsabilité à l'égard du Bureau de l'infrastructure du Canada, du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités).

Crédit 14 : Des fonds autorisés totalisant 4 000 000 \$ sont disponibles du crédit 15 (Environnement) par suite du transfert des responsabilités de Queens Quay West Land Corporation au Bureau de l'infrastructure du Canada.

BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Contributions</u>		
<i>Investissement dans l'infrastructure et information sur celle-ci</i>		
Contribution à la Fédération canadienne des municipalités pour l'élaboration du Guide national pour des infrastructures municipales durables.....	2 727 167	.....
Contributions en vertu du Fonds canadien sur l'infrastructure stratégique.....	122 184 750	.....
Contributions en vertu du Fonds sur l'infrastructure frontalière.....	22 448 500	.....
Contributions dans le cadre du programme de recherches, connaissances et rayonnement.....	74 200	.....
Total des paiements de transfert bruts	147 434 617	.....
<i>Moins : Fonds disponibles.....</i>	<i>105 939 500</i>	<i>.....</i>
Paiements de transfert nets	41 495 117	.....

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 728 798 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n°2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	610 612 938	(147 208 802)	11 060 848	474 464 984
<u>2b</u> Citoyenneté et Immigration – Aux termes du paragraphe 25(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , pour radier des comptes du Canada 2 561 dettes payables à Sa Majesté le chef du Canada se chiffrant à 920 210 \$ et relatives à des prêts aux immigrants consentis aux termes de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> .....	.....	.....	920 210	920 210
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	394 518 866	(1 728 798)	1	392 790 069
(L) Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 755 000	.....	.....	58 755 000
Total du Ministère	1 063 956 774	(148 937 600)	11 981 059	927 000 233
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
10a Dépenses du Programme	121 896 950	.....	.....	121 896 950
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 407 000	.....	.....	14 407 000
Total de l'organisme	136 303 950	.....	.....	136 303 950
Total du portefeuille	1 200 260 724	(148 937 600)	11 981 059	1 063 304 183

* En vertu des décrets C.P. 2003-2059, 2003-2063 et 2004-1155, transfert de la responsabilité des opérations de l'exécution de la loi et du renseignement, y compris celles aux points d'entrée, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada (148 937 600 \$).

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 2	Crédit 5	Total
Fonds supplémentaires destinés au Programme fédéral de santé intérimaire qui fournit temporairement des soins de santé aux réfugiés.....	22 000	.....	.....	22 000
Fonds supplémentaires consacrés aux initiatives humanitaires, de réhabilitation et de reconstruction à la suite du tsunami (<i>poste horizontal</i>).....	4 052	.....	.....	4 052
Augmentation de la subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration .....	.....	.....	1 206	1 206
Radiation de prêts aux immigrants non remboursés .....	.....	920	.....	920
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	65	65
Montant brut	26 052	920	1 271	28 243
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	13 262	.....	1 271	14 533
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	1 729	.....	.....	1 729
Montant net	11 061	920	.....	11 981

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 14 991 163 \$ sont disponibles : 13 262 365 \$ à même le crédit en raison des besoins différés du Système mondial de gestion des cas (5 728 300 \$), de la réduction des besoins de fonctionnement pour le projet Biométrie (2 413 000 \$), du report des besoins relatifs au projet de règlement dans le cas du recours collectif concernant de multiples mandamus (1 780 000 \$), de la réduction des besoins de fonctionnement pour le traitement des preuves et des octrois de citoyenneté (1 200 000 \$), du délai de construction dans la Région internationale – Bucarest (1 100 000 \$), de la diminution des besoins de fonctionnement pour le projet pilote Nexus Air à l'aéroport international de Vancouver (751 000 \$), de la réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (250 000 \$), et du virement entre crédits visant la radiation de prêts aux immigrants non remboursés (40 065 \$). Un montant de 1 728 798 \$ est disponible du crédit 5 pour réduire les besoins relatifs à l'initiative des Cours de langue de niveau avancé.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 1 271 201 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la réduction des besoins relatifs à l'initiative des Cours de langue de niveau avancé.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants</i>		
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	1 206 000	.....
Total des subventions brutes	1 206 000	.....
Contributions		
<i>Promouvoir l'intégration des nouveaux arrivants</i>		
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle	65 201	.....
Total des contributions brutes	65 201	.....
Total des paiements de transfert bruts	1 271 201	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	1 271 200	.....
Paiements de transfert nets	1	.....

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Secrétariat				
1b Dépenses du Programme.....	123 564 050	(225 000)	5 976 752	129 315 802
5 Éventualités du gouvernement.....	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10 Initiatives pangouvernementales.....	10 876 000	.....	.....	10 876 000
15b Rajustements de la rémunération.....	158 358 000	.....	180 364 000	338 722 000
20 Assurances de la fonction publique.....	1 609 500 000	.....	.....	1 609 500 000
(L) Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile.....	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	15 565 000	.....	.....	15 565 000
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i>	20 000	.....	.....	20 000
Total du Ministère.....	2 667 953 020	(225 000)	186 340 752	2 854 068 772
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)				
26b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 927 250 \$ du crédit 10 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	53 447 463	6 927 250	2 657 000	63 031 713
(L) Dépense des revenus conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i>.....	.....	.....	14 485 500	14 485 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	.....	1 632 000	.....	1 632 000
Total de l'organisme.....	53 447 463	8 559 250	17 142 500	79 149 213
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
32b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 301 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	62 229 737	6 301 500	4 465 789	72 997 026
34b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 16 200 000 \$ du crédit 50 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n°2 pour 2004-2005</i>.....	.....	16 200 000	1	16 200 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	.....	4 474 000	.....	4 474 000
Total de l'organisme.....	62 229 737	26 975 500	4 465 790	93 671 027
Total du portefeuille.....	2 783 630 220	35 309 750	207 949 042	3 026 889 012

* En vertu du décret C.P. 2003-2089, transfert de la responsabilité de certains secteurs de la Direction du dirigeant principal de l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (225 000 \$).

En vertu du décret C.P. 2004 0853, le président du Conseil du Trésor est chargé de l'application de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada* (8 559 250 \$ incluant les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés) .

En vertu du décret C.P. 2004-0854, transfert de la responsabilité de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor (26 975 500 \$ incluant les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés) .

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 15</u>	<u>Total</u>
Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour améliorer les procédés administratifs de base et intégrer l'information sur la gestion des dépenses	6 000	.....	6 000
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (poste horizontal).....	1 172	.....	1 172
Ressources additionnelles liées à un rajustement des niveaux de financement pour les conseils fédéraux régionaux.....	100	.....	100
Montant brut	7 272	.....	7 272
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 295	.....	1 295
Montant net	5 977	.....	5 977
<u>Géré à l'échelle du ministère</u>			
Rajustements de la rémunération – Transferts aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux .....	.....	180 364	180 364
	5 977	180 364	186 341

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 294 948 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins du programme de la Division des pensions et des avantages sociaux (1 264 000 \$) et d'une diminution des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (30 948 \$).

CONSEIL DU TRÉSOR
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 26	Législatif	Total
L'École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion) demande des fonds pour les postes suivants :			
Transfert de responsabilité en vue de l'application de la <i>Loi sur l'École de la fonction publique du Canada</i> du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor	6 927	.....	6 927
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	2 642	.....	2 642
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	15	.....	15
Montant brut	9 584	.....	9 584
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	6 927	.....	6 927
	2 657	.....	2 657
(L) Prévision des revenus disponibles dans le cadre des activités.....	.....	14 486	14 486
Montant net	2 657	14 486	17 143

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 26 : Des fonds autorisés totalisant 6 927 250 \$ sont disponibles du crédit 10 (Conseil privé) en raison du transfert de l'École du Conseil privé au Conseil du Trésor en raison de la restructuration du gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>École de la fonction publique du Canada</i>		
Contribuer à la recherche ou autres activités liées à la théorie et à la pratique de la gestion dans le secteur public	43 750	.....
Total des paiements de transfert bruts	43 750	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	43 750	.....
Paiements de transfert nets	.....	.....

CONSEIL DU TRÉSOR

Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 32	Crédit 34	Total
L'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :			
Transfert de la responsabilité de l'Agence du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor	6 302	16 200	22 502
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (poste horizontal).....	5 230	.....	5 230
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	112	.....	112
Montant brut	11 644	16 200	27 844
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	876	.....	876
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	6 302	16 200	22 502
Montant net	4 466	.....	4 466

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 32 : Des fonds autorisés totalisant 7 177 211 \$ sont disponibles : 875 711 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de programme liés au Programme d'équité d'emploi (750 000 \$); et d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (125 711 \$). 6 301 500 \$ du crédit 45 (Conseil privé) en raison du transfert de l'Agence du Conseil privé au Conseil du Trésor en raison de la restructuration du gouvernement.

Crédit 34 : Des fonds autorisés totalisant 16 200 000 \$ sont disponibles du crédit 50 (Conseil privé) en raison du transfert de l'Agence du Conseil privé au Conseil du Trésor en raison de la restructuration du gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada</i>		
Programme de stages pour les jeunes.....	16 200 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	16 200 000	.....
Moins : Fonds disponibles.....	16 199 999	.....
Paiements de transfert nets	1	.....

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement	119 454 113	(594 203)	38 778 342	157 638 252
5b Contributions	8 035 467	(3 886 000)	1 974 400	6 123 867
(L) Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	143 472	.....	.....	143 472
(L) Président du Conseil privé – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Ministres sans portefeuille ou ministres d'État – Allocation pour automobile	27 586	.....	.....	27 586
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 595 000	.....	.....	14 595 000
Total du Ministère.....	142 395 578	(4 480 203)	40 752 742	178 668 117
École de la fonction publique du Canada (Centre canadien de gestion)				
10b Dépenses du Programme.....	6 927 250	(6 927 250)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 632 000	(1 632 000)	.....	.....
Total de l'organisme	8 559 250	(8 559 250)	.....	.....
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	5 897 000	.....	.....	5 897 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	455 000	.....	.....	455 000
Total de l'organisme	6 352 000	.....	.....	6 352 000
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
20b Dépenses du Programme.....	27 132 200	.....	782 000	27 914 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 038 000	.....	.....	4 038 000
Total de l'organisme	31 170 200	.....	782 000	31 952 200
Directeur général des élections				
25a Dépenses du Programme.....	18 785 554	.....	.....	18 785 554
(L) Traitement du directeur général des élections	217 000	.....	.....	217 000
(L) Dépenses d'élections.....	33 937 000	.....	220 000 000	253 937 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 835 000	.....	.....	2 835 000
Total de l'organisme	55 774 554	.....	220 000 000	275 774 554
Commissaire aux langues officielles				
30b Dépenses du Programme.....	17 009 380	.....	50 000	17 059 380
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 244 000	.....	.....	2 244 000
Total de l'organisme	19 253 380	.....	50 000	19 303 380

*Voir la note au bas de la page 134.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie				
35 Dépenses du Programme.....	4 688 000	.....	.....	4 688 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	.....	.....	20 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	369 000	.....	.....	369 000
Total de l'organisme	5 077 000	.....	.....	5 077 000
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
40b Dépenses du Programme.....	93 575 000	(93 575 000)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 242 000	(6 242 000)	.....	.....
Total de l'organisme	99 817 000	(99 817 000)	.....	.....
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada				
45b Dépenses de fonctionnement	6 301 500	(6 301 500)	.....	.....
50b Contributions	16 200 000	(16 200 000)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 474 000	(4 474 000)	.....	.....
Total de l'organisme	26 975 500	(26 975 500)	.....	.....
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité				
55a Dépenses du Programme.....	2 499 600	.....	.....	2 499 600
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	265 000	.....	.....	265 000
Total de l'organisme	2 764 600	.....	.....	2 764 600
Total du portefeuille.....	398 139 062	(139 831 953)	261 584 742	519 891 851

* En vertu des décrets C.P. 2004-0849 et C.P. 2004-0850, transfert de la responsabilité du Secrétariat des affaires autochtones (Division de l'interlocuteur fédéral) du Bureau du Conseil privé au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (3 886 000 \$).

En vertu du décret C.P. 2004-0870, transfert de la responsabilité à l'égard du Secrétariat des villes du Bureau du Conseil privé au Bureau de l'infrastructure du Canada (594 203 \$).

En vertu du décret C.P. 2004-0853, le président du Conseil du Trésor est chargé de l'application de la *Loi sur l'École de la fonction publique du Canada* (8 559 250 \$ incluant les contributions aux régimes d'avantage sociaux des employés).

En vertu du décret C.P. 2004-0854, transfert de la responsabilité de l'Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada au président du Conseil du Trésor (26 975 500 \$ incluant les contributions aux régimes d'avantage sociaux des employés).

En vertu du décret C.P. 2004-0851, transfert de la responsabilité du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada à la Solliciteuse générale du Canada portant les titres de vice-première ministre et ministre responsable de la Sécurité publique et de la Protection civile (99 817 000 \$ incluant les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés).

CONSEIL PRIVÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :			
Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>)*	19 582	774	20 356
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)*	7 557	1 200	8 757
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>).....	6 210	.....	6 210
Fonds supplémentaire pour accroître la recherche stratégique, notamment afin d'appuyer le fonctionnement du Projet de recherche sur les politiques et du Programme de formation en recherche sur les politiques.....	2 900	.....	2 900
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	1 863	.....	1 863
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	667	.....	667
	38 779	1 974	40 753

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Commissions d'enquête, groupes de travail et autres</i>		
Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar : Fonds pour les parties et intervenants.....	1 200 000	.....
Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires : Fonds pour les parties et intervenants	774 400	.....
Total des paiements de transfert	1 974 400	.....

* L'avance de fonds d'un montant de 774 400 \$ et 1 200 000 \$ respectivement provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ces postes. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

CONSEIL PRIVÉ

Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20
Fonds supplémentaires pour les coûts relatifs à l'enquête portant sur l'accident à l'Aéroport international d'Halifax impliquant un avion-cargo de la MK Airlines	642
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	140
	782

Directeur général des élections

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Directeur général des élections demande des fonds pour les postes suivants :

Législatif	Total
Fonds supplémentaires pour la préparation, la tenue et l'évaluation de la 38 ^e élection générale qui a eu lieu en juin 2004; la préparation de la 39 ^e élection générale; et le versement d'une allocation trimestrielle aux partis politiques enregistrés conformément au projet de loi C-24, <i>Loi modifiant la loi électorale du Canada et la Loi de l'impôt sur le revenu (financement politique)</i>	220 000

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Autres paiements de transfert		
<i>Élections</i>		
(L) Remboursement des dépenses électorale de la 38 ^e élection générale aux partis politiques et candidats admissibles et une allocation trimestrielle versée aux partis politiques admissibles (nouvelle disposition de financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>).....	59 101 000

Commissaire aux langues officielles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire aux langues officielles demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 30
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	50

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 190 290 021 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 39 760 001 \$ du crédit 10 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	10 218 992 522	230 050 022	188 533 281	10 637 575 825
5b Dépenses en capital.....	2 383 640 000	(190 290 021)	.....	2 193 349 979
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses	183 075 945	(39 760 001)	1	143 315 945
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	12 000 000	.....	.....	12 000 000
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R.1970, ch. D-3).....	2 500 000	.....	.....	2 500 000
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>).....	100 000	.....	.....	100 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires.....	899 717 000	.....	.....	899 717 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	227 990 000	.....	.....	227 990 000
Total du Ministère.....	13 928 085 437	.....	188 533 282	14 116 618 719
Comité des griefs des Forces canadiennes				
15 Dépenses du Programme.....	7 661 000	.....	.....	7 661 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	894 000	.....	.....	894 000
Total de l'organisme	8 555 000	.....	.....	8 555 000
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire				
20 Dépenses du Programme.....	3 796 000	.....	.....	3 796 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	415 000	.....	.....	415 000
Total de l'organisme	4 211 000	.....	.....	4 211 000
Total du portefeuille.....	13 940 851 437	.....	188 533 282	14 129 384 719

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :				
Augmentations des soldes et des indemnités versés aux membres des Forces canadiennes	214 957	.....	.....	214 957
Réalignement des ressources pour pallier les pressions financières liées à la viabilité du Programmes des services de la Défense	190 000	.....	.....	190 000
Fonds supplémentaires consacrés aux initiatives humanitaires, de réhabilitation et de reconstruction à la suite du tsunami (<i>poste horizontal</i>).....	19 693	.....	.....	19 693
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	7 950	.....	.....	7 950
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	3 489	.....	3 489
Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada (Initiative fédérale Prêcher par l'exemple) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	1 800	.....	1 800
Transfert du Comité des griefs des Forces canadiennes des fonds excédentaires fournis par la Défense nationale pour réduire l'accumulation des griefs	1 100	.....	.....	1 100
Fonds afin d'organiser des activités pour les jeunes dans les collectivités éloignées et isolées du Canada grâce au Programme des Rangers juniors canadiens	300	.....	.....	300
Soutien accru à la Ligue des cadets de l'air du Canada, à la Ligue des cadets de l'armée du Canada et à la Ligue navale du Canada .....	.....	.....	240	240
Fonds supplémentaires pour le traitement des juges militaires	82	.....	.....	82
Montant brut	434 082	5 289	240	439 611
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	15 499	5 289	240	21 028
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	230 050	.....	.....	230 050
Montant net	188 533	.....	.....	188 533

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 245 548 441 \$ sont disponibles : 15 498 419 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (10 545 419 \$), à des délais associés au projet des Centres des opérations de sécurité maritime (3 750 000 \$) et au virement à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la mise en œuvre du cadre financier révisé utilisé pour la gestion de la distribution des biens de la Couronne (1 203 000 \$). 190 290 021 \$ du crédit 5 en raison des délais associés à divers projets d'immobilisations comme le Projet des hélicoptères maritimes, le transport de troupes blindé, les essais de Primrose Lake et les hélicoptères de recherche et de sauvetage (100 000 000 \$), des économies liées à la force du dollar canadien (50 000 000 \$), des délais associés au projet de radar à ondes de surface à haute fréquence (28 579 000 \$), au projet des Centres des opérations de sécurité maritime (9 711 021 \$) et au projet sécuriser les communications des flottes (2 000 000 \$). 39 760 001 \$ du crédit 10 est disponible en raison de la diminution des besoins en contributions versées à l'OTAN et aux provinces et municipalités pour des projets d'aide à l'investissement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 5 288 979 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des délais associés au projet de Centres des opérations de sécurité maritime.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 239 999 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la réduction des besoins en contributions versées à l'OTAN.

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

<u>Paielements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Politiques et stratégies du ministère</i>		
Ligue des cadets de l'air du Canada	80 000	.....
Ligue des cadets de l'armée du Canada	80 000	.....
Ligue navale du Canada	80 000	.....
Total des paiements de transferts bruts	240 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	<i>239 999</i>	<i>.....</i>
Paielements de transfert nets	1	.....
	Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2004-2005
	(en milliers de dollars)	
<u>Nouveaux grands projets d'immobilisations</u>		
(À titre d'information seulement)		
Commandement et contrôle		
<i>Équipement</i>		
Modernisation du système de commandement et de contrôle des navires de classe – Halifax...	405 719	4 000
Projet de remplacement de téléphone vocal sécurisé de la Défense	22 219	1 295
Projet de touche d'inversion de messagerie vocale sécurisée.....	7 457	2 589
Exécution des opérations		
<i>Construction</i>		
Centre de recherches conjoint en expérimentation des capacités de communications – Shirley's Bay, Ottawa	42 671	9 555
<i>Équipement</i>		
Agrandissement de capacités d'opérations spéciales et antiterroriste	74 499	15 427
Soutien des forces		
<i>Construction</i>		
Amélioration des balisages lumineux et de la chaussée-4 ^e escadre Cold Lake	26 481	10 128
Centre de technologie antiterroriste – Suffield	11 395	10 641
<i>Équipement</i>		
Projet de proposition de modification technique 583R2 visant les CF-18	445 537	19 656
Véhicule utilitaire léger (à roues)	311 333	150 794
Réduction de la signature de la force terrestre.....	26 541	251

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 225 000 \$ du crédit 5 (Développement des ressources humaines [Développement social]) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	271 893 013	225 000	38 508 146	310 626 159
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	278 645 788	(225 000)	.....	278 420 788
(L) Ministre du Développement des ressources humaines (Développement social) – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)	21 553 000 000	.....	(168 000 000)	21 385 000 000
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)	5 949 000 000	.....	39 000 000	5 988 000 000
(L) Versements d’allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	438 000 000	.....	(9 000 000)	429 000 000
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	106 870 000	.....	.....	106 870 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l’article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	.....	.....	18 600 000	18 600 000
Total du portefeuille	28 597 478 771	.....	(80 891 854)	28 516 586 917

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Développement des ressources humaines (Développement social) demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Virement de fonds de Ressources humaines et Développement des compétences à l'appui de la prestation de services partagés entre les deux ministères	22 407	.....	22 407
Fonds consacrés à l'administration du Programme canadien de prêts aux étudiants	9 979	.....	9 979
Fonds pour la mise en œuvre de la stratégie visant à promouvoir le Programme de développement de la petite enfance pour les enfants des Premières nations et les autres enfants autochtones	3 093	200	3 293
Fonds pour renforcer la capacité des organismes bénévoles à déterminer les questions d'ordre social importantes pour les collectivités et à y donner suite (Initiative sur le secteur bénévole et communautaire).....	1 482	.....	1 482
Fonds destinés à la mise en œuvre du programme Bon d'études canadien de même qu'aux améliorations apportées au programme Subvention canadienne pour l'épargne-études (<i>poste horizontal</i>)	1 467	.....	1 467
Fonds consacrés à des projets de recherche qui permettent de recueillir des renseignements propres aux communautés sur la maturité scolaire des enfants	897	.....	897
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	682	.....	682
Fonds pour mener un sondage auprès de Canadiens handicapés qui viendra s'ajouter aux renseignements recueillis au moyen du recensement de 2006.....	500	.....	500
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	150	.....	150
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	130	.....	130
Fonds à l'appui de l'élaboration d'un profil linguistique pour les enfants qui commencent la première année dans les collectivités minoritaires de langue française .....	.....	75	75
Montant brut	40 787	275	41 062
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 054	275	2 329
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	225	.....	225
Montant net	38 508	.....	38 508
Législatif			
Nouvelles prévisions relativement aux paiements versés aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> en raison du transfert de responsabilité de Ressources humaines et Développement des compétences et du montant et de l'ancienneté des prêts non remboursés			18 600
Nouvelles prévisions s'appliquant aux paiements versés dans le cadre de la Sécurité du revenu en raison principalement des baisses des montants versés mensuellement au titre de la Sécurité de la vieillesse.....			(138 000)
			(80 892)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 279 000 \$ sont disponibles : 2 054 000 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (2 000 000 \$) et d'un virement à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la mise en œuvre d'un nouveau cadre financier applicable à la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (54 000 \$). 225 000 \$ du crédit 5 en raison d'une diminution des besoins en contribution.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 275 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un report de fonds aux exercices ultérieurs lié à l'analyse et à la diffusion des résultats de l'Enquête canadienne sur le don, le bénévolat et la participation.

DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DÉVELOPPEMENT SOCIAL)

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
<u>Subventions</u>		
<i>Programmes de la sécurité du revenu</i>		
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse .....	.....	(168 000 000)
(L) Versements du Supplément de revenu garanti.....	.....	39 000 000
(L) Versements d'allocations.....	.....	(9 000 000)
Total des subventions brutes	.....	(138 000 000)
<u>Contributions</u>		
<i>Politique du développement social</i>		
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou en affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne.....	200 000	.....
<i>Partenariats sociaux</i>		
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou en affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne.....	75 000	.....
Total des contributions brutes	275 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	275 000	(138 000 000)
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	275 000	.....
Paiements de transfert nets	.....	(138 000 000)

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 895 640 \$ du crédit 5 (Diversification de l'économie de l'Ouest canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	44 606 557	895 640	1	45 502 198
5b Contributions	345 108 801	(895 640)	.....	344 213 161
(L) Ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 348 000	.....	.....	5 348 000
Total du portefeuille.....	395 133 328	.....	1	395 133 329

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds supplémentaires à l'appui de la gestion des contributions versées aux municipalités en vertu du Programme fédéral d'infrastructure (<i>poste horizontal</i>)....	403	.....	403
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	382	.....	382
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	278	.....	278
Fonds destinés aux célébrations du centenaire de l'Alberta et de la Saskatchewan en 2005 (<i>poste horizontal</i>)	217	.....	217
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	117	117
Montant brut	1 280	117	1 397
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	384	117	501
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	896	.....	896
Montant net	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 279 199 \$ sont disponibles : 383 559 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale et 895 640 \$ du crédit 5 en raison du report de ressources pour des initiatives d'Infrastructures Canada à des exercices subséquents.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 117 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de ressources pour des initiatives d'Infrastructures Canada à des exercices subséquents.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Diversification de l'économie de l'Ouest</i>		
Contributions prévues dans des programmes ou pour des projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	117 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	117 000	.....
Moins : Fonds disponibles	117 000	.....
Paiement de transfert nets	.....	.....

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement	683 419 855	(8 492 171)	.....	674 927 684
5b Dépenses en capital.....	42 845 200	(1 387 285)	.....	41 457 915
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 492 171 \$ du crédit 1 (Environnement) et de 1 387 285 \$ du crédit 5 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	62 840 000	9 879 456	1	72 719 457
15b Paiements à la Queens Quay West Land Corporation..	4 000 000	(4 000 000)	.....	.....
20 Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal Incorporée	1	.....	.....	1
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	74 992 000	.....	.....	74 992 000
Total du Ministère.....	868 167 026	(4 000 000)	1	864 167 027
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
25b Dépenses de fonctionnement	2 222 209 000	(2 222 209 000)	.....	.....
Total budgétaire	2 222 209 000	(2 222 209 000)	.....	.....
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (non-budgétaire) (L.R. 1985, ch. N-11)....	(190 200 000)	190 200 000	.....	.....
Total non-budgétaire.....	(190 200 000)	190 200 000	.....	.....
Total de l'organisme	2 032 009 000	(2 032 009 000)	.....	.....
Agence canadienne d'évaluation environnementale				
30a Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice générés par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	17 116 251	.....	.....	17 116 251
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 953 000	.....	.....	1 953 000
Total de l'organisme	19 069 251	.....	.....	19 069 251
Bureau de l'infrastructure du Canada				
35b Dépenses de fonctionnement	3 925 500	(3 925 500)	.....	.....
40b Contributions	101 739 500	(101 739 500)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 445 000	(1 445 000)	.....	.....
Total de l'organisme	107 110 000	(107 110 000)	.....	.....

*Voir la note au bas de la page 146.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Agence Parcs Canada				
45b Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 000 000 \$ du crédit 50 (Environnement), de 3 068 942 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) et de 562 200 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	378 610 916	6 631 142	8 190 467	393 432 525
50b Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques.....	5 000 000	(3 000 000)	.....	2 000 000
(L) Dépenses qui équivalent aux revenus résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	78 000 000	.....	.....	78 000 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	42 769 000	.....	.....	42 769 000
Total de l'organisme.....	504 379 916	3 631 142	8 190 467	516 201 525
Total du portefeuille.....	3 530 735 193	(2 139 487 858)	8 190 468	1 399 437 803

* En vertu du décret C.P. 2004-0323, transfert de la responsabilité à l'égard de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, de la Société immobilière du Canada limitée et de la Queens Quay West Land Corporation du ministère de l'Environnement au Bureau de l'infrastructure du Canada (4 000 000 \$) .

En vertu des décrets C.P. 2004-0863 et C.P. 2004-0864, le ministre du Travail est chargé de l'application de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* et de l'application de la *Loi nationale sur l'habitation* (2 032 009 000 \$ y compris les avances consenties en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*) .

En vertu du décret C.P. 2004-0868, transfert de la responsabilité à l'égard du Bureau de l'infrastructure du Canada du ministre de l'Environnement au ministre d'État (Infrastructure et collectivités) (107 110 000 \$ incluant les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés) .

En vertu du décret C.P. 2004-0880, transfert de la responsabilité du Groupe de la politique sur les endroits historiques du ministère du Patrimoine canadien à l'Agence Parcs Canada (3 631 142 \$) .

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Environnement demande des fonds pour les postes suivants :				
Réalignement des ressources pour répondre aux besoins de contribution supplémentaires.....	.....	.....	10 634	10 634
Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	419	370	.....	789
Fonds à l'appui de la contribution du Canada au Projet de séquestration du carbone de concert avec Canards Illimités Canada.....	.....	.....	300	300
Fonds pour mener des activités qui créeront des débouchés pour les jeunes (Stratégie emploi jeunesse) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	.....	90	90
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	65	.....	.....	65
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	55	.....	.....	55
Fonds consacrés à l'accord de contribution du Coast Salish Sea Council dans le cadre du Plan d'action du bassin de Georgia.....	.....	.....	45	45
Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada (Initiative fédérale Prêcher par l'exemple) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	20	.....	20
Fonds à l'appui du Programme sur les pesticides de l'Organisation de coopération et de développement économiques.....	20	.....	.....	20
Fonds affectés à la Canadian Aboriginal Science and Technology Society.....	.....	.....	15	15
Montant brut	559	390	11 084	12 033
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	559	390	1 205	2 154
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	.....	9 879	9 879
Montant net	.....	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 558 545 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : d'un virement à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la mise en œuvre d'un nouveau cadre financier applicable à la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (36 000 \$); de la réaffectation de fonds de fonctionnement liés au programme de soutien analytique et de partenariat sur le changement climatique (158 144 \$); et d'une diminution des besoins de fonctionnement obtenue au moyen de différents modes d'exécution des programmes (364 401 \$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 390 000 \$ sont disponibles à même le crédit suite à une diminution des besoins en capital liés à la transformation et au renouvellement du mandat du Service météorologique du Canada.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 11 084 456 \$ sont disponibles : 1 205 000 \$ à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contribution liés au Plan d'action St-Laurent (980 000 \$); et au programme de soutien analytique et de partenariat sur le changement climatique (225 000 \$). 9 879 456 \$ du crédit 1 (8 492 171 \$) et du crédit 5 (1 387 285 \$) par suite d'une diminution des besoins de fonctionnement et en capital.

ENVIRONNEMENT

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Prévisions météorologiques et environnementales</i>		
Subventions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement	8 225	.....
Total des subventions brutes	8 225	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Un environnement sain</i>		
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	417 828	.....
Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable..	3 524 459	.....
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	642 200	.....
Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes d'Horizons Sciences	36 885	.....
	4 621 372	.....
<i>Nature</i>		
Contributions à l'appui des initiatives liés à l'environnement et au développement durable..	2 344 921	.....
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	1 242 805	.....
Contributions pour le Service écojeunesse international et le Programme de stages pour les jeunes d'Horizons Sciences	106 330	.....
	3 694 056	.....
<i>Prévisions météorologiques et environnementales</i>		
Contributions à l'appui des activités de recherche-développement en environnement.....	2 374 673	.....
Contributions à l'appui des engagements internationaux du Canada.....	386 131	.....
	2 760 804	.....
Total des contributions brutes	11 076 232	.....
Total des paiements de transfert bruts	11 084 457	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	11 084 456	.....
Paiements de transfert nets	1	.....

ENVIRONNEMENT

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 45
Fonds supplémentaires pour la lutte contre les incendies de forêt dans les parcs nationaux.....	9 334
Fonds supplémentaires relatifs au transfert de la responsabilité de l'Initiative des endroits historiques du ministère du Patrimoine canadien à l'Agence Parcs Canada en vertu de la <i>Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique</i>	3 631
Fonds supplémentaires pour des réparations urgentes apportées au canal Rideau à Kingston (Ontario).....	3 000
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	905
Montant brut	16 870
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 049
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	6 631
Montant net	8 190

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 45 : Des fonds autorisés totalisant 8 680 175 \$ sont disponibles : 2 049 033 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (1 153 652 \$); de rajustements associés au redressement de l'autorisation de dépenser pluriannuelle de l'Agence Parcs Canada (849 781 \$); et du transfert au ministère de l'Environnement de l'accord de contribution au Coast Salish Sea Council dans le cadre du Plan d'action du bassin de Georgia (45 600 \$). Un montant de 6 631 142 \$ est également disponible des crédits 1 et 5 (Patrimoine canadien) en raison du transfert de responsabilité de l'Initiative des endroits historiques (3 631 142 \$) et du crédit 50 (Environnement) en raison d'une diminution des paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques (3 000 000 \$) .

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
<i>Gérance des endroits du patrimoine national</i>		
Contributions à l'appui de l'Initiative des endroits historiques	3 068 942	.....
Total des paiements de transfert bruts	3 068 942	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	3 068 942	.....
Paiement de transfert net requis	.....	.....

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Ministère				
Programme des politiques économiques, sociales et financières				
1b Dépenses de fonctionnement	87 635 100	(170 435)	.....	87 464 665
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 170 435 \$ du crédit 1 (Finances) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	816 000 000	170 435	34 229 565	850 400 000
(L) Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Paiements à l'Association internationale de développement.....	292 420 000	.....	.....	292 420 000
(L) Paiements à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international	8 200 000	.....	.....	8 200 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 126 000	.....	.....	12 126 000
(L) Achat de la monnaie canadienne.....	73 000 000	.....	.....	73 000 000
Total budgétaire	1 289 451 070	.....	34 229 565	1 323 680 635
L10 Émission et paiement de billets à vue à l'Association internationale de développement	1	.....	.....	1
L11b Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 23 982 872 \$US en faveur de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), même si l'équivalent de cette somme en dollars canadiens évalué à 28 787 507 \$ le 13 janvier 2005 peut varier à la hausse, afin de maintenir la valeur en dollars américains des souscriptions au capital initiales de la BIRD.....	.....	.....	1	1
(L) Émission de billets à vue à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital	10 228 000	.....	.....	10 228 000
(L) Paiements et encaissement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital.....	17 047 000	.....	.....	17 047 000
(L) Émission d'un prêt à la Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance du Fonds monétaire international	105 000 000	.....	.....	105 000 000
Total non-budgétaire.....	132 275 001	.....	1	132 275 002
Total du Programme	1 421 726 071	.....	34 229 566	1 455 955 637
Programme du service de la dette publique				
(L) Frais d'intérêt et autres coûts	35 400 000 000	.....	(722 335 378)	34 677 664 622
Total du Programme	35 400 000 000	.....	(722 335 378)	34 677 664 622

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Ministère				
Programme fédéral de transferts aux provinces				
15b Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux	1 785 000 000	.....	184 156 990	1 969 156 990
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	.....	32 000 000
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	9 660 000 000	.....	(601 000 000)	9 059 000 000
(L) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	12 650 000 000	.....	.....	12 650 000 000
(L) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	7 900 000 000	.....	.....	7 900 000 000
(L) Transfert visant la réforme du système de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	1 500 000 000	.....	.....	1 500 000 000
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(579 000 000)	.....	(3 000 000)	(582 000 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	(2 696 000 000)	.....	69 000 000	(2 627 000 000)
(L) Fiducie pour l'immunisation et la santé publique 2004	400 000 000	.....	.....	400 000 000
(L) Paiement unique de péréquation à la Saskatchewan.....	120 000 000	.....	.....	120 000 000
(L) Paiement de péréquation à la Nouvelle-Écosse	21 000 000	.....	.....	21 000 000
Total du Programme	30 793 000 000	.....	(350 843 010)	30 442 156 990
Total du Ministère.....	67 614 726 071	.....	(1 038 948 822)	66 575 777 249
Vérificateur général				
20a Dépenses du Programme.....	66 142 000	.....	.....	66 142 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 506 000	.....	.....	9 506 000
Total de l'organisme	75 648 000	.....	.....	75 648 000
Tribunal canadien du commerce extérieur				
25a Dépenses du Programme.....	8 563 250	.....	.....	8 563 250
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 482 000	.....	.....	1 482 000
Total de l'organisme	10 045 250	.....	.....	10 045 250
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada				
30a Dépenses du Programme.....	29 101 237	.....	.....	29 101 237
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 900 000	.....	.....	2 900 000
Total de l'organisme	32 001 237	.....	.....	32 001 237

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Bureau du surintendant des institutions financières				
35a Dépenses du Programme.....	712 000	.....	.....	712 000
(L) Dépense des revenus conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i>	1	.....	.....	1
Total de l'organisme	712 001	.....	.....	712 001
Total du portefeuille.....	67 733 132 559	.....	(1 038 948 822)	66 694 183 737

FINANCES

Ministère

Programme des politiques économiques, sociales et financières

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances – <i>Programme des politiques économiques, sociales et financières</i> – demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 5
Fonds supplémentaires à l'appui de la participation du Canada à la réduction de la dette multilatérale comme moyen d'aider les pays en développement pauvres à entreprendre des réformes économiques saines visant à favoriser le développement et la croissance.....	34 400
Montant brut	34 400
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	170
Montant net	34 230

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 170 435 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale.

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Organismes financiers internationaux</i>		
Subvention au Fonds en fiducie des pays pauvres très endettés de la Banque mondiale.....	34 400 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	34 400 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	170 435	.....
Paiements de transfert nets	34 229 565	.....

Programme du service de la dette publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances – *Programme du service de la dette publique* – demande des fonds pour les postes suivants :

<u>Législatif</u>	<u>Total</u>
Révision des frais de la dette en raison des taux d'intérêt moins élevés que prévu	(722 335)
Réduction des besoins de fonctionnement de l'agence Placements Épargne Canada, un organisme de service spécial au sein du ministère des Finances, liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration central.	(10 665)
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	10 665
	(722 335)

FINANCES

Ministère

Programme fédéral de transferts aux provinces

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances – <i>Programme fédéral de transferts aux provinces</i> – demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 15</u>	<u>Législatif</u>	<u>Total</u>
Nouvelles prévisions relatives aux paiements de transfert aux gouvernements provinciaux et territoriaux*.....	184 500	(535 000)	(350 500)
Montant brut	184 500	(535 000)	(350 500)
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	343	.....	343
Montant net	184 157	(535 000)	(350 843)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 343 010 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un virement au ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien lié au transfert des responsabilités de programmes et services au gouvernement du Yukon.

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Autres paiements de transfert</u>		
<i>Paiements de transfert</i>		
Paiements de transfert aux gouvernements territoriaux.....	184 500 000	.....
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	(601 000 000)
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	(3 000 000)
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>).....	.....	69 000 000
Total des paiements de transfert bruts	184 500 000	(535 000 000)
Moins : <i>Fonds disponibles</i>	343 010	.....
Paiements de transfert nets	184 156 990	(535 000 000)

* L'avance de fonds d'un montant de 53 613 233 \$ provient du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 3 013 500 \$ du crédit 5 (Industrie) et de 8 290 796 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	440 452 361	10 947 196	1	451 399 558
5b Dépenses en capital.....	8 575 000	(3 013 500)	.....	5 561 500
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	953 802 604	(8 290 796)	1	945 511 809
(L) Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Paiements d'assurance en vertu du Programme d'expansion des entreprises et garanties en vertu du Programme de développement industriel et régional....	10 000 000	.....	.....	10 000 000
(L) Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada.....	(16 777 000)	.....	.....	(16 777 000)
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	16 630 000	.....	(1 630 000)	15 000 000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	89 540 000	.....	(9 340 000)	80 200 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 360 000	.....	.....	62 360 000
(L) Garanties d'emprunt en vertu de l'alinéa 14(1)b) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>.....	.....	.....	1 996 713	1 996 713
Total budgétaire	1 564 652 935	(357 100)	(8 973 285)	1 555 322 550
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total non-budgétaire.....	800 000	.....	.....	800 000
Total du Ministère.....	1 565 452 935	(357 100)	(8 973 285)	1 556 122 550
Agence spatiale canadienne				
25b Dépenses de fonctionnement	131 330 643	.....	.....	131 330 643
30b Dépenses en capital.....	139 440 359	(2 499 999)	.....	136 940 360
35b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 499 999 \$ du crédit 30 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	46 560 000	2 499 999	1	49 060 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 987 000	.....	.....	9 987 000
Total de l'organisme	327 318 002	.....	1	327 318 003
Commission canadienne du tourisme				
40 Dépenses du Programme.....	78 821 000	.....	.....	78 821 000
Total de l'organisme	78 821 000	.....	.....	78 821 000
Tribunal de la concurrence				
45a Dépenses du Programme.....	1 547 850	.....	.....	1 547 850
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	173 000	.....	.....	173 000
Total de l'organisme	1 720 850	.....	.....	1 720 850

*Voir la note au bas de la page 157.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Commission du droit d'auteur				
50a Dépenses du Programme.....	2 315 500	.....	.....	2 315 500
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	332 000	.....	.....	332 000
Total de l'organisme	2 647 500	.....	.....	2 647 500
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec				
55b Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement	10 546 000	(10 546 000)	.....	.....
60b Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	95 140 000	(95 140 000)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 347 000	(5 347 000)	.....	.....
Total de l'organisme	111 033 000	(111 033 000)	.....	.....
Conseil national de recherches du Canada				
65b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 624 783 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	387 307 547	624 783	1	387 932 331
70b Dépenses en capital.....	72 167 000	(4 874 782)	.....	67 292 218
75b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 249 999 \$ du crédit 70 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	133 882 000	4 249 999	1	138 132 000
(L) Dépense des revenus conformément à l'alinéa 5.1e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i>	75 095 000	.....	.....	75 095 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	47 310 000	.....	.....	47 310 000
Total de l'organisme	715 761 547	.....	2	715 761 549
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie				
80b Dépenses de fonctionnement	34 249 350	.....	.....	34 249 350
85b Subventions inscrites au Budget des dépenses	772 446 651	.....	1	772 446 652
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 901 000	.....	.....	3 901 000
Total de l'organisme	810 597 001	.....	1	810 597 002
Conseil de recherches en sciences humaines				
90b Dépenses de fonctionnement	21 877 760	(466 060)	.....	21 411 700
95b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 466 060 \$ du crédit 90 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	501 170 000	466 060	501 940	502 138 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 214 000	.....	.....	2 214 000
Total de l'organisme	525 261 760	.....	501 940	525 763 700

*Voir la note au bas de la page 157.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Budgets des dépenses précédents	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transfert*	Nouveau crédit	
Conseil canadien des normes				
100 Paiements au Conseil canadien des normes.....	6 924 000	.....	.....	6 924 000
Total de l'organisme	6 924 000	.....	.....	6 924 000
Statistique Canada				
105b Dépenses du Programme.....	388 588 988	.....	2 825 748	391 414 736
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	68 533 000	.....	.....	68 533 000
Total de l'organisme	457 121 988	.....	2 825 748	459 947 736
Total du portefeuille.....	4 602 659 583	(111 390 100)	(5 645 593)	4 485 623 890

* En vertu du décret C.P. 2003-2050, transfert de la responsabilité des Centres du commerce international et de la Direction générale du commerce du ministère de l'Industrie au ministère du Commerce international (357 100 \$) .

En vertu du décret C.P. 2004-0866, transfert de la responsabilité de l'Agence du ministre de l'Industrie au ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la Francophonie (111 033 000 \$ y compris les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés) .

INDUSTRIE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 10	Total
Industrie demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds consacrés au maintien et au renforcement de la place qu'occupe le Canada en tant que principal acteur dans la recherche-développement en génomique et protéomique .....	.....	60 000	60 000
Fonds à l'appui de l'investissement stratégique en matière d'innovation dans le cadre de Partenariat technologique Canada	2 551	25 072	27 623
Besoins de fonctionnement supplémentaires pour le Bureau de la concurrence afin de renforcer l'application des dispositions de la <i>Loi sur la concurrence</i>	7 671	.....	7 671
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	1 662	.....	1 662
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>)	340	.....	340
Initiatives visant à réduire sensiblement les formalités administratives des petites et moyennes entreprises (Initiative d'allègement du fardeau de la paperasserie)	292	.....	292
Initiative nationale conçue dans le but de renforcer le réseau d'institutions financières autochtones et de rendre les capitaux plus disponibles et abordables en vue de prêts au développement .....	.....	238	238
Fonds pour des projets dans les régions du Nord-Est de l'Ontario et du Nord-Ouest du Québec à l'appui de l'industrie minière .....	.....	86	86
Fonds supplémentaires à l'appui de la gestion des contributions versées aux municipalités en vertu du Programme fédéral d'infrastructure (<i>poste horizontal</i>)	67	.....	67
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>)	25	.....	25
Montant brut	12 608	85 396	98 004
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 304	85 396	86 700
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	11 304	.....	11 304
Montant net	.....	.....	.....

Législatif

Paiements à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de l'alinéa 14(1)b) de <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	1 997
Paiements à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	(1 630)
Paiements à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	(9 340)
	(8 973)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 12 608 099 \$ sont disponibles : 1 303 803 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (1 258 803 \$); et d'un virement à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la mise en œuvre d'un nouveau cadre financier applicable à la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (45 000 \$). 3 013 500 \$ du crédit 5 en raison de fonds pour dépenses en capital non utilisés à la suite de retards accumulés dans plusieurs projets d'immobilisations. 8 290 796 \$ du crédit 10 suite au report de fonds pour le Programme pilote sur les services à large bande pour le développement rural et du Nord aux exercices ultérieurs.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 85 395 911 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : du report de fonds de plusieurs contributions dans le cadre notamment du Programme pilote sur les services à large bande pour le développement rural et du Nord (53 209 204 \$), du Mécanisme de financement structuré (7 000 000 \$), du Fonds de développement de l'Est de l'Ontario (6 000 000 \$), de Partenariat technologique Canada (4 300 000 \$), et du programme Francommunautés virtuelles (600 000 \$); en raison d'un virement à l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec afin de venir en aide à l'industrie canadienne du vêtement et du textile (750 000 \$); d'un virement à Affaires indiennes et du Nord canadien pour le financement d'organismes autochtones nationaux chargés d'élaborer des politiques en prévision des séances de suivi de la Table ronde Canada-Autochtones d'avril 2004 (175 000 \$); d'un virement à Patrimoine canadien pour une contribution au Centre d'avancement et de leadership en développement économique communautaire de la Huronie (CALDECH), un organisme à but non lucratif, pour répondre aux besoins à court terme des francophones du comté de Simcoe, Ontario (100 000 \$); et d'une diminution des besoins en contribution (13 261 707 \$).

INDUSTRIE

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Développement sectoriel de l'industrie</i>		
Subvention à Génome Canada	60 000 000	.....
Total des subventions brutes	60 000 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Développement sectoriel de l'industrie</i>		
Contributions en vertu du Programme de partenariat technologique Canada	25 072 216	.....
Contributions en vertu du Programme d'Entreprise autochtone Canada	238 000	.....
Contribution en vertu du Fonds de développement du Nord de l'Ontario	85 695	.....
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> .....	.....	(1 630 000)
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> .....	.....	(9 340 000)
(L) Obligations contractées pour paiement législatif de garanties d'emprunt en vertu de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i> .....	.....	1 996 713
Total des contributions brutes	25 395 911	(8 973 287)
Total des paiements de transfert bruts	85 395 911	(8 973 287)
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	85 395 911	.....
Paiements de transfert nets	.....	(8 973 287)

INDUSTRIE

Agence spatiale canadienne

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 25	Crédit 30	Crédit 35	Total
L'Agence spatiale canadienne demande des fonds pour les postes suivants :				
Activités accrues relatives au programme de l'Agence spatiale européenne pour l'étape préparatoire du programme d'exploration spatiale Aurora, la recherche et le développement de nouveaux systèmes de télécommunications et l'élaboration d'un instrument scientifique canadien qui doit faire partie d'une mission d'observation de la Terre.....	.....	.....	2 500	2 500
Réinvestissement des redevances de la vente des données provenant du satellite Radarsat-1.....	.....	1 642	.....	1 642
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	25	.....	.....	25
Montant brut	25	1 642	2 500	4 167
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	25	1 642	.....	1 667
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	.....	2 500	2 500
Montant net	.....	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 25 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale.

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 1 641 719 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de : l'accident de la navette Columbia qui a reporté les activités liées aux expériences sur la vie dans l'espace et la microgravité (978 719 \$), la décision de l'Agence japonaise pour le développement de l'espace de retirer son offre d'intégrer l'instrument SWIFT (Stratospheric Wind Interferometer for Transport) dans le cadre d'une étude (324 000 \$) et des délais associés à deux autres projets issus de défis techniques et de changements de programme (339 000 \$) .

Crédit 35 : Des fonds autorisés de 2 499 999 \$ sont disponibles du crédit 30 en raison d'une diminution des activités liées au programme des sciences spatiales et de la microgravité.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Connaissances de l'espace, applications et développement industriel</i>		
Contributions au termes de l'Accord de coopération entre le Canada et l'Agence spatiale européenne (ASE).....	2 500 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	2 500 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	2 499 999	.....
Paiements de transfert nets	1	.....

INDUSTRIE

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 65	Crédit 75	Total
Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds supplémentaires consacrés à des stratégies d'innovation et de commercialisation régionales visant à faciliter l'accès des petites entreprises à la recherche et à l'expertise disponible.....	692	4 250	4 942
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 000	.....	1 000
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	149	.....	149
Montant brut	1 841	4 250	6 091
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 216	.....	1 216
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	625	4 250	4 875
Montant net	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 65 : Des fonds autorisés totalisant 1 840 666 \$ sont disponibles : 1 215 883 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale et un montant de 624 783 \$ est disponible du crédit 70 en raison du report de fonds pour la construction d'un centre d'innovation aux exercices ultérieurs.

Crédit 75 : Des fonds autorisés totalisant 4 250 000 \$ sont disponibles du crédit 70 en raison de retards dans l'exécution de certains grands projets d'immobilisations tels que la construction d'un centre d'innovation; la création du Centre de recherche sur les infrastructures durables et la rénovation de l'Institut des biosciences marines.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Soutien à l'innovation et à l'infrastructure scientifique et technologique nationale</i>		
Contributions à des entreprises canadiennes pour développer, adapter et exploiter des innovations technologiques.....	4 250 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	4 250 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	4 249 999	.....
Paiements de transfert nets	1	.....

Coût total estimatif	Dépenses estimatives 2004-2005
----------------------------	--------------------------------------

(en milliers de dollars)

Nouveaux grands projets d'immobilisations

(À titre d'information seulement)

Recherche et innovation technologique

QUÉBEC		
Installation pour la fabrication alternative de nanomatériaux.....	2 150	1 500
ONTARIO		
Amélioration du site Web de l'organisation NRCnet.....	1 150	1 150
MANITOBA		
Système d'imagerie par résonance magnétique de haute résolution pour des applications destinées à des êtres humains.....	1 900	1 900

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Crédit 80</u>	<u>Crédit 85</u>	<u>Total</u>
Subvention à l'Université de Waterloo pour financer la recherche liée au chiffrement pour la communication sans fil.....	.....	100	100
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	2	.....	2
Montant brut	2	100	102
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2	100	102
Montant net	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 80 : Des fonds autorisés de 2 335 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale.

Crédit 85 : Des fonds autorisés de 99 999 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de fonds mis de côté pour l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement de 1 milliard de dollars.

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Appui à la recherche et à l'érudition</i>		
Subventions et bourses.....	100 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	100 000	.....
Moins : <i>Fonds disponibles</i>	99 999	.....
Paiements de transfert nets	1	.....

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 95
Fonds à l'appui du multiculturalisme au Canada grâce à des recherches pertinentes dans des domaines comme la compréhension interculturelle et le racisme (initiative conjointe sur les questions de multiculturalisme dans la société canadienne).....	400
Soutien aux Centres d'excellence pour favoriser et financer les recherches stratégiques liées à l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis).....	349
Fonds pour élargir le Réseau de recherche sur la gestion des océans qui renforce les liens entre les chercheurs œuvrant dans les domaines des sciences humaines, des sciences naturelles et de l'ingénierie liés à la gestion des océans et les universités et autres secteurs et institutions.....	219
Montant brut	968
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	466
Montant net	502

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 95 : Des fonds autorisés totalisant 466 060 \$ sont disponibles du crédit 90 en raison de la diminution des besoins de fonctionnement (348 750 \$) et de la réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (117 310 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
<u>Subventions</u>		
<i>Appui à la recherche et l'érudition</i>		
Subventions et bourses.....	968 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	968 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	466 060	.....
Paiements de transfert nets	501 940	.....

Statistique Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Statistique Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 105
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	1 733
Fonds destinés à une étude de faisabilité sur les exigences du ministère des Finances relatives aux données sur l'assiette de l'impôt foncier servant aux calculs du Programme de péréquation.....	1 182
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	45
Montant brut	2 960
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	134
Montant net	2 826

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 105 : Des fonds autorisés totalisant 133 931 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (108 931 \$) et d'un virement à Affaires indiennes et du Nord canadien pour des fonds versés aux organisations autochtones nationales pour qu'elles mènent des travaux stratégiques visant à préparer les séances de suivi de la Table ronde Canada-Autochtones d'avril 2004 (25 000 \$).

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 034 969 \$ du crédit 5 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	537 792 224	9 034 969	7 596 745	554 423 938
5b Subventions et contributions.....	391 129 000	(9 034 969)	.....	382 094 031
(L) Ministre de la Justice – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 264 000	.....	.....	81 264 000
Total du Ministère.....	1 010 255 194	.....	7 596 745	1 017 851 939
Commission canadienne des droits de la personne				
10a Dépenses du Programme.....	20 070 000	.....	.....	20 070 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 453 000	.....	.....	2 453 000
Total de l'organisme	22 523 000	.....	.....	22 523 000
Tribunal canadien des droits de la personne				
15a Dépenses du Programme.....	4 697 915	.....	.....	4 697 915
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	383 000	.....	.....	383 000
Total de l'organisme	5 080 915	.....	.....	5 080 915
Commissaire à la magistrature fédérale				
20b Dépenses de fonctionnement	8 637 013	.....	50 000	8 687 013
25b Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 602 250	.....	420 000	2 022 250
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	327 076 000	.....	.....	327 076 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	936 000	.....	.....	936 000
Total de l'organisme	338 251 263	.....	470 000	338 721 263
Service administratif des tribunaux judiciaires				
30a Dépenses du Programme.....	49 887 999	.....	.....	49 887 999
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 641 000	.....	.....	6 641 000
Total de l'organisme	56 528 999	.....	.....	56 528 999
Commission du droit du Canada				
35b Dépenses du Programme.....	2 966 000	.....	147 150	3 113 150
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	184 000	.....	.....	184 000
Total de l'organisme	3 150 000	.....	147 150	3 297 150

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada				
<i>Programme du Commissariat à l'information du Canada</i>				
40b Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	4 443 000	.....	410 575	4 853 575
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	726 000	.....	.....	726 000
Total du Programme.....	5 169 000	.....	410 575	5 579 575
<i>Programme du Commissariat à la protection de la vie privée du Canada</i>				
45a Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme et contributions.....	10 358 190	.....	.....	10 358 190
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	781 000	.....	.....	781 000
Total du Programme.....	11 139 190	.....	.....	11 139 190
Total de l'organisme.....	16 308 190	.....	410 575	16 718 765
Cour suprême du Canada				
50a Dépenses du Programme.....	21 064 950	.....	.....	21 064 950
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat.....	4 461 000	.....	.....	4 461 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés.....	2 553 000	.....	.....	2 553 000
Total de l'organisme.....	28 078 950	.....	.....	28 078 950
Total du portefeuille.....	1 480 176 511	.....	8 624 470	1 488 800 981

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1
Justice demande des fonds pour les postes suivants :	
Réalignement des fonds à la suite de la mise en œuvre de mesures liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	9 035
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>).....	6 052
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>).....	2 220
Fonds supplémentaires pour la prestation de services juridiques à l'Agence des douanes et du revenu du Canada.....	184
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>).....	67
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct).....	60
Montant brut	17 618
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	986
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	9 035
Montant net	7 597

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 10 021 312 \$ sont disponibles : 986 343 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale; et 9 034 969 \$ du crédit 5 en raison des fonds affectés à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement d'un milliard de dollars.

Commissaire à la magistrature fédérale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 20	Crédit 25	Total
Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :			
Coûts relatifs à une enquête disciplinaire visant un juge de la Cour supérieure de justice de l'Ontario.....	.....	420	420
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	50	.....	50
	50	420	470

JUSTICE
Commission du droit du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission du droit du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 35
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	147

Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada
Programme du Commissariat à l'information du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada – <i>Programme du Commissariat à l'information du Canada</i> – demandent des fonds pour les postes suivants :	Crédit 40
Fonds supplémentaires à l'appui d'activités telles que les enquêtes, les communications et l'embauche d'un agent financier supérieur à temps plein	411

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Sénat				
1b Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les revenus perçus, inhérents aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice.....	45 514 450	.....	1 740 000	47 254 450
(L) Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires, et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	22 380 850	.....	.....	22 380 850
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 657 200	.....	.....	5 657 200
Total de l'organisme	73 552 500	.....	1 740 000	75 292 500
Chambre des communes				
5b Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les revenus de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes.	228 342 527	.....	14 179 135	242 521 662
(L) Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	106 763 160	.....	2 307 300	109 070 460
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 687 001	.....	.....	31 687 001
Total de l'organisme	366 792 688	.....	16 486 435	383 279 123
Bibliothèque du Parlement				
10 Dépenses du Programme.....	26 066 000	.....	.....	26 066 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 372 000	.....	.....	4 372 000
Total de l'organisme	30 438 000	.....	.....	30 438 000
Commissariat à l'éthique				
12a Dépenses du Programme.....	3 718 700	.....	.....	3 718 700
Total de l'organisme	3 718 700	.....	.....	3 718 700
Total du portefeuille.....	474 501 888	.....	18 226 435	492 728 323

PARLEMENT

Sénat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Sénat demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1
Coûts de fonctionnement supplémentaires	1 740

Chambre des communes

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Chambre des communes demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 5	Législatif	Total
Coûts de fonctionnement supplémentaires	14 179	.....	14 179
	14 179	.....	14 179
 (L) Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d’allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires .....	.....	2 307	2 307
	14 179	2 307	16 486

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement	239 662 571	(562 200)	6 032 717	245 133 088
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	959 394 746	(3 068 942)	42 053 415	998 379 219
(L) Traitements des lieutenants-gouverneurs.....	1 030 000	.....	.....	1 030 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i>	637 000	.....	.....	637 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Lieutenants-gouverneurs précédents.....	182 000	.....	.....	182 000
(L) Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 944 000	.....	.....	25 944 000
Total budgétaire	1 226 920 287	(3 631 142)	48 086 132	1 271 375 277
L10 Prêts à des établissements et à des administrations en vertu de la <i>Loi sur l'exportation et l'importation de biens culturels</i>	10 000	.....	.....	10 000
Total du Ministère.....	1 226 930 287	(3 631 142)	48 086 132	1 271 385 277
Conseil des Arts du Canada				
15b Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi.....	151 031 250	.....	3 353 540	154 384 790
Total de l'organisme	151 031 250	.....	3 353 540	154 384 790
Société Radio-Canada				
20b Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 112 000 \$ du crédit 30 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	927 442 000	1 112 000	1	928 554 001
25 Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
30b Paiements à la Société Radio-Canada pour couvrir les dépenses en capital.....	102 869 000	(1 112 000)	.....	101 757 000
Total de l'organisme	1 034 311 000	.....	1	1 034 311 001
Musée canadien des civilisations				
35a Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	96 334 750	.....	.....	96 334 750
Total de l'organisme	96 334 750	.....	.....	96 334 750
Musée canadien de la nature				
40a Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	61 122 000	.....	.....	61 122 000
Total de l'organisme	61 122 000	.....	.....	61 122 000
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes				
45a Dépenses du Programme.....	500 001	.....	.....	500 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 120 000	.....	.....	6 120 000
Total de l'organisme	6 620 001	.....	.....	6 620 001

*Voir la note au bas de la page 173.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour	
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit		
Bibliothèque et Archives du Canada					
46b	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction – Pour autoriser le virement au présent crédit de 12 265 750 \$ du crédit 50 (Patrimoine canadien) et de 8 818 000 \$ du crédit 90 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	70 951 867	21 083 750	9 640 000	101 675 617
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	.....	12 126 000	.....	12 126 000
	Total de l'organisme	70 951 867	33 209 750	9 640 000	113 801 617
Archives nationales du Canada					
50b	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les revenus produits pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à du matériel archivistique et à sa reproduction	12 265 750	(12 265 750)	.....	.....
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 831 000	(6 831 000)	.....	.....
	Total de l'organisme	19 096 750	(19 096 750)	.....	.....
Société du Centre national des Arts					
55b	Paiements à la Société du Centre national des Arts.....	32 297 000	.....	77 300	32 374 300
	Total de l'organisme	32 297 000	.....	77 300	32 374 300
Commission des champs de bataille nationaux					
60a	Dépenses du Programme.....	6 970 248	.....	.....	6 970 248
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1 (1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 400 000	.....	.....	1 400 000
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	423 000	.....	.....	423 000
	Total de l'organisme	8 793 248	.....	.....	8 793 248
Commission de la capitale nationale					
65a	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	67 178 000	.....	.....	67 178 000
70	Paiement à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	64 393 000	.....	.....	64 393 000
	Total de l'organisme	131 571 000	.....	.....	131 571 000
Office national du film					
75b	Fonds renouvelable de l'Office national du film – Déficit de fonctionnement.....	66 561 031	.....	215 000	66 776 031
(L)	Fonds renouvelable de l'Office national du film.....	10 000	.....	.....	10 000
	Total de l'organisme	66 571 031	.....	215 000	66 786 031

*Voir la note au bas de la page 173.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Musée des beaux-arts du Canada				
80a Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	36 585 000	.....	.....	36 585 000
85 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000
Total de l'organisme	44 585 000	.....	.....	44 585 000
Bibliothèque nationale				
90b Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses	8 818 000	(8 818 000)	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 295 000	(5 295 000)	.....	.....
Total de l'organisme	14 113 000	(14 113 000)	.....	.....
Musée national des sciences et de la technologie				
95a Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	29 802 094	.....	.....	29 802 094
Total de l'organisme	29 802 094	.....	.....	29 802 094
Commission de la fonction publique				
100b Dépenses du Programme.....	82 985 563	.....	.....	82 985 563
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 145 000	.....	.....	19 145 000
(L) Fonds renouvelable du perfectionnement et de la formation du personnel	(87 000)	.....	.....	(87 000)
Total de l'organisme	102 043 563	.....	.....	102 043 563
Commission des relations de travail dans la fonction publique				
105a Dépenses du Programme.....	8 823 670	.....	.....	8 823 670
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	832 000	.....	.....	832 000
Total de l'organisme	9 655 670	.....	.....	9 655 670
Tribunal de la dotation de la fonction publique				
107a Dépenses du Programme.....	693 930	.....	.....	693 930
Total de l'organisme	693 930	.....	.....	693 930
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice				
110b Dépenses de fonctionnement	11 638 565	(109 999)	.....	11 528 566
115b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 109 999 \$ du crédit 110 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	10 750 000	109 999	1	10 860 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 480 000	.....	.....	1 480 000
Total de l'organisme	23 868 565	.....	1	23 868 566

*Voir la note au bas de la page 173.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Téléfilm Canada				
120a Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	129 674 000	.....	.....	129 674 000
Total de l'organisme	129 674 000	.....	.....	129 674 000
Total du portefeuille.....	3 260 066 006	(3 631 142)	61 371 974	3 317 806 838

* En vertu du décret C.P. 2004-0880, transfert de la responsabilité du Groupe de la politique sur les endroits historiques du ministère du Patrimoine canadien à l'Agence Parcs Canada (3 631 142 \$).

Le décret C.P. 2004-0731 fixe au 21 mai 2004 la date d'entrée en vigueur de divers articles de la *Loi sur la Bibliothèque et les Archives du Canada*, y compris la création de Bibliothèque et Archives Canada à la suite de la fusion des Archives nationales du Canada (19 096 750 \$ incluant les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés) et de la Bibliothèque nationale du Canada (14 113 000 \$ incluant les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés).

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds à l'appui des initiatives liées à la tenue des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver et Whistler en Colombie-Britannique (<i>poste horizontal</i>).....	.....	58 700	58 700
Réalignement des fonds à la suite de la mise en œuvre de mesures liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	10 632	.....	10 632
Fonds destinés aux célébrations du centenaire de l'Alberta et de la Saskatchewan en 2005 (<i>poste horizontal</i>).....	500	900	1 400
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux.....	.....	1 000	1 000
Subvention à la Fondation Hnatyshyn à l'appui du rôle essentiel des arts et des artistes.....	.....	900	900
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	416	.....	416
Subvention au Conseil de l'unité canadienne à l'appui du projet Les Canadiens en Europe.....	.....	328	328
Fonds visant à promouvoir la participation active de jeunes leaders canadiens dans l'ensemble du pays (Action Canada).....	.....	200	200
Fonds pour mener des activités qui créeront des débouchés pour les jeunes (Stratégie emploi jeunesse) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	142	142
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	140	.....	140
Contribution au Centre d'avancement et de leadership en développement économique communautaire de la Huronie (CALDECH), un organisme sans but lucratif, afin de répondre aux besoins à court terme des francophones du comté de Simcoe (Ontario).....	.....	100	100
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	38	.....	38
Montant brut	11 726	62 270	73 996
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 693	20 217	25 910
Montant net	6 033	42 053	48 086

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 5 693 216 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (2 589 676 \$); de virements au Conseil des Arts du Canada pour financer le projet de cybersite Terminus 1525 (600 000 \$), l'organisation d'une conférence de la société civile par la Commission canadienne pour l'UNESCO (25 000 \$), l'initiative Arts et apprentissage (25 000 \$) et la publication *Recherches sur les arts* et des rapports statistiques (23 540 \$); de virements à l'Office national du film du Canada pour financer des projets de publicité sous forme d'animation sur le Web pour des documentaires, un concours d'animation et Expo 2005 (215 000 \$); d'un virement aux Affaires indiennes et du Nord canadien à l'appui de projets de contenu culturel numérisé à l'intérieur du Portail des Autochtones au Canada (175 000 \$); d'un virement à la Bibliothèque et Archives du Canada pour la prestation de services de bibliothèque (40 000 \$); et d'une diminution des besoins au chapitre de la participation du Canada aux Expositions internationales (2 000 000 \$) .

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 20 216 888 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : de virements liés à l'essor des collectivités minoritaires de langues officielles aux Affaires étrangères (348 500 \$), Ressources humaines et Développement social (194 640 \$), Pêches et Océans (163 250 \$), Diversification de l'économie de l'Ouest (117 000 \$), Situation de la femme (110 000 \$), Santé Canada (101 100 \$), Centre national des Arts (77 300 \$), Citoyenneté et Immigration (65 201 \$), Affaires indiennes (65 000 \$), et Industrie Canada (25 000 \$); d'un virement au Conseil des Arts du Canada à l'appui de la mise en valeur du potentiel d'organismes du secteur des arts autochtones et de cultures diverses (2 500 000 \$); d'un virement à Ressources humaines et Développement des compétences pour financer des programmes nationaux à l'intention des autochtones (340 000 \$); d'un virement au Conseil de recherches en sciences humaines pour financer l'initiative conjointe sur les questions de multiculturalisme dans la société canadienne (400 000 \$); d'un virement au Conseil des Arts du Canada pour l'administration du Programme de diversité de la musique canadienne pour le développement de l'enregistrement sonore (300 000 \$); d'un virement à Développement social pour financer la Fédération canadienne des enseignantes et enseignants (75 000 \$); d'une diminution des besoins à l'égard du Programme de contestation judiciaire (2 500 000 \$), du Fonds des partenariats (700 000 \$) et de l'Initiative canadienne sur le bénévolat (503 000 \$); d'une diminution des besoins de subvention et contribution pour compenser la redistribution des fonds à la suite de la mise en œuvre de mesures liées à l'initiative pangouvernementale de réaffectation de fonds et autres contraintes de fonctionnement ministérielles (10 632 897 \$); et d'une diminution des besoins du Fonds du Canada pour les magazines (1 000 000 \$).

Paiements de transfert (dollars)

	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Développement culturel et patrimoine</i>		
Subventions aux éditeurs canadiens de périodiques admissibles servant à assumer une partie des coûts postaux	1 000 000	.....
Subvention à la Fondation Hnatyshyn.....	900 000	.....
	1 900 000	.....
<i>Identité canadienne</i>		
Subvention au Conseil de l'unité canadienne à l'appui du projet Les Canadiens en Europe ..	328 303	.....
Subvention à la Société du legs des Jeux de 2010.....	55 000 000	.....
	55 328 303	.....
Total des subventions brutes	57 228 303	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Identité canadienne</i>		
Contributions aux musées canadiens à l'appui de leurs programmes d'activités destinées au public	135 000	.....
Contribution à l'appui du programme Développement des communautés de langues officielle.....	107 000	.....
Contributions à des organismes à but non lucratif, à des institutions canadiennes, à des particuliers, aux secteurs public et privé et aux autres ordres de gouvernement pour favoriser la participation à la société canadienne et les activités du <i>Canada en fête!</i>	900 000	.....
Contributions à l'appui de l'initiative Échanges Canada	200 000	.....
Contributions pour le programme d'accueil des Jeux.....	3 700 000	.....
Total des contributions brutes	5 042 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	62 270 303	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	20 216 888	.....
Paiements de transfert nets	42 053 415	.....

PATRIMOINE CANADIEN

Conseil des Arts du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil des Arts du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 15
Fonds destinés à l'accroissement de la capacité organisationnelle des groupes diversifiés sur le plan culturel et les organisations autochtones dans le domaine des arts	2 500
Fonds consacrés à Terminus 1525, un forum gratuit sur Internet, où de jeunes artistes présentent leurs œuvres d'art.....	600
Fonds pour le Programme de diversité de la musique canadienne afin de soutenir le développement de l'environnement sonore	300
Fonds pour l'organisation d'une conférence de la société civile par la Commission canadienne pour l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).....	25
Fonds destinés à l'initiative Arts et apprentissage.....	25
Fonds pour le bulletin <i>Recherche sur les arts</i> et pour la production de rapports statistiques.....	24
Montant brut	3 474
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	120
Montant net	3 354

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 120 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des fonds mis de côté pour l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement de 1 milliard de dollars.

Société Radio-Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20
Fonds pour les services de radio et de télévision en français et en anglais	1 112
Montant brut	1 112
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	1 112
Montant net	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés de 1 112 000 \$ sont disponibles du crédit 30 en raison du réaligement des ressources pour pallier les tensions sur les dépenses de fonctionnement en cours liées aux services de radio et de télévision en français et en anglais.

PATRIMOINE CANADIEN
Bibliothèque et Archives du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Bibliothèque et Archives du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 46
Fusion des Archives nationales du Canada et de la Bibliothèque nationale.....	21 084
Hébergement des quartiers généraux de Bibliothèque et Archives du Canada à Place de la Cité, 550, boulevard de la Cité, Gatineau	9 350
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	250
Fonds à l'appui de la conception d'un modèle de prestation de services de bibliothèque aux Canadiens qui sont incapables de lire les caractères d'imprimerie normaux en raison d'une déficience visuelle, physique ou de perception.....	40
Montant brut	30 724
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	21 084
Montant net	9 640

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 46 : Des fonds autorisés totalisant 21 083 700 \$ sont disponibles du crédit 50 et du crédit 90 (Patrimoine canadien) en raison de la fusion des Archives nationales du Canada et de la Bibliothèque nationale.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Services, sensibilisation et appui</i>		
Conseil canadien des archives	150 000	.....
<i>Collections Canadiana et Services d'accès</i>		
Système international de données sur les publications en série	6 250	.....
<i>Administration de la Bibliothèque et des directions</i>		
Fédération internationale des associations de bibliothécaires et des bibliothèques	2 750	.....
Total des subventions brutes	159 000	.....
Contributions		
<i>Services, sensibilisation et appui</i>		
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets archivistiques qui mèneront à la mise sur pied d'un réseau national d'établissements canadiens d'archives, de fonds d'archives, d'activités et de services	278 392	.....
La communauté archivistique canadienne pour appuyer des projets relatifs à la conservation des documents d'archives, à la recherche en conservation et à la formation et l'information en matière de conservation.....	125 000	.....
Total des contributions brutes	403 392	.....
Total des paiements de transfert bruts	562 392	.....
Moins : Fonds disponibles	562 392	.....
Paiements de transfert nets	.....	.....

PATRIMOINE CANADIEN
Société du Centre national des Arts

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 55
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	77

Office national du film

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national du film demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 75
Fonds pour la mise sur pied et la gestion d'un concours d'œuvres animées pour le Web à l'occasion de l'Exposition universelle de 2005 à Aichi au Japon	125
Fonds visant à promouvoir deux productions de l'Office national du film en nomination pour un Oscar® : « Ryan » (meilleur court métrage d'animation) et « Hardwood » (meilleur documentaire de courte durée).....	75
Fonds consacrés à une étude portant sur le film documentaire réalisée en collaboration avec le Fonds canadien de télévision, Téléfilm Canada et d'autres partenaires	15
	215

Commission de la fonction publique

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la fonction publique demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 100
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	79
Montant brut	79
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	79
Montant net	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 100 : Des fonds autorisés totalisant 79 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement relatifs à la restructuration du système de recrutement de la fonction publique fédérale.

PATRIMOINE CANADIEN
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Condition féminine – Le Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 115
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	110
Montant brut	110
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	110
Montant net	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 115 : Des fonds autorisés de 109 999 \$ sont disponibles à partir du crédit 110 en raison d'un rajustement du budget du ministre d'État à la suite de la restructuration du gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Promotion de l'égalité entre les sexes</i>		
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne.....	110 000	.....
Total des paiements de transferts bruts	110 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	109 999	.....
Paiements de transfert nets	1	.....

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 513 055 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1 082 130 656	(17 194 945)	1	1 064 935 712
5b Dépenses en capital.....	210 343 000	(2 888 055)	.....	207 454 945
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses	140 518 466	(192 000)	1	140 326 467
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	121 988 000	.....	.....	121 988 000
Total du portefeuille.....	1 555 050 092	(20 275 000)	2	1 534 775 094

* En vertu du décret C.P. 2003-2090, transfert, du ministère des Pêches et Océans au ministère des Transports, de certains secteurs de la Direction générale des programmes maritimes (20 275 000 \$) .

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 1	Crédit 10	Total
Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :			
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>).....	1 491	.....	1 491
Soutien supplémentaire au Programme d'accès aux pêches.....	.....	1 050	1 050
Fonds additionnels versés au titre des services nécessaires pour gérer, exploiter et maintenir la flotte d'hélicoptères de la Garde côtière canadienne.....	758	.....	758
Ressources supplémentaires à l'appui de la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation.....	.....	401	401
Ressources supplémentaires à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	.....	219	219
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	194	.....	194
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	8	155	163
Ajustement du paiement en remplacement d'impôts en raison du transfert de la garde de propriétés à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.....	158	.....	158
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	84	.....	84
Contribution dans le cadre du nouveau Programme de contribution à la recherche universitaire.....	.....	28	28
Montant brut	2 693	1 853	4 546
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 180	1 853	4 033
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	513	.....	513
Montant net	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 693 223 \$ sont disponibles : 2 180 168 \$ à même le crédit en raison : du réaligement des ressources pour répondre aux besoins supplémentaires en matière de subventions et de contributions (1 692 850 \$), d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (143 068 \$), du virement au Conseil de recherches en sciences humaines pour le renouvellement du réseau de recherche sur la gestion des océans (219 250 \$), d'un virement à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la mise en œuvre du cadre financier révisé utilisé pour la gestion de la distribution des biens de la Couronne (91 000 \$), du virement à Affaires indiennes et du Nord canadien pour appuyer la création d'un bassin de spécialistes autochtones de la faune pour qu'ils dressent des inventaires de la faune des terres fédérales (19 000 \$) et d'un virement de fonds autorisés accordé à Environnement Canada pour appuyer la Canadian Aboriginal Science and Technology Society (15 000 \$). 513 055 \$ du crédit 5 en raison de la réduction des besoins en capital relative aux délais dans la mise en application du projet d'immobilisations relatif aux aéroglisseurs.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 1 852 849 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : d'une réduction des besoins en contributions à l'appui du cadre de programmes autochtones (1 777 449 \$), d'une diminution des contributions relatives à la réaffectation en cours d'exercice des fonds attribués à la Stratégie emploi jeunesse (70 400 \$) et d'une réduction des besoins en matière de subventions à l'appui de la disposition de ports pour petits bateaux (5 000 \$).

PÊCHES ET OCÉANS

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Sciences halieutiques et océaniques</i>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	25 000	.....
Total des subventions brutes	25 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Sauvetage, sécurité et intervention environnementale</i>		
Ententes de contributions avec la Garde côtière auxiliaire canadienne pour assurer des services bénévoles de recherche et de sauvetage et pour promouvoir la sécurité nautique grâce à des programmes de prévention des accidents et d'éducation	401 000	.....
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	5 850	.....
	406 850	.....
<i>Gestion des pêches</i>		
Contributions en vertu du Programme d'accès aux pêches.....	1 050 000	.....
<i>Sciences halieutiques et océaniques</i>		
Contribution en vertu du Programme de contribution à la recherche universitaire.....	28 000	.....
<i>Ports</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	188 000	.....
<i>Politiques et services internes</i>		
Contributions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	155 000	.....
Total des contributions brutes	1 827 850	.....
Total des paiements de transfert bruts	1 852 850	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	1 852 849	.....
Paiement de transfert net	1	.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement	281 632 675	.....	.....	281 632 675
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	799 013 403	.....	.....	799 013 403
(L) Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Ministre du Travail – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	250 100 000	.....	12 500 000	262 600 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	500 000	.....	(300 000)	200 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	18 900 000	.....	2 100 000	21 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	75 400 000	.....	18 200 000	93 600 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	79 800 000	.....	(5 100 000)	74 700 000
(L) Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i>	385 000 000	.....	25 000 000	410 000 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements de prestations d'aide à l'adaptation, conformément aux modalités prescrites par le gouverneur en conseil, en vue d'aider les travailleurs qui ont été mis à pied en raison de la concurrence des importations, de la restructuration d'une industrie et de graves perturbations économiques au niveau d'un secteur d'activité ou d'une région	22 000	.....	.....	22 000
(L) Redressement du passif actuariel de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État et à des marins marchands	51 000 000	.....	.....	51 000 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	12 500 000	.....	(12 500 000)	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	141 291 000	.....	.....	141 291 000
Total budgétaire	2 095 479 018	.....	39 900 000	2 135 379 018
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non-budgétaire)	1 254 700 000	.....	(17 600 000)	1 237 100 000
Total non-budgétaire	1 254 700 000	.....	(17 600 000)	1 237 100 000
Total du Ministère	3 350 179 018	.....	22 300 000	3 372 479 018

*Voir la note au bas de la page 184.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Conseil canadien des relations industrielles				
10a Dépenses du Programme.....	11 772 596	.....	.....	11 772 596
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 673 000	.....	.....	1 673 000
Total de l'organisme	13 445 596	.....	.....	13 445 596
Société canadienne d'hypothèques et de logement				
13b Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 222 209 000 \$ du crédit 25 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>.....	.....	2 222 209 000	1	2 222 209 001
Total budgétaire .....	.....	2 222 209 000	1	2 222 209 001
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (non-budgétaire) (L.R. 1985, ch. N-11)....	.....	(190 200 000)	.....	(190 200 000)
Total non-budgétaire.....	.....	(190 200 000)	.....	(190 200 000)
Total de l'organisme .....	.....	2 032 009 000	1	2 032 009 001
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs				
15 Dépenses du Programme.....	1 665 000	.....	.....	1 665 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	175 000	.....	.....	175 000
Total de l'organisme	1 840 000	.....	.....	1 840 000
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail				
20a Dépenses du Programme.....	4 212 876	.....	.....	4 212 876
Total de l'organisme	4 212 876	.....	.....	4 212 876
Total du portefeuille.....	3 369 677 490	2 032 009 000	22 300 001	5 423 986 491

* En vertu des décrets C.P. 2004-0863 et C.P. 2004-0864, le ministre du Travail est chargé de l'application de la *Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement* et de la *Loi nationale sur l'habitation* (2 032 009 000 \$ y compris les avances consenties en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*).

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds destinés à la mise en œuvre du programme Bon d'études canadien de même qu'aux améliorations apportées au programme Subvention canadienne pour l'épargne-études (<i>poste horizontal</i>)	3 287	.....	3 287
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	1 100	.....	1 100
Fonds pour établir un secrétariat pour l'Initiative de revitalisation du secteur riverain de Toronto	701	.....	701
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	408	.....	408
Fonds à l'appui des activités principales de la Fondation nationale des réalisations autochtones .....	.....	340	340
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	195	195
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>)	175	.....	175
Virement des fonds liés à la responsabilité pour la Société canadienne d'hypothèques et de logement	87	.....	87
Montant brut	5 758	535	6 293
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	5 758	535	6 293
Montant net	.....	.....	.....

Législatif

Dépenses accrues pour le programme canadien de prêts aux étudiants en raison essentiellement de la mise en œuvre des nouvelles mesures de réduction de la dette annoncées dans le Budget fédéral de 2003	14 900
Dépenses accrues pour le programme Subvention canadienne pour l'épargne-études en raison du nombre plus important que prévu de participants	25 000
Prêts directs aux étudiants dans le cadre des nouvelles modalités de financement (y compris des remboursements de 17 100 000 \$).....	(17 600)
	22 300

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 5 758 166 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (4 000 000 \$) et du virement à Développement social pour le programme de développement de la petite enfance pour les enfants des Premières nations et les autres enfants autochtones (1 758 166 \$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 534 640 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des fonds pour le programme de reconnaissance des titres de compétence étrangers à des exercices subséquents.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Apprentissage</i>		
(L) Subventions aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au profit des bénéficiaires nommés par ces REEE, selon les termes du règlement sur les subventions canadiennes pour l'épargne-études de la <i>Loi sur le ministère du Développement des ressources humaines</i> .....	.....	25 000 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	(5 100 000)
Total des paiements subventions brutes	.....	19 900 000
<u>Contributions</u>		
<i>Programmes d'emploi</i>		
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	340 000	.....
<i>Apprentissage</i>		
Contributions aux secteurs bénévoles, à des organisations professionnelles, à des universités et des établissements d'enseignement postsecondaire et aux gouvernements provinciaux et territoriaux pour l'alphabétisation.....	194 640	.....
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> .....	.....	36 300 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>.....	.....	(300 000)
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> .....	.....	2 100 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>.....	.....	18 200 000
	194 640	56 300 000
Total des contributions brutes	534 640	56 300 000
Total des paiements de transfert bruts	534 640	76 200 000
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	534 640	.....
Paiements de transfert nets	.....	76 200 000

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Société canadienne d'hypothèques et de logement demande des fonds pour les postes suivants :	<u>Crédit 13</u>
Transfert des ressources pour la Société canadienne d'hypothèques et de logement du ministère de l'Environnement en raison de la restructuration du gouvernement	<u>2 222 209</u>
Montant brut	<u>2 222 209</u>
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	<u>2 222 209</u>
Montant net	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 13 : Des fonds autorisés totalisant de 2 222 209 000 \$ sont disponibles à même le crédit 25 (Environnement) en raison du transfert des ressources pour la Société canadienne d'hypothèques et de logement.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement	619 092 015	.....	.....	619 092 015
5b Dépenses en capital.....	12 701 278	.....	.....	12 701 278
10b Contributions	291 132 000	.....	.....	291 132 000
(L) Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	58 373 000	.....	.....	58 373 000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de la Nouvelle-Écosse.....	1 635 000	.....	.....	1 635 000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracôtière de Terre-Neuve	1 426 000	.....	.....	1 426 000
(L) Contribution à l'Office Canada - Terre-Neuve des hydrocarbures extracôtiers.....	3 600 000	.....	.....	3 600 000
(L) Contribution à l'Office Canada - Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracôtiers.....	2 500 000	.....	.....	2 500 000
(L) Paiements au compte des revenus extracôtiers de la Nouvelle-Écosse	30 000 000	.....	.....	30 000 000
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des revenus provenant des ressources en hydrocarbures extracôtiers.....	116 360 000	.....	.....	116 360 000
(L) Fonds renouvelable de Géomatique Canada.....	(2 356 000)	.....	.....	(2 356 000)
(L) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve .....	.....	.....	221 600 000	221 600 000
Total du Ministère.....	1 134 533 263	.....	221 600 000	1 356 133 263
Énergie atomique du Canada limitée				
15a Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital.....	162 838 000	.....	.....	162 838 000
Total de l'organisme	162 838 000	.....	.....	162 838 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire				
20b Dépenses du Programme.....	66 643 200	.....	359 000	67 002 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 961 000	.....	.....	7 961 000
Total de l'organisme	74 604 200	.....	359 000	74 963 200
Société de développement du Cap-Breton				
25 Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	60 205 000	.....	.....	60 205 000
Total de l'organisme	60 205 000	.....	.....	60 205 000

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Office national de l'énergie				
30a Dépenses du Programme.....	33 800 550	.....	.....	33 800 550
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 007 000	.....	.....	5 007 000
Total de l'organisme	38 807 550	.....	.....	38 807 550
Administration du pipe-line du Nord				
35a Dépenses du Programme.....	1 314 600	.....	.....	1 314 600
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	111 000	.....	.....	111 000
Total de l'organisme	1 425 600	.....	.....	1 425 600
Total du portefeuille.....	1 472 413 613	.....	221 959 000	1 694 372 613

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontale</i>).....	11 554	.....	.....	11 554
Besoins supplémentaires pour tenir compte des modifications apportées au mode de prestation de services de plusieurs initiatives comme les plantations d'arbres à croissance rapide dans le cadre du programme Forêt 2020, le Programme de recherche forestière, le projet de nettoyage de Port Hope et d'autres initiatives de moindre envergure.....	.....	731	7 199	7 930
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontale</i>).....	801	.....	.....	801
Fonds pour mener des activités qui créeront des débouchés pour les jeunes (Stratégie emploi jeunesse) (<i>poste horizontale</i>).....	.....	.....	27	27
Montant brut	12 355	731	7 226	20 312
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	12 355	731	7 226	20 312
Montant net	.....	.....	.....	.....

Législatif

Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve.....	221 600
	221 600

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 12 355 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement relative au report du Programme de réduction des émissions.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 730 674 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en capital relative au report de la modernisation des installations.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 7 226 256 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions relative au report du Programme de réduction des émissions.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Diffusion de l'information et établissement d'un consensus</i>		
Contributions à l'appui de Forêt 2020/Verdir le Canada.....	7 198 743	.....
<i>Avantages économiques et sociaux</i>		
(L) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve.....	.....	221 600 000
<i>Saine gestion ministérielle</i>		
Stratégie emploi jeunesse.....	27 513	.....
Total des paiements de transfert bruts	7 226 256	221 600 000
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	7 226 256	.....
Paiements de transfert nets	.....	221 600 000

RESSOURCES NATURELLES
Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 20
Coûts supplémentaires liés à la mise en place progressive de nouveaux frais réglementaires.....	359

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement	1 843 827 154	.....	4 361 994	1 848 189 148
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 372 106 862	.....	33 674 316	1 405 781 178
(L) Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	120 049 000	.....	.....	120 049 000
Total du Ministère.....	3 336 052 986	.....	38 036 310	3 374 089 296
Instituts de recherche en santé du Canada				
10b Dépenses de fonctionnement	42 045 071	(140 499)	.....	41 904 572
15b Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 140 499 \$ du crédit 10 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	710 979 002	140 499	913 790	712 033 291
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 166 000	.....	.....	4 166 000
Total de l'organisme	757 190 073	.....	913 790	758 103 863
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses				
20a Dépenses du Programme.....	3 299 028	.....	.....	3 299 028
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	517 000	.....	.....	517 000
Total de l'organisme	3 816 028	.....	.....	3 816 028
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés				
25a Dépenses du Programme.....	4 686 000	.....	.....	4 686 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	665 000	.....	.....	665 000
Total de l'organisme	5 351 000	.....	.....	5 351 000
Total du portefeuille.....	4 102 410 087	.....	38 950 100	4 141 360 187

SANTÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour appuyer la construction du Centre de santé Meno-Ya-Win à Sioux Lookout, en Ontario .....	.....	37 400	37 400
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	15 912	.....	15 912
Réalignement des ressources afin d'acheter des médicaments antiviraux et de financer des activités opérationnelles, telles que des pré-évaluations et des évaluations à l'appui des programmes de subventions et de contributions du Ministère.....	11 224	.....	11 224
Réalignement des ressources à l'appui du transfert continu des responsabilités en matière de services de santé non assurés aux Premières nations.....	.....	9 505	9 505
Activités visant à atténuer l'incidence de la crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) (<i>poste horizontal</i>)	5 402	.....	5 402
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>)	182	3 292	3 474
Fonds supplémentaires destinés au Programme Accès aux médicaments lequel contribue à promouvoir l'accès aux médicaments dans les pays les moins développés pour le traitement du VIH/sida, du paludisme, de la tuberculose et d'autres épidémies	1 226	.....	1 226
Fonds pour moderniser la gestion des ressources humaines dans la fonction publique fédérale (<i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>) (<i>poste horizontal</i>).....	130	.....	130
Fonds liés au développement des communautés minoritaires de langue officielle (Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	101	101
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle (<i>poste horizontal</i>)	28	.....	28
Montant brut	34 104	50 298	84 402
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	29 742	16 624	46 366
Montant net	4 362	33 674	38 036

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 29 741 754 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration central (20 116 999 \$); d'un transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada pour des projets de recherche liés à la prévention du suicide chez les Autochtones (99 289 \$); d'un transfert à Environnement Canada pour le programme sur les pesticides de l'Organisation de coopération et de développement économiques (20 000 \$); et d'une diminution des besoins opérationnels du Programme des services de santé non assurés (9 505 466 \$) .

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 16 624 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en subventions et contributions à la suite de retards dans le lancement et l'exécution du programme.

SANTÉ
Ministère

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
<u>Subventions</u>		
<i>Politique en matière de soins de santé</i>		
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes sur la santé.....	250 000	.....
Total des subventions brutes	250 000	.....
<u>Contributions</u>		
<i>Promotion et protection de la santé</i>		
Contributions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de la santé communautaire, de la création de ressources, de la formation et du perfectionnement des connaissances, et de la recherche.....	101 100	.....
Contribution pour la Stratégie canadienne sur le VIH/sida.....	2 800 000	.....
	2 901 100	.....
<i>Santé des Premières nations et des Inuits</i>		
Contribution à la province de l'Ontario pour la construction du Centre de santé Meno-Ya-Win.....	37 400 000	.....
Contributions pour les services intégrés de soins de santé communautaire aux collectivités indiennes et inuites.....	241 750	.....
Contributions à des bandes indiennes, à des associations ou à des groupes indiens et inuits ou aux administrations locales et territoriales pour la prestation de services de santé non assurés.....	9 505 466	.....
	47 147 216	.....
Total des contributions brutes	50 048 316	.....
Total des paiements de transfert bruts	50 298 316	.....
<i>Moins : Fonds disponibles.....</i>	16 624 000	.....
Paiements de transfert nets	33 674 316	.....

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>)	35	955	990
Fonds pour des projets de recherche liés à la prévention du suicide chez les Autochtones .....	.....	99	99
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	7	.....	7
Montant brut	42	1 054	1 096
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	42	.....	42
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	140	140
Montant net	.....	914	914

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 41 900 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale.

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 140 499 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Création et application de nouveaux savoirs pour améliorer la santé</i>		
Subventions pour les projets de recherche et le soutien au personnel	1 054 289	.....
Total des paiements de transfert bruts	1 054 289	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	140 499	.....
Paiements de transfert nets	913 790	.....

SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 6 400 000 \$ du crédit 5 (Solliciteur général [Sécurité publique et Protection civile]) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	129 204 965	6 400 000	5 333 747	140 938 712
5b Contributions	275 567 601	(6 400 000)	.....	269 167 601
(L) Solliciteuse générale – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 209 000	.....	.....	11 209 000
Total du Ministère	416 051 536	.....	5 333 747	421 385 283
Agence des services frontaliers du Canada				
10b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 8 948 000 \$ du crédit 15 (Solliciteur général [Sécurité publique et Protection civile]) et de 148 937 600 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 8 713 000 \$ du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	806 766 739	166 598 600	6 905 789	980 271 128
15b Dépenses en capital.....	35 279 986	(8 948 000)	.....	26 331 986
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96 813 000	.....	.....	96 813 000
Total de l'organisme	938 859 725	157 650 600	6 905 789	1 103 416 114
Centre canadien des armes à feu				
20 Dépenses de fonctionnement	82 080 000	.....	.....	82 080 000
25 Contributions	14 500 000	.....	.....	14 500 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 688 000	.....	.....	3 688 000
Total de l'organisme	100 268 000	.....	.....	100 268 000
Service canadien du renseignement de sécurité				
30b Dépenses du Programme.....	281 428 676	.....	901 999	282 330 675
Total de l'organisme	281 428 676	.....	901 999	282 330 675
Service correctionnel				
35b Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 946 459 \$ du crédit 40 (Solliciteur général [Sécurité publique et Protection civile]) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	1 303 649 383	5 946 459	1	1 309 595 843
40b Service pénitentiaire et Service national des libérations conditionnelles – Dépenses en capital	136 712 000	(5 946 459)	.....	130 765 541
(L) Pensions et autres avantages sociaux des employés	201 000	.....	.....	201 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	173 221 159	.....	.....	173 221 159
(L) Fonds renouvelable CORCAN	83 600	.....	.....	83 600
Total de l'organisme	1 613 867 142	.....	1	1 613 867 143

*Voir la note au bas de la page 198.

SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Commission nationale des libérations conditionnelles				
45b Dépenses du Programme et contributions.....	35 423 890	.....	1 279 000	36 702 890
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 772 000	.....	.....	4 772 000
Total de l'organisme	40 195 890	.....	1 279 000	41 474 890
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones				
53b Dépenses du Programme et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 93 575 000 \$ du crédit 40 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>.....	.....	93 575 000	1	93 575 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés .....	.....	6 242 000	.....	6 242 000
Total de l'organisme .....	.....	99 817 000	1	99 817 001
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
50a Dépenses du Programme.....	2 686 150	.....	.....	2 686 150
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	388 000	.....	.....	388 000
Total de l'organisme	3 074 150	.....	.....	3 074 150
Gendarmerie royale du Canada				
55b Application de la loi – Dépenses de fonctionnement et autorisation de dépenser les revenus de l'exercice	1 333 092 592	.....	25 719 120	1 358 811 712
60b Application de la loi – Dépenses en capital	210 084 450	.....	371 060	210 455 510
65b Application de la loi – Subventions inscrites au Budget des dépenses	37 424 880	.....	3 779 000	41 203 880
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	306 374 047	.....	.....	306 374 047
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	46 256 915	.....	.....	46 256 915
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R., 1970 ch. R-10).....	23 000 000	.....	.....	23 000 000
Total de l'organisme	1 956 232 884	.....	29 869 180	1 986 102 064
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada				
70a Dépenses du Programme.....	807 350	.....	.....	807 350
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	115 000	.....	.....	115 000
Total de l'organisme	922 350	.....	.....	922 350

*Voir la note au bas de la page 198.

SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada				
75b Dépenses du Programme.....	4 385 050	.....	292 304	4 677 354
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	558 000	.....	.....	558 000
Total de l'organisme	4 943 050	.....	292 304	5 235 354
Total du portefeuille.....	5 355 843 403	257 467 600	44 582 021	5 657 893 024

* En vertu des décrets C.P. 2003-2059, 2003-2063 et 2004-1155, transfert de la responsabilité des opérations policières et des opérations liées au renseignement, y compris celles en vigueur aux points d'entrée, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada (148 937 600 \$) .

En vertu du décret C.P. 2003-2065, transfert de la responsabilité des services d'inspection de première ligne des voyageurs et des produits importés dans les aéroports et aux autres postes frontaliers canadiens, à l'exclusion des centres de service à l'importation, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à l'Agence des services frontaliers du Canada (8 713 000 \$) .

En vertu du décret C.P. 2004-0851, transfert de la responsabilité du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones du président du Conseil privé de la Reine pour le Canada à la Solliciteuse générale du Canada portant les titres de vice-première ministre et ministre responsable de la Sécurité publique et de la Protection civile (99 817 000 \$ incluant les contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés).

SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Solliciteur général (Sécurité publique et Protection civile) demande des fonds pour les postes suivants :

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour couvrir les coûts de la sécurité pendant la visite du Président des États-Unis au Canada.....	10 000	.....	10 000
Coûts liés à l'administration et à la prestation des services de police communautaire des Premières nations.....	6 417	416	6 833
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	300	.....	300
Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu (<i>poste horizontal</i>).....	271	.....	271
Montant brut	16 988	416	17 404
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 254	416	5 670
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	6 400	.....	6 400
Montant net	5 334	.....	5 334

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 11 653 600 \$ sont disponibles : 5 253 600 \$ à même le crédit en raison de retards accumulés dans la dotation et l'impartition de contrats pour un projet visant à accroître la sécurité publique grâce au partage de renseignements sur la sécurité et l'interopérabilité des systèmes (5 100 000 \$), d'un virement au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie afin de financer la recherche liée à l'encryptage des communications sans fil (100 000 \$), et d'une réduction des besoins de fonctionnement liée à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (53 600 \$); 6 400 000 \$ du crédit 5 en raison d'une réduction des besoins en contribution au titre du Programme de services de police des Premières nations.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 416 472 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contribution au titre du Programme de services de police des Premières nations.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Programme de services de police des Premières nations</i>		
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, ainsi qu'aux conseils de bande, aux représentants officiels des Autochtones vivant dans les réserves, aux collectivités autochtones établies sur les terres de la Couronne et aux groupes inuits conformément au Programme de services de police des Premières nations.....	416 472	.....
Total des paiements de transfert bruts	416 472	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	416 472	.....
Paiements de transfert nets	.....	.....

SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 10
L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	
Transfert de la responsabilité des opérations policières et des opérations liées au renseignement, y compris celles en vigueur aux points d'entrée, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration à l'Agence des services frontaliers du Canada à la suite de la restructuration du gouvernement	148 938
Transfert de la responsabilité des services d'inspection de première ligne des voyageurs et des produits importés dans les aéroports et aux autres postes frontaliers canadiens, à l'exclusion des centres de service à l'importation, de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à l'Agence des services frontaliers du Canada à la suite de la restructuration du gouvernement	8 713
Fonds consacrés aux opérations douanières liées au plan de réaménagement de l'Aéroport international Lester B. Pearson de Toronto	6 840
Fonds pour les modifications du système administratif d'entreprise de l'Agence du revenu du Canada afin de permettre à l'Agence des services frontaliers du Canada d'administrer les ressources humaines, financières et administratives qui ont été transférées de l'Agence des douanes et du revenu du Canada, du ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration et de l'Agence canadienne d'inspection des aliments	4 712
Fonds pour couvrir le coût des locaux non acquitté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	2 900
Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu (<i>poste horizontal</i>).....	1 204
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	198
Montant brut	173 505
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	166 599
Montant net	6 906

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 166 598 600 \$ sont disponibles du crédit 15 en raison de délais dans la construction d'installations de différents points d'entrée frontaliers (8 948 000 \$); du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) en raison du transfert de la responsabilité des opérations policières et des opérations liées au renseignement, y compris celles en vigueur aux points d'entrée, à la suite des annonces de restructuration du gouvernement du 12 décembre 2003 et du 12 octobre 2004 (148 937 600 \$) et du crédit 30 (Agriculture et Agroalimentaire) en raison du transfert de la responsabilité de certains services d'inspection de l'Agence canadienne d'inspection des aliments à la suite de la restructuration du gouvernement annoncée le 12 décembre 2003 (8 713 000 \$) .

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 30
Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :	
Coûts de fonctionnement supplémentaires	4 187
Montant brut	4 187
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 285
Montant net	902

SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 35	Crédit 40	Total
Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :			
Fonds pour pallier les fluctuations de la population carcérale en matière de logement, y compris des services d'alimentation et de soins de santé et des mesures d'hébergement, telles que les opérations en matière de sécurité	5 327	.....	5 327
Fonds pour améliorer les initiatives à l'appui de la Stratégie canadienne sur le VIH/sida (<i>poste horizontal</i>)	500	.....	500
Indemnisation pour les frais découlant de la mise en œuvre d'une interface de transfert de données afin de fournir au gouvernement de l'Ontario des renseignements sur les détenus .....	.....	136	136
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>)	94	.....	94
Fonds pour accroître la capacité afin d'administrer les services de prise de décisions en matière de libérations conditionnelles (<i>poste horizontal</i>)	60	.....	60
Montant brut	5 981	136	6 117
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	35	136	171
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	5 946	.....	5 946
Montant net	.....	.....	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 5 981 459 \$ sont disponibles : 35 000 \$ à même le crédit en raison d'un virement à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la mise en œuvre d'un nouveau cadre financier applicable à la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne et 5 946 459 \$ provenant du crédit 40 en raison de retards dans les projets de réaménagement et de construction des établissements de Collins Bay et de Springhill.

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 135 581 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de retards dans les projets de réaménagement et de construction des établissements de Collins Bay et de Springhill.

Commission nationale des libérations conditionnelles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	Crédit 45
La Commission nationale des libérations conditionnelles demande des fonds pour les postes suivants :	
Fonds supplémentaires pour la mise à niveau d'un système d'information qui aide au traitement des demandes de réhabilitation	900
Fonds pour accroître la capacité afin d'administrer les services de prise de décisions en matière de libérations conditionnelles (<i>poste horizontal</i>)	379
	1 279

SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 53
Transfert des ressources du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones du Conseil privé en raison de la restructuration du gouvernement.....	93 575
Montant brut	93 575
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	93 575
Montant net	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 53 : Des fonds autorisés totalisant 93 575 000 \$ sont disponibles du crédit 40 (Conseil privé) en raison du transfert des ressources du Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Législatif
Contributions		
<i>Bureau de la Résolution des questions des pensionnats indiens Canada</i>		
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	3 000 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	3 000 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	3 000 000	.....
Paiements de transfert nets	.....	.....

SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 55	Crédit 60	Crédit 65	Total
Rémunération et avantages pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada.....	18 323	.....	.....	18 323
Initiatives liées à la sécurité publique (politique de sécurité nationale) (<i>poste horizontal</i>).....	5 401	280	.....	5 681
Ressources additionnelles afin d'améliorer la capacité des organismes chargés de l'application de la loi à combattre l'utilisation criminelle des armes à feu (<i>poste horizontal</i>).....	3 039	1 859	.....	4 898
Fonds supplémentaires pour indemniser les membres de la GRC pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions.....	.....	.....	3 779	3 779
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>).....	.....	2 232	.....	2 232
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>).....	2 076	.....	.....	2 076
Fonds visant à offrir aux stagiaires d'été l'occasion d'occuper un emploi auprès des membres de la GRC.....	500	.....	.....	500
Réalignement des fonds à la suite de la mise en œuvre de mesures liées à l'initiative de réaffectation des fonds à l'échelle du gouvernement.....	400	.....	.....	400
Montant brut	29 739	4 371	3 779	37 889
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	4 020	4 000	.....	8 020
Montant net	25 719	371	3 779	29 869

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 55 : Des fonds autorisés totalisant 4 020 081 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : de fonds mis de côté pour pallier les augmentations du coût des pensions d'invalidité versées aux membres de la GRC blessés dans l'exercice de leurs fonctions (3 779 000 \$), d'un virement à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada pour la mise en œuvre d'un nouveau cadre financier applicable à la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne (125 000 \$), et d'une réduction des besoins de fonctionnement liée à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (116 081 \$).

Crédit 60 : Des fonds autorisés totalisant 4 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit à la suite de retards dans la construction d'un centre de formation au Polygone de Connaught.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Législatif
Subventions		
<i>Structure organisationnelle</i>		
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R., 1985 ch. R-11).....	3 779 000	.....

SOLLICITEUR GÉNÉRAL (SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE)

Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 75
Fonds supplémentaires pour des mesures de dotation afin d'accroître la capacité en matière de communications, de gestion financière et de gestion des ressources humaines et de répondre aux exigences de la <i>Loi sur la modernisation de la fonction publique</i>	182
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur les actions des responsables canadiens relativement à Maher Arar (<i>poste horizontal</i>)	110
	292

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 708 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	261 276 390	17 708 000	1	278 984 391
5b Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 375 000 \$ du crédit 5 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	65 823 000	2 375 000	1	68 198 001
10b Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 192 000 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	439 216 000	192 000	1	439 408 001
15 Paiements à la Société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	32 077 000	.....	.....	32 077 000
20a Paiements à Marine Atlantique S.C.C.	72 907 000	.....	.....	72 907 000
25 Paiements à VIA Rail Canada Inc.	191 301 000	.....	.....	191 301 000
30a Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.....	503 675 000	.....	.....	503 675 000
(L) Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont.....	3 300 000	.....	.....	3 300 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 372 000	.....	.....	67 372 000
(L) Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 10).....	1 900 000	.....	18 500 000	20 400 000
(L) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i>	51 800 000	.....	.....	51 800 000
Total du Ministère.....	1 690 717 360	20 275 000	18 500 003	1 729 492 363
Office des transports du Canada				
35b Dépenses du Programme.....	24 551 600	.....	.....	24 551 600
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 496 000	.....	.....	3 496 000
Total de l'organisme	28 047 600	.....	.....	28 047 600

*Voir la note au bas de la page 206.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Tribunal d'appel des transports du Canada				
40b Dépenses du Programme.....	1 173 000	.....	58 100	1 231 100
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	140 000	.....	.....	140 000
Total de l'organisme	1 313 000	.....	58 100	1 371 100
Total du portefeuille.....	1 720 077 960	20 275 000	18 558 103	1 758 911 063

* En vertu du décret C.P. 2003 2090, transfert de la responsabilité à l'égard de certains secteurs de la Direction générale des programmes maritimes du ministère des Pêches et des Océans au ministère des Transports (20 275 000 \$).

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 5</u>	<u>Crédit 10</u>	<u>Total</u>
Transports demande des fonds pour les postes suivants :				
Transfert des responsabilités à l'égard de la politique de la sécurité maritime de Pêches et Océans en raison de la restructuration du gouvernement.....	17 708	2 375	192	20 275
Montant brut	17 708	2 375	192	20 275
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	17 708	2 375	192	20 275
Montant net	.....	.....	.....	.....

Législatif

Paiements versés à la Société de la Voie maritime du Saint-Laurent conformément aux ententes dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i>	18 500
	18 500

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 17 708 000 \$ sont disponibles du crédit 1 (Pêches et océans) en raison du transfert de certains secteurs de la Direction générale des programmes maritimes

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 2 375 000 \$ sont disponibles du crédit 5 (Pêches et océans) en raison du transfert de certains secteurs de la Direction générale des programmes maritimes

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 192 000 \$ sont disponibles du crédit 10 (Pêches et océans) en raison du transfert de certains secteurs de la Direction générale des programmes maritimes

<u>Paiements de transfert (dollars)</u>	<u>Crédit</u>	<u>Législatif</u>
Contributions		
<i>Sécurité et sûreté</i>		
Contribution à La Société canadienne de la Croix-Rouge pour son Programme de sécurité nautique	192 000	.....
Total des paiements de transfert bruts	192 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles</i>	192 000	.....
Paiements de transfert nets	.....	.....

TRANSPORTS

Office des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 35
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	42
Montant brut	42
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	42
Montant net	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 42 371 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale.

Tribunal d'appel des transports du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Tribunal d'appel des transports du Canada demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 40
Report du budget de fonctionnement (<i>poste horizontal</i>)	58

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Budgets des dépenses précédents	Transfert*	Nouveau crédit	
Ministère				
1b Services gouvernementaux – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 225 000 \$ du crédit 1 (Conseil du Trésor) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i>	2 246 856 700	(22 475 553)	1	2 224 381 148
5b Services gouvernementaux – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 22 700 553 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) et de 5 498 303 \$ du crédit 10 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2004-2005</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	304 767 722	28 198 856	3 029 369	335 995 947
10b Services gouvernementaux – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	8 211 002	(5 498 303)	.....	2 712 699
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	69 970	.....	.....	69 970
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 631 000	.....	.....	79 631 000
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(11 888 000)	.....	.....	(11 888 000)
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada	(1 100 000)	.....	.....	(1 100 000)
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction.....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers.....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique .....	.....	.....	5 704 220	5 704 220
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense.....	.....	.....	.....	.....
Total du Ministère.....	2 626 548 394	225 000	8 733 590	2 635 506 984
Total du portefeuille.....	2 626 548 394	225 000	8 733 590	2 635 506 984

* En vertu du décret C.P. 2003-2089, transfert de la responsabilité de certains secteurs de la Direction du dirigeant principal de l'information du Secrétariat du Conseil du Trésor au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux (225 000 \$) .

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :	Crédit 1	Crédit 5	Total
Dépenses de fonctionnement d'immeubles, y compris les frais de services publics, les taxes municipales applicables aux installations louées et les révisions de prix connexes.....	45 409	.....	45 409
Report du budget de fonds en capital.....	.....	18 400	18 400
Fonds pour la poursuite de projets approuvés compris dans la Vision et le plan à long terme pour la Cité parlementaire.....	.....	15 900	15 900
Fonds à l'appui des activités relatives à la Commission d'enquête sur le Programme de commandites et les activités publicitaires (Commission Gomery) (<i>poste horizontal</i>).....	11 226	.....	11 226
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers (<i>poste horizontal</i>).....	.....	6 200	6 200
Fonds pour terminer la mise en œuvre du Plan d'action environnemental pour la restauration de l'ancienne base navale et d'aviation américaine d'Argentia, à Terre-Neuve-et-Labrador.....	.....	4 000	4 000
Fonds à l'appui de la mise au point d'un nouveau modèle de services de base liés au Service électronique d'appels d'offres du gouvernement.....	2 855	.....	2 855
Projet d'aménagement du complexe Skyline, récemment acquis et situé à l'intersection des chemins Baseline et Merivale, à Ottawa.....	.....	2 700	2 700
Initiatives visant la mise en œuvre d'une infrastructure électronique commune et d'une stratégie de prestation des services multimodale (Gouvernement en direct) (<i>poste horizontal</i>).....	2 426	.....	2 426
Activités à l'appui des mesures de réduction des gaz à effet de serre dans le cadre du Plan d'action pour le changement climatique du Canada (Initiative fédérale Prêcher par l'exemple) (<i>poste horizontal</i>).....	.....	2 073	2 073
Fonds consacrés à la mise en œuvre d'un nouveau cadre financier applicable à la gestion de la fonction de distribution des biens de la Couronne.....	2 011	.....	2 011
Prestation de services de sous titrage des délibérations du Parlement pour les Canadiens malentendants.....	1 110	.....	1 110
Fonds visant à fournir un système pangouvernemental de gestion des voyages, lequel comprend une carte de voyages, un outil de réservation en ligne et un outil de gestion des frais de déplacement (Initiative des services de voyage partagés).....	800	.....	800
Fonds consacrés à l'examen des questions de santé et de sécurité du tunnel Est, un élément clé des centrales de chauffage et de refroidissement.....	.....	455	455
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale (<i>poste horizontal</i>).....	420	.....	420
Ressources additionnelles afin de respecter les objectifs de la fonction publique en matière de langues officielles relativement au partage de renseignements, aux besoins régionaux en matière de bilinguisme, à la formation et au maintien des acquis linguistiques, aux réseaux bilingues et à la prestation de services (Programme d'innovation pour les langues officielles) (<i>poste horizontal</i>).....	330	.....	330
Transfert du projet de Gouvernement en direct du Secrétariat du Conseil du Trésor en raison de la restructuration du gouvernement.....	225	.....	225
Montant brut	66 812	49 728	116 540
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	66 587	18 500	85 087
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	225	28 199	28 424
Montant net	.....	3 029	3 029
Législatif			
Investissements dans le Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique afin de faire avancer certaines activités à l'appui de la restructuration de la Direction générale des services d'infotechnologie.....			5 704
			8 733

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 66 811 786 \$ sont disponibles : 66 586 786 \$ à même le crédit en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement liés à la création d'une réserve pour publicité gérée par l'administration centrale (11 916 239 \$); du report de fonds aux exercices ultérieurs pour l'Initiative des services de voyage partagés (18 915 000 \$); et du report de fonds aux exercices ultérieurs principalement pour la cession de trois barrages (35 755 547 \$). 225 000 \$ provenant du crédit 1 (Conseil du Trésor) est disponible en raison du transfert du projet de Gouvernement en direct.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 46 698 856 \$ sont disponibles : 18 500 000 \$ à même le crédit en raison du report des fonds prévus pour le budget d'immobilisations au prochain exercice (\$15,200,000); du report de fonds pour des projets d'immobilisations, notamment des réparations de ponts, de barrages et de quais (\$3,300,000). 22 700 553 \$ du crédit 1 sont disponibles en raison d'une réduction des besoins de fonctionnement; et, 5 498 303 \$ du crédit 10 sont disponibles en raison d'une réduction des besoins de subventions et de contributions.

	<u>Coût total estimatif</u>	<u>Dépenses estimatives 2004-2005</u>
	(en milliers de dollars)	
<u>Nouveaux grands projets d'immobilisations</u>		
(À titre d'information seulement)		
ATLANTIQUE		
Terre-Neuve-et-Labrador – Argentinia – Assainissement de l'environnement.....	106 000	7 900
QUÉBEC		
Montréal – 740, rue Bel-Air – Construction d'un immeuble multi-fonctionnel, y compris des postes financés par le ministère de la Défense nationale.....	64 373	7 588
CAPITALE NATIONALE		
Laniel – Reconstruction du barrage Laniel.....	8 500	474
Ottawa – Centrale de chauffage et de refroidissement – Remplacement du tunnel Est.....	33 300	1 257
CITÉ PARLEMENTAIRE		
Ottawa et Gatineau – Conservation, réfection et modernisation de la Bibliothèque du Parlement.....	136 300	24 200
ONTARIO		
Toronto – 277, rue Front Est – Bail.....	35 400	4 881
OUEST		
Regina – Acquisition, rénovation et aménagement d'un nouvel immeuble du gouvernement du Canada.....	38 000	8 500